spartacus

SOCIALISME ET LIBERTE

- **Deux inédits de Louise Michel**
- Le chantage à l'anticommunisme
- **La révolution russe et les problèmes du socialisme**
- Comment lire et ne pas lire Reich
- **Rosa Luxembourg et la question nationale**
- Au Portugal : après l'espoir...

5 Fr. N° B 64-R1-Novembre-Décembre 1975 (Belgique : 50 FB-Suisse : 4 FS)

Directeur
René LEFEUVRE
Tél. 272.37.50

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

5, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie
Paris IVe

SPARTACUS HIER ET DEMAIN.

Spartacus a comme ancêtre la revue Masses créée en 1933 comme moyen d'expression des cercles d'études des «Amis de Monde». («Monde» était l'hebdo d'Henri Barbusse). Etant secrétaire de ce groupe j'avais en 1930 créé divers cercles d'études et le désir de publier le résultat des recherches menées en commun nous fit créer le revue mensuelle «Masses» en janvier 1933. Masses parut régulièrement pendant près de 2 années malgré des difficultés grandissantes dues à la crise économique et au chômage (en 1934 les traitements subirent une amputation de 10%). La revue devait renaître à plusieurs reprises et parfois prendre le titre de Spartacus. Spartacus parut sous forme de cahiers à partir de 1936, le premier, de Victor Serge, «16 fusillés», dénonçait le premier des grands massacres staliniens préludant l'élimination de la vieille garde bolchévique. 17 titres parurent avant la guerre.

Rentré de captivité en 1945 je pus reprendre avec un groupe d'amis, début 1946, la parution de Masses et de Spartacus et le menai jusqu'en 1949. Après la sortie du très important Sylvain MARECHAL de Dommanget je ne pus publier que quelques rares brochures dans l'atonie générale de la vie politique et de l'intérêt doctrinal. Je connus quelques années grises pendant lesquelles j'entrepris de me construire une maison, chose normale pour le maçon-limousinant que je fus pendant 11 années.

Je m'excuse de parler de moi mais l'existence de mes revues et la mienne sont étroitement mêlées, l'une conditionnant l'autre. La vie de Spartacus et de Masses a souvent dépendu de ma situation matérielle. Mon souci essentiel est d'assurer la continuité de Spartacus et le revenu de ma maison aide à combler le déficit de Spartacus, ce qui me console de l'infirmité due a une chute du toit de cette maison qui me valut 20 mois d'hôpital et de rééducation. Cela entraîna des difficultés matérielles dont je me tirai avant de prendre ma retraite en 1968. Alors mes dettes étaient épongées et je pus reprendre la publication de Spartacus.

Mes ambitions étaient modestes. La vente du stock d'anciens Spartacus et le revenu de la maison m'ont permis, la chance aidant parfois, et beaucoup de travail, de publier ou de rééditer plus de 100 titres dont l'intérêt est démontré par les citations ou les références que l'on trouve dans maints livres ou publications et par de nombreuses traductions étrangères.

Avec quelques amis, dans le cadre et l'esprit des cahiers Spartacus, paraîtront quatre fois l'an des recueils d'articles qui nous permettront de nous tenir plus près des événements actuels et d'y participer plus directement. Nous avons pour but d'apporter à nos lecteurs des éléments de connaissance qui éclaireront leur jugement et faciliteront leur participation à la lutte contre l'exploitation capitaliste et aux tâches révolutionnaires qui s'imposent aux militants. Nous avons nos options, elles ne sont ni figées, ni monolithiques. Nous ne voulons imposer aucun credo stérilisant et nous nous efforcerons de faire connaître les courants de pensée qui nous sont proches, aidant si possible à des compréhensions et à des rapprochements, soucieux de montrer ce qui les rapproche plus que ce qui les divise, dans le souci de ne jamais perdre de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière. La haine du totalitarisme quelle qu'en soit la forme ou le masque donne également un sens à notre effort.

En commun nous répudions le bolchévisme qui soumet à l'esclavage et à l'obscurantisme la moitié du globe terrestre, et nous voulons démasquer leur pseudo-démocratisme et la permanence de leurs crimes contre la liberté et la dignité humaine. Nous voulons ardemment que les travailleurs prennent en mains leur propre sort et les aider à reconnaître aux heures décisives les actes qui les libèreront de leur aliénation, et à combattre ceux qui voudraient les utiliser pour se hisser au pouvoir sur les masses elles-mêmes avec le souci de les utiliser pour leur imposer une nouvelle forme d'asservissement . C'est pourquoi nous leur ferons connaître les expériences historiques qui jalonnent le combat ouvrier et nous nous efforcerons d'en tirer les leçons. Les plus riches sont celles des soviets russes et des conseils ouvriers allemands et italiens. Et par-dessus tout l'apport extraordinaire de la révolution espagnole et de ses réalisations autogestionnaires.

Ce tête à tête avec nos lecteurs ne se prête guère aux tirades enflammées. C'est dans tout ce que Spartacus a publié, dans ce qu'il veut encore publier que vous pouvez trouver le sens de son combat: la lutte contre toutes les formes d'exploitation capitaliste, la volonté de participer aux combats du prolétariat pour sa libération des chaînes de l'économie marchande et du salariat. Pour rappeler la puissance extraordinaire mais camouflée du prolétariat, cloisonné dans le cadre des nations, réveiller et accentuer le sens de la solidarité internationale.

Nous prévoyions une revue de 24 pages. L'abondance des articles et l'importance de 2 longs textes que nous n'avons pas voulu diviser nous ont obligés à porter ce numéro à 36 pages et le prix de 4 à 5 F. Désormais le nombre de pages dépendra du succès de ce premier numéro. Nous en avons fait un tirage élevé voulant élargir l'audience de nos cahiers et en faciliter la diffusion. Aidez-nous dans cette tâche. Faites connaître Spartacus autour de vous. Abonnez-vous si vous le pouvez. Faites abonner vos amis.

René LEFEUVRE

SOMMAIRE

	Pages
Perspectives politiques	3
Le chantage à l'anticommunisme	4
Au service de l'ordre	5
Trotsky et la révolution espagnole	5
La révolution portugaise	6
Portugal: Quels conseils ouvriers?	8
Portugal: L'autre combat	9
Portugal: De l'incertitude à la fin des illusions	10
Fascisme brun/Facisme rouge	13
L'archange chinois contre les droits bourgeois	14
Lettre inédite de Louise Michel	16
Le bref été de l'anarchie	17
Comment lire et ne pas lire Reich	18
Renault 1975	20
Révolution et contre révolution en Catalogne	22
La révolution russe	23
Parti-Etat	26
A propos de Gramsci	27
Clefs pour l'autogestion	28
Rosa Luxembourg: La question nationale L'apport de Rosa au marxisme	29
Pacifiquement vers la catastrophe	34
Le chêne et le veau	35

LA JEUNE TAUPE

Au sommaire du nº 7 (octobre 75, 4 francs), des articles sur le Vietnam, la grève chez Chausson, le Portugal, le Moyen-Orient, l'activité des révolutionnaires. La plate-forme du groupe «**Pour une Intervention Communiste**» éditée dans ce numéro peut également être obtenue sur demande à notre adresse.

Pour toutes correspondances, écrire à: P.I.C. Librairie Parrallèles 47 rue St-Honoré 75001 Paris

Abonnements: 30 F (étranger 35 F) Paiement au nom de: Harbi; C.C.P. La Source 34.709.15

PERSPECTIVES POLITIQUES

Depuis 1914 et 1917, le monde a profondément changé : la structure et la conjoncture n'en peuvent plus d'être lues comme un développement en continuité. Mais comment ? Telle est la question à quoi il faut répondre. Là-dessus presque tous, à quelques exceptions près, se nourrissent ou sont nourris de légendes, de mythes, de préventions ou, à partir d'eux, de falsifications délibérées. Ce qui compte, ce n'est pas tant qu'ils les acceptent plus ou moins, mais que ceux-ci les laissent dans un état de stupeur spirituelle et de passivité. Et telle est tout justement la fin poursuivie. Il s'agit de mettre les gens en disposition. Les divers pouvoirs établis n'ont rien d'autre que... le pouvoir. Mais ils s'en servent d'une manière bien plus systématique et étendue que jamais auparavant. Les moyens mis en œuvre font l'objet de techniques minutieusement élaborées. En cela il n'y a entre les divers pays qu'une différence de possibilités et de plus ou de moins. Mussolini, puis Hitler ont dû beaucoup aux techniques bolchéviques, puis staliniennes. Après la purge nazie de 1934, Staline a appris d'Hitler qu'on pouvait détruire avec impunité l'appareil de masse qui vous avait porté au pouvoir et s'en renforcer, tout de même qu'Hitler de Staline qu'on pouvait, s'il le fallait et au moment opportun, liquider des populations entières pour briser toute résistance à une politique et en permettre la poursuite. Après la Deuxième Guerre mondiale, les régimes ont, bien mieux que les masses, tiré conclusion plus ou moins brutalement ou habilement des leçons du fascisme et du stalinisme. Dans leur contexte historique, les Etats-Unis les ont mis au point avec raffinement et brutalité, subtilité et massivement, au dehors comme à l'intérieur. Tout cela est en partie objet de connaissance historique. Mais on n'en parle jamais au moment voulu et comme il faudrait. On ne le fait, dans l'immédiat, que pour déconsidérer l'adversaire-partenaire et masquer sa propre politique ou, bien plus tard, sans effets pratiques quand c'est devenu de l'histoire... et encore !

Il ne s'agit pas là de monstruosités. Ces conséquences logiques, elles découlent naturellement de la raison cynique qui a toujours inspiré les actions du pouvoir. Mais, aujourd'hui, cette raison, si les effets en sont périlleux (à long terme et même pour ceux qui l'appliquent), est d'une efficacité certaine et puissante dans l'immédiat. A quoi vise-t-elle pour l'essentiel ? A masquer un état de choses, ou transition historique, qu'il faut imposer et développer à tout prix, malgré tous les obstacles et par tous les moyens. D'autant plus que cet état est le déni de tout ce dont on prétendait s'inspirer dans un passé encore récent, un déni de toute la civilisation occidentale (jusqu'à et y compris Marx). On feint de continuer à l'offrir en exemple, sous diverses versions : démocratie, liberté, primauté de l'individu, socialisme, etc. De 1914 à aujourd'hui, le monde est entré, sans que d'abord les hommes s'en rendent compte en conscience, dans une nouvelle étape. La double impossibilité où étaient le capitalisme de monopoles de se survivre et la révolution socialiste de s'affirmer a engendré une sorte d'avortement historique : l'échec révolutionnaire a permis au capitalisme, par tâtonnements successifs, d'essayer de se dépasser tout en restant dans les limites qui l'enchaînent. Et ce fut la tendance au capitalisme d'Etat dont on vit progressivement qu'elle était universelle. En Europe, après deux guerres mondiales et la perte de son hégémonie historique. En Russie, après son isolement et sa bureaucratisation immédiate. Aux Etats-Unis, auxquels les conséquences de la seconde Guerre mondiale présentèrent une perspective d'hégémonie mondiale. Enfin, dans les nouveaux Etats, nés du démembrement colonial. En Chine, où une révolution paysanne porta au pouvoir un Etat-Parti néo-stalinien adapté et nationalisé. Tous ces pays arriérés sont mis en demeure d'assurer leur croissance économique en un siècle où seul l'Etat peut assumer une telle fonction. Partout dans le monde, les divers régimes mirent en œuvre suivant des modalités différentes, mais vers une même fin, les techniques du capitalisme d'Etat.

C'est ce qu'il importe de voir et de faire voir. Aussi faut-il déchirer les voiles sans nombre et les dénonciations à sens unique à l'aide de quoi toutes les parties prenantes veulent masquer cette réalité. Malgré tous leurs efforts, les pouvoirs ne peuvent masquer efficacement les réalités quotidiennes de la décadence mondiale contemporaine et ils le savent mieux que personne. Ils n'ont d'autres recours que leur pouvoir tout nu. Il leur faut maintenir les masses dans la stupeur et rechercher des alternatives auxquelles il semble qu'ils ne peuvent même pas recourir en effet. C'est ce que nous voyons dans les alternances de gauche, entre autres socialistes-communistes, dans les débats sur une évolution technocratique moins irrationnelle des sociétés bureaucratico-policières; dans le «renouveau» d'une démocratie de plus en plus piégée aux Etats-Unis; en Chine, dans l'appel à des révolutions culturelles à l'intérieur et, à l'extérieur, dans une détente avec l'Occident et un soutien à n'importe quel nationalisme qui en veut bien, etc.

Ce travail de dévoilement fut et continue d'être laborieux, tant les hommes même engagés hésitent à tirer jusqu'au bout les conclusions de leurs pressentiments. Il faut ici reconnaître et saluer les précurseurs qui tâchèrent de le mener à bien dans des conditions bien plus ingrates que nous, qui le continuons à la faveur de l'actuelle crise mondiale. Mais il faut aussi et parallèlement dénoncer les cadavres indéfiniment pourissants d'oppositions prétendues qui, à la faveur de cette même crise, essaient d'offrir leurs marchandises avariées. Elles ont fini, dès 1945, par s'adapter perversement, en négatif, à la stratégie et aux tactiques alternativement sectaires ou opportunistes de leurs prétendus adversaires social-démocrates ou staliniens. Elles ne savent même plus maintenir ce que les oppositions d'avant guerre eurent de partiellement utile, malgré leurs limitations et leurs erreurs de perspective. Elles ne sont plus, elles-mêmes, qu'un obscurantisme, une perte de temps et d'énergie dans la voie de la révolution.

Il n'a jamais été plus vrai qu'aujourd'hui de dire qu'il faut laisser les morts enterrer leurs morts. Nous ne traiterons ici du passé que pour éclairer le présent et pour tâcher de prévoir et, si possible, d'orienter l'avenir. Aussi notre tâche sera-t-elle fondamentalement critique, fondamentale parce que critique, essayant de reprendre l'héritage de la philosophie des lumières et de Marx. Notre revue sera ouverte sans préalables à tous ceux qui veulent penser et agir hors des sentiers battus. Elle sera fermée aux stérilités de toutes les «oppositionnites» qui, dans le sillage de la révolution russe, puis chinoise, ont vainement essayé de rendre flamme aux cendres refroidies et souillées d'un passé à jamais révolu. C'est à la crise montante, aux luttes spontanées des travailleurs, partout, que nous demanderons des lumières et dont nous chercherons à dégager les leçons. Nous voulons nous instruire auprès d'elles sans jamais prétendre leur donner, encore moins leur imposer, nos leçons. Nous savons ce qu'il en coûte de vouloir «diriger le prolétariat». C'est jouer les apprentis-sorciers et s'en faire les fossoyeurs. Ce sont les formes de lutte qu'engendreront les masses, au cours même de leurs actions, qui dévoileront les voies à suivre et à aménager.

Louis Rigal

THE END OF THE POSTWAR ERA

par Alastair BUCHAN

A New Balance of World Power, (Weidenfeld et Nicholson, Londres, 1974)

L'auteur est commandant du Collège royal d'Etudes sur la Défense à Londres et professeur de relations internationales à Oxford. C'est donc un de ces technocrates chargés, dans le monde actuel, de défendre le statu quo et de l'adapter aux circonstances changeantes, en «conseillant» les pouvoirs établis et en «agissant» dans le domaine idéologique. Il montre comment le monde est passé d'une conjoncture de rivalité bipolaire entre les USA et la Russie à ce qui pourrait être une balance de pouvoirs entre cinq puissances prééminentes, les deux surpuissances précédentes, plus l'Europe occidentale, le Japon et la Chine. Son analyse est un ensemble de conjectures sujettes à révision. Il est rien moins que sûr que le monde aille vers une balance de pouvoirs pentapolaire. L'auteur montre lui-même quelles sont les forces internes qui, dans chaque société, luttent contre la montée répressive et bureaucratique du capitalisme d'Etat, et quelles sont les puissances qui peuvent en perspective s'élever dans le monde - Brésil, Iran, Inde. Il souligne la faiblesse respective de la Russie et de l'Europe dans la conjoncture présente. Ouvrage utile à lire d'un œil critique.

L. R.

LE CHANTAGE A L'ANTICOMMUNISME

Un abondant, récent et discordant courrier publié dans les colonnes du journal «Libération» a permis de constater que dans les rangs mêmes de ce que nous pourrions nommer «la nouvelle révolution» — c'est-à-dire celle qui, à travers les enseignements des luttes de mai 1968, de Lip, du Larzac, pour ne citer que celles-là, se cherche et tâtonne en direction d'une théorie et d'une pratique d'un vrai «pouvoir populaire» — continue à sévir un spectre empoisonné : le chantage à l'anticommunisme.

Il faut et tout de suite préciser que ce «chantage à l'anticommunisme» opère essentiellement parmi ceux qu'il convient de nommer «gauchistes», et qui sont donc nés à l'action à partir des modèles de Marx et Lénine, de Trotsky et de Mao.

Cette situation n'est pas négligeable car elle influence considérablement le présent et l'avenir des combats, tant du point de vue «contenu» que du point de vue «formes».

Le courrier paru dans «Libération» ne doit pas conduire les révolutionnaires authentiques, ceux qui n'ont qu'un seul but : «l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes», à négliger la question. Il est clair que dans d'innombrables têtes, il y a un «blocage» grave et dangereux qu'il faut absolument faire craquer, si nous voulons, dans la période actuelle, accomplir de réels progrès. Pour un grand nombre encore de «militants», de «politisés» un risque mortel nous menacerait : l'anticommunisme ! Ainsi a-t-on vu, à partir d'analyses souvent superficielles ou ignorantes du processus en cours au Portugal, resurgir les vieux démons et certains, après avoir élaboré de terrifiants réquisitoires contre Alvaro Cunhal et ses amis, proclamer qu'on ne saurait s'opposer au Parti Communiste Portugais sans favoriser la réaction.

La lueur allumée à l'Est en 1917, et vite étouffée, persiste à tourmenter nombre de nos contemporains. L'espoir fou suscité par l'Octobre russe n'a cessé de paralyser, au fil des générations qui se sont succédées, les intelligences. Admettre qu'un tel espoir, qu'un tel incendie n'avaient été que feu de paille, et qu'à l'aube entrevue s'enchaînaient la terreur rouge, la destruction des conquêtes du prolétariat des villes et des campagnes, la dictature d'un parti puis d'un Comité central, puis d'un autocrate cruel, c'était retourner au néant, au désespoir, au doute final.

Bref, nombreux furent ceux qui fermèrent les yeux, s'accrochèrent rageusement à l'espérance, travestirent la réalité au point d'y croire. Quelques-uns élevèrent la voix de la vérité : communistes en rupture de parti, anarchistes, socialistes-révolutionnaires, syndicalistes révolutionnaires.

Alors un mythe s'empara d'une fraction révolutionnaire : l'URSS était un «Etat prolétarien dégénéré». La présence du terme «prolétarien» dans cette définition suffisait alors à faire oublier les deux autres termes : «Etat» — celui-ci ne pouvant effrayer des individus «marxistes orthodoxes»-et «dégénéré» — nous savons aujourd'hui à quoi a mené cette «dégénérescence», et l'expression «crimes de Staline» — devant la réalité des faits : déportations massives, tortures, assassinats — constitue vraiment un doux «euphémisme».

Oú sont les communistes?

Les cadavres s'amoncelaient, la révolution allemande était égorgée par les junkers alliés aux corps francs et à la social-démocratie de Scheidemann et Noske, profitant de «l'abandon» par les bolchéviks déjà en marche sur la voie royale du «socialisme dans un seul pays». Qu'importe, il fallait soutenir «l'Etat prolétarien dégénéré» malgré tout. Malgré tout, parce que regroupant, à coups de bluffs, de démagogie, de mensonges, des masses «ouvrières» il fallait défendre les partis communistes, lesquels bénéficiaient largement des «crimes» commis sans cesse par les sociaux-démocrates, complices des gouvernements d'oppression capitaliste.

Espagne 1936-1939 : Les communistes, qui ne sont au départ guère plus de 1000, en quelques mois, exercent sur le pouvoir républicain et socialiste un contrôle qui n'aurait pu exister sans l'appui massif du dictateur du Kremlin, intégrant même à l'Etat la CNT-FAI, coincée par la tragédie aux dimensions inhumaines. En mai 37, d'innombrables antifascistes (Andrès Nin du POUM, Camillo Berneri, Kurt Landau et des centaines d'autres) tombent sous les coups des tueurs à gages de la GPU et de la Tchéka. L'Espagne révolutionnaire, indomptable, toujours sur les barricades, l'Espagne de Durruti et d'Ascaso, l'Espagne des milices, l'Espagne de la collectivisation en Catalogne et en Aragon, cette Espagne que le prolétariat eût dû, par pur instinct de survie, défendre de ses millions de poitrines nues, entre en convulsions. Et le monde va connaître la barbarie nazie !

Mais il faut défendre, malgré tout, «l'Etat prolétarien dégénéré» qui, selon de savantes analyses, ne saurait être confondu avec les dictatures de Mussolini et d'Hitler. Certes, on admet que l'exploitation capitaliste étatique sévit en URSS, que le peuple n'est pas libre, mais voyons, ce n'est qu'une «dégénérescence» et un jour le rétablissement révolutionnaire s'accomplira. Comment, avec qui ? Personne ne le sait très bien.

1945-1975 : Soulèvements des ouvriers de Berlin, de Hongrie, de Pologne, chars «soviétiques» à Prague, dégénérescence visible à l'œil nu des «partis communistes» qui n'ont rien appris du siècle sanglant, qui persistent à promouvoir des stratégies de «Front populaire», «d'union de la gauche», «d'alliance antimonopolistique», vocables changeants, mais ce qui ne change pas par contre : l'obédience des PC à Moscou, et donc le refus d'accepter une révolution prolétarienne authentique, à Paris, à Turin, à Madrid, laquelle gênerait les intérêts de «grande puissance» de l'URSS (Yalta, Helsinki).

Durant cinquante ans donc, le prolétariat international, qui n'a pas mesuré son sang, son temps,qui, pendant deux décennies au moins, n'a cessé de monter à «l'assaut du ciel», ce prolétariat a trouvé, pour lui barrer la route de l'émancipation, la puissance soviétique aux multiples tentacules nationales : les partis dits «communistes».

Et aujourd'hui encore, ce qui se passe au Porgugal montre l'incapacité des PC à s'intégrer au processus révolutionnaire. Gangrenés, pervertis jusqu'à la moelle, ils ne savent que ressasser quelques prétendues «vérités», plus habiles à manigancer, dans l'ombre et au grand jour, contre les révolutionnaires acharnés à vaincre le joug du capital.

Il n'y a plus grand monde aujourd'hui pour en appeler à «l'Etat prolétarien dégénéré». Mais les esprits ne sont pas clairs, après un demi-siècle d'intoxication massive, savamment entretenue par les pouvoirs bourgeois qui ont tout intérêt à ce que les peuples identifient au mot «communisme» les réalités de la Russie, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de l'Allemagne de l'Est, et autres pays vassaux de la Russie.

Ne pas accomplir la «rupture absolue» avec les maîtres de ces réalités et des partis qui les soutiennent, c'est somme toute justifier un lourd passé de crimes et de sang, un présent intolérable, un futur interdit. Ne pas comprendre qu'en dénonçant, preuves à l'appui, les appareils «communistes» qui depuis cinquante ans participent activement à la maintenance de l'oppression sous la houlette de Moscou, c'est justement tenir l'engagement révolutionnaire, équivaut à contribuer à l'esclavage de ceux dont précisément l'on craint l'injure : «anticommuniste». Confondre, jusqu'à l'absurde, des travailleurs «manipulés» par des idéologies, des doctrines néfastes auxquelles ils peuvent succomber à cause de leur situation objective de classe, leur éducation, avec des «appareils glacés» des «révolutionnaires fonctionnaires professionnels» qui gèrent les luttes comme on gère des sociétés capitalistes de production, c'est se condamner à donner un blanc-seing à ces «directions», à ces «sauveurs suprêmes» du peuple exploité, humilié.

Il n'y a qu'un seul anticommunisme : c'est celui des possédants et de leurs alliés qui, par tactique, mettent dans le «panier communiste» les serviteurs de la Russie, qu'ils ne craignent guère, et les authentiques révolutionnaires-révoltés, qu'ils se disent «anarchistes», «conseillistes», «luxembourgistes», «anarcho-syndicalistes», ou simplement «révolutionnaires».

Nous ne sommes pas des anti-

communistes lorsque nous appelons les prolétaires, les exploités à balayer ceux qui n'ont eu de cesse d'étouffer, toujours et partout, par lâcheté, sottise, servilité, la révolution émancipatrice. Les anticommunistes siègent à Moscou, à Prague et dans les bureaux politiques des partis de la «classe ouvrière». Les anticommunistes sont ceux-là mêmes qui ont permis à Franco de s'asseoir sur les ruines de l'Espagne, qui ont tué dans l'œuf «juin 36», qui ont hurlé «il faut savoir finir une grève», qui crient aujourd'hui «vive la Corse française» comme hier «vive l'Algérie française».

Les anticommunistes ce sont ces «ouvriers» hissés à la direction des partis, devenus des «messieurs» à serviette noire bourrée de dossiers, qui ont, partout et toujours, fait alliance avec les bourgeoisies républicaines et démocratiques, avec Blum refusant les armes au gouvernement de Madrid en guerre, c'est Santiago Carrillo demeuré fidèle au jeune homme qu'il fut et qui, alors secrétaire des «Jeunesses socialistes unifiées», proclamait en 1937 que les JSU n'étaient pas «révolutionnaires», qu'elles combattaient pour la démocratie, alors que le prolétariat vivant de l'Espagne luttait et mourait pour la «révolution sociale»; ce sont tous ces dirigeants de France, d'Italie et d'ailleurs qui, décennie après décennie, «magouillent» avec les partis» bourgeois, tractent avec eux au nom de «l'increvable réalisme», de «l'increvable possibilisme» et qui, à force de magouillages, permettent un jour au «fascisme nu» de s'emparer, de faire main basse sur un peuple qui avait les moyens de l'étrangler au berceau (Allemagne, Italie, Espagne).

dessin de Vladi.

Camarades inquiets, troublés, en proie à la mauvaise conscience, dont Sartre récemment disait qu'elle lui avait fermé les yeux jusqu'à plus de soixante ans, camarades honnêtes mais parfois ignorants, camarades de bonne volonté mais égarés, perturbés par quelques «forts en gueule», faites honnêtement le bilan du «Communisme» depuis 1917, depuis Makhno et Cronstadt jusqu'à nos jours, et répondez franchement: «**Où sont les anticommunistes ?**»

Mais, camarades, le débat ne saurait en rester là. Un autre débat **s'avère essentiel**: Pourquoi cette tragédie vaste, sanglante ? Le bolchévisme, le marxisme-léninisme pouvaient-ils mener ailleurs qu'où ils ont mené l'humanité ? La «dictature du prolétariat» pouvait-elle libérer le prolétariat ? «L'Etat prolétarien non dégénéré» est-il viable, est-il la préface au «communisme intégral» ? La «révolution» «dirigée» par le «parti pur et dur» peut-elle faire de chacun un être libre, responsable, actif, non soumis ? L'obéissance de cadavre aux «chefs» est-elle l'école de la Liberté ? Le renoncement à penser par soi-même est-il le commencement de «l'homme nouveau» ?

Les «saintes écritures» ont déjà été largement écornées par les vrais révolutionnaires, de Rosa Luxembourg à Anton Pannekoek, de Buenaventura Durruti à la «pratique» des masses, lorsqu'elles combattent **par** elles-mêmes, **pour** elles-mêmes, **pour la Révolution**. A nous de faire toute la lumière !

Santiago MAURER

A TRAVERS LES LIVRES

AU SERVICE DE L'ORDRE

Rien ne doit venir troubler le déroulement familier des cérémonies rituelles. La fête de l'Humanité et les défilés République-Bastille comptent parmi les plus fameuses et les plus dignes : aussi doivent-elles être protégées. Nous savons aujourd'hui sans ambiguité comment cette nécessaire tâche est accomplie.

A la fête de l'Huma des groupes de justiciers bénévoles mais organisés selon les règles consacrées du «centralisme démocratique» traquent, arrêtent, matraquent, humilient pendant des heures quelques jeunes coupables de fumer de «l'herbe» en ce lieu de haute moralité petite bourgeoise.

Durant la manifestation du 29 septembre, des militants de l'ETA et du FRAP, coupables, après les assassinats d'Espagne, d'une indignation à l'expression moins «respectable-, sont brutalisés et roués de coups.

Sans doute les gros bras du PC et de la CGT ne sont-ils pas une nouveauté, d'autres dans le passé eurent déjà à les subir. Sans doute ont-ils toujours toute prête une «provocation policière» pour se justifier de faire par avance le travail de cette police qui ne demanderait à son tour qu'à être provoquée !

Mais il ne faut pas s'y laisser prendre et il ne suffit point de les traiter de fascistes. Il faut surtout comprendre que ces soi-disant organisations et partis ouvriers doivent montrer qu'ils ont le pouvoir et la volonté de contrôler la classe ouvrière, et qu'ils s'y préparent par tous les moyens. La montée de la combativité, les effets de la crise et leur propre affaiblissement leur imposent d'éprouver leurs méthodes, parfois «nerveusement».

Les marginaux et les gauchistes ne sont que les cobayes d'aujourd'hui. Les victimes de demain seront les ouvriers révolutionnaires en lutte. L'ordre bourgeois peut compter sur ces défenseurs dévoués.

G.

«TROTSKY ET LA REVOLUTION ESPAGNOLE»

par Ignacio IGLESIAS (Editions du Monde)

La critique d'Iglésias qui se trouvait être rédacteur au quotidien du P.O.U.M., «**La Batalla**», est articulée sur un Trotsky coupé littéralement des réalités de la guerre civile et qui tranche des faits avec l'autorité qu'on lui connaît. Comme le groupuscule trotskyste qui gêna considérablement nos frères du P.O.U.M., Léon Davidovitch s'efforce de raisonner dans l'Espagne de 1936 comme s'il s'agissait de la Russie de 1917.

«*Se comporter ainsi, c'est oublier que tout effort de mise en valeur de faits historiques pour les insérer dans une autre époque et un autre lieu, est condamné comme inadéquat et en fin de compte stérile.*»

Certes, la vision de Trotsky de la révolution espagnole, en dépit de ses hésitations et de ses erreurs fondamentales, fut plus élevée que celle des dirigeants staliniens de l'Internationale Communiste qui affirmaient débilement en 1930 «**qu'une grève partielle dans un quelconque pays présentait une plus grande importance pour la cause ouvrière internationale qu'une révolution à l'espagnole !**» (Manouilsky, membre de l'Exécutif du Komintern).

En avril 1931 la République est proclamée, en mars l'un des délégués de l'I.C. -sur place- proclame qu'il ne se passe rien !

Lorsque Trotsky conseille à ses séides d'entrer au P.C.E. pour le renforcer il ne voit pas que ce parti n'existe pas... Humbert-Droz disait «ce qu'on nomme ici Parti Communiste est une petite secte sans possibilité de rayonnement».

Lorsque se fonda tardivement le P.O.U.M. en septembre 1935, les trotskystes préconisèrent l'entrée au P.S.E. pour «le bolchéviser» et ils vitupéraient le P.O.U.M. qui avait signé le Pacte de F.C. alors que le P.S.E. en était le principal promoteur !

Iglésias survole les événements, fonce dedans, multiplie les explications, démontre à la fois les «erreurs» flagrantes des trotskystes et les crimes staliniens.

Il défend lucidement le P.O.U.M. qui tenta l'impossible et qui fut l'objet d'une répression impitoyable, dont ses militants portent les traces...

Il trace un tableau de l'énormité de la tâche du P.O.U.M. bordé des Catalleristes, cerné par la FAI - CNT, en montrant par des citations nombreuses, des discours, des articles, combien le P.O.U.M. s'engageait et tentait d'engager la classe ouvrière espagnole dans une guerre de classe.

Vouloir aujourd'hui étudier ce «moment» - au sens mécanique du terme- qui va du 19 juillet 1936 au 5 mai 1937 sans avoir lu le livre d'Ignacio Iglésias, c'est vouloir refuser de tenir compte de la confiance dont jouissait le P.O.U.M. et surtout à partir du mai 37 où des compagnons anarchistes, «Les Amis de Durruti», firent alliance avec lui dans la rue, tentèrent de le protéger, de le réhabiliter.

Maurice Jaquier

Alain GUILLERM

LA REVOLUTION PORTUGAISE

DE LA GUERRE COLONIALE A LA REVOLUTION

Pour pallier l'hémorragie de cadres, **alors que trois guerres s'allumaient en Afrique**, fut prise en 1964 la décision d'où devait sortir le M.F.A. : l'entrée à l'Académie Militaire fut déclarée gratuite et les études payées. Alors que les fils de bourgeois allèrent à l'Université et vers les carrières civiles (et aussi vers l'Eglise dans un pays où les curés sont grassement payés), les fils de petits-bourgeois s'engouffraient dans la carrière des armes, seul moyen de promotion sociale. Les petits-bourgeois devenus officiers, souvent les plus intellectuels d'entre eux ; parallèlement, les fils d'ouvriers et de paysans entrèrent dans le corps des sous-officiers (les sergents, comme on dit là-bas, comme aux U.S.A.), avenir préférable à l'émigration en France ou en Belgique. Cette armée, aux cadres entièrement renouvelés, plébéiens, allait connaître la défaite : en Guinée. Dès 1968, des maquis, menés par Hamilcar Cabral, contrôlaient 80 % du territoire. Tout, sauf quelques villes et des franges côtières. C'est chez les «Guinéens» que va naître la contestation de tous bords : Spinola comme Carvalho, y exerceront leur commandement. Tenir la minuscule Guinée n'avait aucun intérêt ni économique, ni militaire. Caëtano, comme Spinola, auraient bien aimé l'abandonner pour «mettre le paquet» en Angola et au Mozambique. Mais c'était impossible. Une défaite en Guinée aurait entraîné une réaction en chaîne. C'est donc là que la situation va pourrir, pour le fascisme. Dès 1972, les troupes de Guinée songent à faire sécession d'avec la métropole et à créer, avec les nationalistes, une République Populaire. C'est qu'ils ont énormément appris de leurs adversaires. En faisant de la «pacification», ils ont vu ce qu'était le marxisme du P.A.I.G.C. (1), non pas le cauchemar moscovite, mais les écoles, les hôpitaux, les fermes auto-gérées, la libération des femmes, une organisation sociale beaucoup plus avancée dans les zones «rebelles» qu'au Portugal.

Ils ont d'abord tenté d'imiter le P.A.I.G.C. pour se gagner les populations. A force de l'imiter, ils ne voient plus tellement la différence entre eux et lui. Mais, entre temps, les choses se précipitent : en Angola et au Mozambique où, massivement, les officiers glissent aussi à gauche. L'utopie d'une sécession avec la métropole n'est plus nécessaire ; toute l'armée est devenue antifasciste. Face à cette situation, le patronat portugais, comme la C.I.A., veulent lâcher Caëtano **avant** que les jeunes officiers progressistes ne le renversent. Et aussi, lâcher la Guinée et le Mozambique, pays pauvres, pour garder l'Angola, pays riche où, face à une guérilla de gauche (M.P.L.A.) existe une guérilla fasciste, le F.L.N.A., soutenu par les U.S.A., le Zaïre de Mobutu, et... la Chine. L'homme de la C.I.A. et du grand capital est tout trouvé : c'est Spinola, lié par son nom à l'aristocratie et par sa famille à la haute bourgeoisie, ancien de Belchite (côté Franco) et de Léningrad (côté Hitler), commandant de la G.N.R. (gendarmerie) à Lisbonne, lors des émeutes d'étudiants, durement matées de 1966. Mais, au demeurant, grand homme de guerre et beaucoup de panache, ce qui ne gâte rien pour un putsch militaire. L'adversaire de Spinola, c'est le Major Otelo de Carvalho, fils d'un petit colon du Mozambique, décidé dès le début à déclencher une révolution socialiste. **Avant** le 25 avril, alors qu'une date est choisie pour le soulèvement, le régiment d'élite de Caldas Da Reigna marche sur Lisbonne, sur ordre secret de Spinola pour court-circuiter le M.F.A., en entraînant toute l'armée. Carvalho a cependant éventé le piège et dit à ses troupes de ne pas marcher. L'affaire échoue. Spinola est limogé par Caëtano et le M.F.A. fixe une nouvelle date, le 25 avril 1974.

LE PORTUGAL APRES LE 25 AVRIL

L'affaire réussit sans un coup de feu (sauf contre la P.I.D.E., seul appui qui reste au régime) et un gouvernement de compromis s'installe, compromis entre l'extrême droite ayant lâché le fascisme (Spinola) et l'extrême gauche. Spinola est Président de la République mais Otelo est chef du Copcon qui regroupe toutes les unités d'élite de la métropole et a pouvoir de police. D'un côté, le pouvoir légal, de l'autre côté, le pouvoir réel. Le nouveau gouvernement reflète cette coalition contre nature ; un Premier Ministre : Palma Carlos, vieux débris du fascisme, par ailleurs, les partis de gauche (Soares et Cunhal) et les libéraux du P.P.D. (l'équivalent des Giscardiens). Cette coalition allait vite éclater ; devant la vague de grèves ouvrières, Palma Carlos démissionnait, de mèche avec Spinola, exigeant le retrait du P.C. et du P.S. du gouvernement. A la grande surprise de commentateurs, on vit alors que Spinola ne commandait rien du tout. Non seulement les partis de gauche restaient au pouvoir, mais l'extrême droite en était évincée. Dès le 16 juillet 1974, l'entrée de cinq membres du M.F.A. au gouvernement pour remplacer la droite démissionnaire, les futurs protagonistes des luttes actuelles : Melo Antunes, Vasco Gonçalvès (Carvalho restant «en réserve de la République»), plutôt que la formation d'un gouvernement P.C.-P.S.-P.P.D., montre que la révolution ne sera pas l'affaire des partis mais de l'armée, du M.F.A. et du peuple. Tant que l'alliance peuple-M.F.A., sur la base très vague du socialisme et de l'indépendance nationale fut maintenue la révolution poursuivit son cours en allant de victoire en victoire. Victoire du 28 septembre 1974 qui vit la démission de Spinola, victoire du 11 mars 1975 où la tentative de revanche des Spinolistes fut brisée dans l'œuf. Mais l'hypothèque spinoliste écartée, les vrais problèmes allaient se poser : quel «socialisme» : celui de Brandt, celui de Brejnev, ou l'autogestion ? Quelle indépendance, celle de l'Europe américanisée, celle de Moscou ou l'indépendance réelle, comme certains pays du Tiers Monde ? C'est là que les conflits allaient naître, non plus contre les débris du fascisme mais **au sein** du peuple, comme au sein du M.F.A., c'est là que se situe la vraie crise, la crise actuelle. Dans cette crise, les «communistes» furent les premiers à prendre l'offensive. Sachant le goût de l'ordre qui est général chez les militaires et leur mépris, justifié, pour la foire électorale, ils tentèrent de dévier ces sentiments dans un sens totalitaire. D'abord, ils imposèrent une loi sur le Syndicat Unique - cette Intersyndicale bidon, dont les membres sont nommés par le parti contre les comités élus de travailleurs - ensuite ils refusèrent la tenue d'élections municipales, puisqu'ils s'étaient emparés de toutes les mairies dès après le 25 avril. Enfin, ils s'empressèrent de noyauter l'appareil administratif mais aussi et surtout la radio, la télévision et la presse. Ce ne fut qu'un demi-succès, la presse restant libre en grande partie, contrairement à ce que l'on affirme (2), mais, impressioné par cette offensive communiste, le M.F.A. décida d'organiser des élections, sachant très bien ce qu'était réellement le P.C. dans le pays : peu de choses.

Contrairement à ce qui était à craindre, les élections furent un très grand succès de la gauche. La droite, fascistes du C.D.S. et «giscardiens» du P.P.D., n'eut que 29 % des voix. Le P.C. et son allié, le M.D.P. : 18 %. Le P.S. par contre, eut presque 45 % des voix et ce, très bien réparties sur le pays ; il a mordu tant dans les endroits considérés comme fiefs communistes que dans les endroits présumés fiefs réactionnaires.

Malheureusement, au lieu de profiter de la dynamique de gauche pour imposer un gouvernement P.S.-P.C.-M.F.A., le P.S. va, selon sa vocation naturelle, au nom de l'anti-communisme, s'employer à casser l'unité populaire. Dès le 1er mai, une gigantesque manifestation regroupe 500.000 personnes à Lisbonne et 100.000 à Porto, soit la quasi totalité de la population, adulte et valide. Le P.S. sous le prétexte, justifié, que la manifestation est colonisée par l'Intersyndicale communiste, va s'employer à casser l'élan populaire. A Lisbonne, Soares tente de perturber le meeting qui termine la manifestation. Dès le 2 mai, il déclenche une contre-manifestation socialiste sous prétexte que le P.C. accaparait la tribune. Bien sûr, presque tous les griefs du P.S. contre le P.C. sont justes ; il est évident que le P.C. veut tout monopoliser. Mais la riposte socialiste ne se fait sur aucune base de classe, sur aucune proposition concrète, il ne s'agit jamais pour le P.S. de mobiliser les masses contre les apprentis-dictateurs staliniens pour organiser l'autogestion socialiste mais uniquement pour établir un régime parlementaire à «l'occidentale». Le résultat de cela, c'est que les masses archaïques du nord, encadrées par le clergé le plus à droite d'Europe, s'engouffrent derrière les revendications socialistes. L'agitation socialiste n'est pas grave, elle pourrait même servir à mobiliser les masses pour le M.F.A. et la révolution contre le noyautage du P.C. Mais ce n'est pas ce que veut Soares ; il mobilisera les masses contre le M.F.A., donc **contre la révolution**, qu'il assimile très abusivement au P.C.

Avec ces manœuvres, Soares va donc réussir là où Spinola avait échoué, à casser le M.F.A. ; Melo Antunes, Victor Alves et

leurs compagnons, le «groupe des Neuf», ceux qui étaient, en juillet 1974, le fer de lance du M.F.A. vont ainsi prendre la tête de l'opposition dite modérée dans l'armée. Alors que le schéma initial de la révolution portugaise était une alliance peuple-M.F.A. contre les partis, d'où le mot «**apartidaire**» traduit du portugais pour désigner le mouvement autonome des masses, le M.F.A. va perdre son rôle d'avant-garde politique, se diviser entre pro-communistes, pro-socialistes, etc. ; tandis que vont émerger, parallèlement, le mouvement apartidaire, et d'autre part, le **Copcon**, d'Otelo de Carvalho. (3)

Le mouvement apartidaire consiste à construire le socialisme «par le bas». A partir des conseils de travailleurs, des comités de locataires (de «moradores») pour les fédérer à l'échelle nationale (4) dans une République des Conseils qu'ont rêvée Rosa Luxembourg en Allemagne comme James Connolly en Irlande. C'est le contraire de la conception social-démocrate et léniniste qui consiste comme le disait Kautsky (père du P.S.) et Lénine (père du P.C.) à construire le socialisme «par le haut-, le Parti et l'Etat se chargeant de «l'introduire dans les masses de l'extérieur» pour reprendre cette expression plaisante des deux frères ennemis précités. La puissance de ce mouvement conseilliste et apartidaire est stupéfiante à Lisbonne et dans son district comme dans toutes les régions au sud du Tage : autogestion des usines, coopératives agricoles, comités de quartier se multiplient liés aussi à l'auto-armement du peuple dans certains cas. La viabilité de cette expérience autogestionnaire se trouve renforcée par le fait même que l'autogestion est introduite au sein même de certains des régiments du Copcon.

NORD ET SUD

La révolution, on le voit, semble victorieuse à Lisbonne, dans tout son district et dans toutes les provinces au sud du Tage. Au nord d'une ligne qui suit le Tage puis la Sierra de Sintra, il en va tout autrement. Deux tiers du territoire et de la population semblent entraînés dans un vaste mouvement dit catholique et anti-communiste, qui évoque la situation qu'à connue la Vendée en 1789-1792, avant le soulèvement royaliste. Je dis bien la Vendée et non la Chouannerie bretonne, car, comme en Vendée, **le nord portugais ne présente aucune différence ethnique d'avec le reste du pays**. (Le Portugal est une nation homogène, l'ethnie portugaise tendant plutôt à déborder ses frontières vers l'Etat Espagnol, en Galice qui, celtisée à la même époque que la Bretagne, est de langue portugaise). La différence Nord-Sud est ailleurs : petites propriétés au nord, latifundia avec un prolétariat agricole au sud, poids écrasant d'une église fasciste au nord, laïcisme et tolérance au sud, résultat de la très longue occupation arabe. Le clergé, la seule force fasciste organisée dans le pays, (qui n'a donc rien à voir avec l'Eglise d'Espagne ou de France) prêche la croisade et les pogroms anti-communistes, mais, à travers le P.C., il vise le M.F.A. Il est certain que les paysans du nord, écrasés par la misère, n'ont rien à craindre de la révolution qui ne veut attenter ni à la petite propriété, ni à la liberté religieuse. Par contre, ils savent très bien qu'ils ont tout à craindre du P.C. tout le monde connaissant la haine qu'ont les pays dits «communistes» de la petite propriété paysanne, gage de liberté — liberté bornée mais liberté quand même — et de la foi religieuse, crainte d'une idéologie moins oppressante que la foi marxiste-léniniste d'Etat. Qu'importe. Il s'agit — pour l'Eglise — de transformer ces sentiments légitimes en haine non seulement du «communisme» stalinien, mais de la révolution et du socialisme.

EPILOGUE PROVISOIRE

Pour l'instant, le nord n'en est qu'à la révolte larvée ; l'attitude du M.F.A. évitant toute répression, se démarquant par-là du P.C., a empêché le pire : la guerre civile, qui prendrait la forme d'une guerre de sécession nord-sud. Le limogeage du premier Ministre pro-P.C. Vasco Gonçalves est un pas dans ce sens de l'apaisement ; le cadeau empoisonné qui lui fut fait : être chef d'Etat Major d'une armée qui n'en veut pas, ne pouvait qu'entraîner sa chute définitive et par-là, celle du P.C.

Le coup de maître, c'est que la chute de Vasco, c'est le M.F.A. lui-même qui l'aura réalisée et non le P.S. Dans cette perspective on pouvait espérer qu'il ne s'agissait pas de liquider le P.C. pour le remplacer par le P.S., sans compter les «modérés», mais de réaliser un gouvernement M.F.A.+civils apartidaires appuyé sur des comités d'autogestion comme le prône la plate-forme politique du Copcon. Le premier Ministre appartenant à la Marine, arme d'extrême-gauche et non communiste, pouvait réussir cette opération. Cela eut consisté à refaire à la fois à la base et au sommet l'unité du M.F.A. Malheureusement il semble que c'est vers autre chose que l'on s'oriente. Vasco parti, «les neufs» veulent leur revanche et pour ce **rétablir l'ordre** en faisant taire l'armée d'abord, en la faisant ensuite rentrer dans ses casernes comme le demande explicitement la droite (P.P.D.). Mais il est difficile de faire taire des gens qui ont pris la parole. Le petit groupe d'officiers pro-staliniens, groupés autour de Vasco Gonçalves, liquidés, le corps des officiers apparaît en bloc (sauf pour le Copcon et la Marine) comme ce qu'il est : un corps conservateur lié au P.S., donc à la droite et au capital. Mais l'équipée temporaire des officiers vers la gauche n'a pas été inutile. Elle a ouvert des vannes qu'ils peuvent difficilement refermer. La masse des soldats, présentée hier par les officiers comme moins avancée parce que rurale, et des sergents, d'origine urbaine et souvent ouvrière, s'est radicalisée en profitant du relâchement de la discipline. **Rétablir la discipline dans l'armée** puis dans le pays, tel fut hier le slogan du P.C. maintenant remercié parce qu'il a échoué, aujourd'hui celui du P.S. et de la droite. Mais actuellement cette tâche se heurte à l'immense masse des soldats et des sergents. La scission au sein des Forces Armées n'est donc plus entre **officiers** progressistes et **officiers** conservateurs mais entre soldats contre la majorité du corps des officiers. C'est donc là, le 9 septembre 1975 que la révolution portugaise entre dans sa troisième phase, décisive, que l'histoire retrouve ses droits. L'armée est maintenant divisée non plus en **opinions politiques** mais en **classes sociales**. C'est la première armée au monde depuis plus de 50 ans à connaître une telle cassure.

Parallèment, la «société civile» (à tous les sens du terme !) connaît cette cassure après s'être elle aussi débarrassée du P.C.

On avait pu dire par boutade que s'il n'y a plus un seul communiste au nord du Tage, il n'y en a plus non plus au sud, devant l'immense vague d'auto-organisation populaire et d'occupations qui a ébranlé l'Alentejo et l'Algarve. Mais cela est même devenu vrai de Lisbonne, dernier bastion (5) du P.C.P.

Or, «la crise a bouleversé le visage de Lisbonne. Et le refus, le rejet, la haine même du P.C.P. sont partout». «Le Portugal est peut-être le seul pays du monde, avec l'Albanie ou la Chine, où l'expression «social-fasciste» désignant le P.C.P. soit passée dans le langage commun». (S. July, Libération). Avec la différence **fondamentale** que cette injure n'est pas exprimée par une clique stalinienne rivale au pouvoir mais par les masses tout entières. L'hypothèque stalinienne éliminée, après l'hypothèque «Spinoliste», les semaines à venir vont donc donner l'image d'un choc, frontal ou voilé, entre les prolétaires et les patrons, le corps des troupes et le corps des officiers. Ils n'est pas besoin, comme le font les habituels rêveurs-donneurs de leçons, d'exhorter les officiers qui veulent «faire la révolution» de laisser là leur uniforme galloné pour mettre un bleu de travail et aller à l'usine. Au contraire la majorité des officiers vont rejoindre leurs unités et s'occuper de leurs intérêts de classe—bourgeois. De même la majorité du prolétariat va devoir quitter le terrain — bourgeois — de l'usine, pour, avec les soldats et la minorité d'officiers révolutionnaires, **s'occuper de la société**. Ce processus, s'il allait jusqu'au bout, pourrait substituer à la cassure contre-révolutionnaire nord-sud du pays, sa cassure réelle prolétariat contre capital. La seule possibilité d'une telle clarification suffirait à montrer que le 25 avril n'a pas été une simple reconduction «moderne» du capitalisme (démocratie contre fascisme) mais une crise générale de la société portugaise, le **début d'une révolution sociale** et ce, qu'elle qu'en soit l'issue.

A.G.

---

(1) Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinnée et du Cap Vert.

(2) Notamment **República** qui, récupéré par les travailleurs contre le P.S. qui s'en était emparé, est devenu un excellent porte-parole des luttes spontanées et de l'autogestion révolutionnaire.

(3) Commandement opérationnel du continent : troupes d'élite, environ 10.000 hommes, stationnés en métropole, surtout dans la région de Lisbonne.

(4) Voir à ce sujet le «Document du Copcon» à paraître dans la revue **Autogestion et socialisme**, ce document tend à s'appuyer sur les conseils réels à la différence des «Conseils révolutionnaires de travailleurs» organes **paritidaires** (du PRP-BR)

(5) Le terme est tout à fait relatif. Il ne signifiait pas que comme à Billancourt le P.C. soit à peu près hégémonique mais que comme à la Lisnave —exception notable— il contrôlait à peu près **la moitié** des travailleurs.

PORTUGAL : Quels conseils ouvriers ?

(Editorial du journal portugais «**Combate**»
N° 27 du 17 au 31 juillet 1975)

Le mouvement ouvrier avant et après le 25 avril

Jusqu'au 25 avril, on peut affirmer catégoriquement que les classes laborieuses au Portugal eurent peu de possibilités, dans les luttes qu'elles engagèrent contre le capitalisme (pendant toute la période fasciste), de connaître et d'affronter les structures de type parti ou syndicat qui s'intitulent représentants et défenseurs de la classe ouvrière.

Cet aspect est assez significatif, dans la mesure où il aide à comprendre la cause de l'essor de grèves radicales et autonomes que la classe ouvrière déchaîna après le 25 avril. Ce fut justement parce qu'il n'y avait pas de structures organisatrices de type partis et syndicats qui canalisent les luttes ouvrières pour la «stabilité de l'économie nationale», comme c'est le cas le plus flagrant de l'action de l'intersyndicale et du P.C.P. après le 25 avril, que la radicalisation de l'action autonome des travailleurs put atteindre des proportions jamais imaginées.

L'irruption des revendications, qui essayaient de réduire avant tout la situation de misère dans laquelle se trouvaient les travailleurs portugais, dépassa très vite ce stade revendicatif pour se transformer en une attaque frontale contre les structures de base du capitalisme.

Aux objectifs d'apparence révolutionnaire , comme la lutte des travailleurs pour la diminution de l'éventail des salaires, s'ajoutèrent des formes d'organisation directe et démocratique : les Assemblées générales de travailleurs.

Comme il importait surtout à l'intersyndicale et au P.C.P. de canaliser ce mouvement vers des objectifs réformistes, la rupture surgit. Ainsi naquit un mouvement autonome et spontané, qui était en même temps l'expression d'une nécessité révolutionnaire contre l'exploitation capitaliste et simultanément contre les organisations qui empêchaient ces objectifs.

Les Assemblées générales représentèrent un pas assez important vers l'émancipation des travailleurs car elles étaient l'émanation directe des nécessités de tous les travailleurs.

Les Commissions de travailleurs, élues dans les luttes, reflètent l'apparition du noyau le plus radical d'ouvriers. Alors que les travailleurs élus pour les Commissions de travailleurs étaient l'expression des nécessités des luttes sur les lieux de travail, un autre mouvement s'étendit et se radicalisa, donnant naissance aux Commissions inter-entreprises.

Les Commissions inter-entreprises

Par les perspectives qu'il englobait, ce mouvement aux bases profondément anti-capitalistes, sentit la nécessité de s'étendre. La grève de la TAP fut l'apogée de cette nécessité. Quand l'occupation militaire de la TAP eut lieu, les ouvriers en grève sentirent que leurs nécessités révolutionnaires devaient s'étendre et être résolues par la classe ouvrière toute entière. Comme à la TAP, la plupart des grèves qui se déroulaient : Lisnave, Efacec, Timex, CTT, Sogantal représentaient une nécessité révolutionnaire qui ne pouvait se limiter à la défense de l'économie nationale. Le cadre de la lutte dut passer d'une unité de production à un ensemble d'unités de production. Les Commissions inter-entreprises, à leur naissance, correspondaient effectivement à ces aspirations. Mais à partir du moment où plusieurs groupes gauchistes s'y infiltrèrent, surgirent les manipulations, pratique courante de ces organisations, et ce fut le début de la défaite des Commissions inter-entreprises. De plus, la retombée des luttes dans ces entreprises, sans objectifs concrets d'union entre elles,et la démobilisation de la base facilitèrent l'action de contrôle de ces organisations.

Les camarades des Commissions de travailleurs qui dans les luttes d'usine étaient l'expression radicale de la situation du mouvement ouvrier, commencèrent à être dans celles des inter-entreprises les mandataires et les recruteurs des nécessités des partis gauchistes auxquels ils appartenaient.

Apartidaire (néologisme) : «sans-parti».
P.C.P. = Parti Communiste Portugais.
PRP—BR = Parti Révolutionnaire du Prolétariat—Brigades Révolutionnaires
UDP = Union Démocratique Populaire.
MRPP = Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Prolétariat.

Leur action de militants révolutionnaires, à partir de ce moment se mit au service des chapelles qui les dirigeaient, et fut contraire aux intérêts des masses laborieuses, se bureaucratisant et s'en éloignant chaque fois davantage, soit en se plaçant complètement au service des idéologies «partidaires» auxquelles ils appartenaient, soit en se transformant, ce qui est encore plus grave, en nouveaux patrons, à travers les Commissions de travailleurs qui gèrent actuellement presque toutes les usines dites en autogestion.

Les options «partidaires» dans l'inter-entreprises commencèrent à être sa vie fondamentale. Parce qu'elles ne reflétaient en rien les intérêts des travailleurs, une situation de frustration et d'impasse commença à naître.

Le PRP se rend compte de cette situation et essaye de l'exploiter en sa faveur, avec la création des Conseils révolutionnaires des travailleurs, soldats et marins (CRTSM).

L'impasse de la lutte de classe ouvrière et le sens de l'apparition des CRTSM.

La frustration créée par les luttes «partidaires» entraîna une grande partie des masses laborieuses vers un certain marasme. Marasme qui ne se reflète pas seulement dans le refus d'adhésion à tel ou tel parti; la classe ouvrière comprend que le «socialisme à la portugaise» n'invoque que des sacrifices.

Le capitalisme portugais ne peut sortir de la crise qu'il traverse actuellement que si les travailleurs sont prêts à payer de leur sueur la reconversion de l'économie nationale. En termes idéologiques populistes, le MFA et ses acolytes appellent cela la *bataille de la production.*

Le MFA, tous les partis et syndicats non seulement s'introduisent dans les Commissions de travailleurs et de locataires, pour essayer de récupérer toute l'énergie spontanée qui était à la base de leur création, mais ils sont également d'accord avec l'apparition de structures radicales, pour plus tard aussi essayer de les récupérer. L'exemple des CRTSM est assez significatif de ce que peut être la manipulation par un parti ou par un secteur considéré comme progressiste dans le MFA.

Ce ne fut pas un hasard si le PRP et le secteur «progressiste du MFA» durent activer la structuration des CRTSM, comme tremplin pour une manipulation future.

D'ailleurs le PRP, en tant que parti, ne peut vivre sans recruter des ouvriers dans le but de conquérir l'appareil d'Etat pour devenir par la suite les nouveaux dirigeants et exploiteurs — de là naît la nécessité de créer les CRTSM, comme structure parallèle pour atteindre ces objectifs.

Le secteur «progressiste» du MFA se sert de ces mêmes conseils, car il pense qu'ils peuvent représenter la stimulation productive de la force de travail, dans le but de sortir de la crise actuelle que le capitalisme traverse.

Et pourquoi cela ? Parce que ce secteur du MFA a compris que l'intersyndicale et les partis existants n'ont plus la force suffisante pour mobiliser les masses laborieuses pour la *bataille de la production*, c'est pourquoi ils se servent de ces nouvelles formes d'organisations capables d'une représentativité plus grande et d'un impact sur les travailleurs. Mais les CRTSM ont-ils actuellement un impact sur la classe ouvrière ?

L'impasse des luttes autonomes et l'alternative révolutionnaire

Face aux forces en présence dans la lutte de classe actuelle au Portugal, les travailleurs doivent choisir la voie la plus identique à leurs intérêts révolutionnaires.

C'est que les travailleurs ont déjà compris qu'au fond, les partis et les syndicats ne canalisent les luttes qu'en fonction de leurs querelles «partidaires» et manipulent les intérêts autonomes de la classe ouvrière.

Les manifestations du 17 juin et du 6 juillet sont des exemples significatifs. La manifestation du 17 juin fut entièrement orchestrée par le PRP, alors que les deux autres qui eurent lieu le 4 juillet, l'une appelée par la Sidérurgie, orchestrée par l'UDP,et l'autre, appelée par la TAP, TLP Métro, etc., par le MRPP. Leurs objectifs étaient les mêmes : mobiliser les travailleurs au nom d'objectifs dits «apartidaires» pour pouvoir développer leurs intérêts «partidaires». Ce qu'il faut souligner, c'est que ces partis ont déjà besoin du titre «d'apartidarisme» pour mobiliser les travailleurs. Ils les mobilisent effectivement, mais c'est pour s'accroître en tant que partis !

Le PRP se démarque par la subtilité des formes organisatrices qu'il a créées. Il n'appela pas qu'à des manifestations dites «apartidaires» mais il commença par créer une structure dite «apartidaire» — les CRTSM. C'est sous ce nom qu'il développa par la suite sa pratique politique.

Les CRTSM ne sont pas des organismes nés directement des nécessités senties dans la pratique par les travailleurs en lutte. Mais ils apparaissent au moment où les travailleurs commencent à sentir le besoin de créer de nouvelles formes d'organisation, qui dépassent les structures syndicales et «partidaires» et qui se joignent aux différentes luttes de manière plus significative. C'est dans cette période non seulement d'impasse du développement des luttes autonomes des travailleurs, et de saturation de l'action des partis, mais aussi, quand les formes d'organisations autonomes, qui développent l'union entre les différentes luttes, ne sont pas encore trouvées par les travailleurs, qu'apparaît une marge pour des interventions opportunistes. La nécessité des travailleurs de s'organiser de façon autonome, sans être manipulés par des bureaucraties «partidaires» ou syndicales, subsiste.

Les Assemblées générales de base dans les usines, les quartiers, les hôpitaux, les champs, soit à un niveau local, soit régional ou national, ont besoin de s'étendre et de développer ce qu'au début les Commissions inter-entreprises présentèrent comme l'émancipation de tous les travailleurs. Elles devront être élues démocratiquement et révocables à tout instant, ayant comme fonction la réalisation pratique de ces nécessités actuelles, et comme but futur la destruction de l'appareil d'Etat.

Les travailleurs devront lutter contre tout et contre tous ceux qui personnifient la perpétuation de cette société. C'est tout un monde d'exploitation à abattre qui commence dans les usines, les hôpitaux, les transports, le commerce et finit par l'Etat. C'est pour cela que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces sans déléguer la réalisation de leurs intérêts révolutionnaires aux différents dieux de la place portugaise.

A TRAVERS LES LIVRES

PORTUGAL, L'AUTRE COMBAT.

par AVILA, FERREIRA, LORY, ORSONI, REEVE

(Spartacus 224 pages 22 F.)

Parmi les livres publiés en France, celui-ci est le premier à fournir les éléments nécéssaires à la compréhension de la «Révolution Portugaise». On y trouve une analyse précise du «système» Salazariste, de son développement, des difficultés économiques et sociales qui aboutissent à l'éclatement de sa base sociale bourgeoise et aux grandes grèves de 1968, 1970, premier signe de l'existence d'une nouvelle classe ouvrière qui acquiert peu à peu son indépendance par rapport aux forces politiques anti-fascistes. Le gouvernement de Caetano apparait ainsi comme une tentative pour moderniser le régime dans ces années 60 qui ébranlent la stabilité salazariste. C'est l'époque des changements rapides dans le cadre de l'économie européenne, des transformations dans les rapports avec les colonies, où la montée des mouvements nationalistes constitue le signe le plus violent et le plus nouveau. Tout cela, bien entendu, avec des répercussions sur l'appui que la bourgeoisie portugaise la plus moderne apportait au Régime.

Le Mouvement des Forces Armées, dont les origines et les bases dans les classes moyennes en crise sont largement mises en évidence, et le putsch du 25 avril, sont l'aboutissement logique de cette situation. L'analyse du processus déclenché dans la société portugaise par le putsch du 25 avril constitue l'axe central de ce livre. Il s'agit de montrer comment les forces anti-fascistes bloquent le mouvement populaire, en le faisant rentrer dans le cadre des anciennes institutions —Administrations, Syndicats et autres organes d'Etat—, tout en s'appuyant en même temps sur lui afin d'investir ce même appareil d'Etat. Ce texte souligne combien le réformisme anti-fasciste s'identifie, dans cette première phase, avec les objectifs de modernisation de la bourgeoisie, mettant en œuvre les réformes nécessaires pour débloquer la crise de la société, en mettant fin en particulier aux structures corporatistes de l'ancien régime. Dès lors on peut situer les conflits entre les tendances social-démocrates et communistes, entre leurs projets économiques divergents, et dans le rôle différent qu'ils attribuent au secteur privé dans le développement économique.

Avec la tentative de putsch de mars 1975 les rapports entre les partis et le MFA vont évoluer ainsi que les objectifs et la structure même du MFA. Dans un dernier bilan les auteurs analysent et comparent les transformations réalisées dans la société portugaise après un an de «nouveau régime». Le débat porte en particulier sur la tendance des militaires à prendre en main la totalité du pouvoir et à se séparer des forces politiques.

Mais le 25 avril déclenche aussi un puissant mouvement ouvrier, dont l'objectif commun est d'imposer une distribution différente de la production sociale. L'intérêt majeur de ce livre réside dans une analyse de la classe ouvrière portugaise et de ses rapports avec les mentalités et formes de lutte, ainsi que de l'attitude du PC par rapport à ce mouvement. L'initiative et l'imagination des travailleurs se manifestent dans la création de Commissions de Travailleurs, dans un mouvement qui s'étend au pays tout entier, en marge des institutions légales et reconnues par les partis traditionnels : les syndicats. On trouve en annexe un vaste et intéressant choix de textes ouvriers, de journaux de grève, de tracts, qui donnent un exemple vivant de ce mouvement d'organisation autonome et indépendante.

En somme ce livre montre comment un puissant mouvement de base des travailleurs met en question le projet initial du MFA et des partis de gauche, obligeant les nouveaux dirigeants, le MFA, à reconsidérer constamment leurs objectifs. Exemple historique, en quelque sorte, des difficultés qu'il y a à mobiliser les travailleurs d'une société moderne pour la défense des institutions politiques traditionnelles, pour la réforme du capitalisme. Tout au contraire, à partir d'une situation de crise, les masses laborieuses tendent à conquérir le contrôle sur leurs propres vies et luttes, à poser le problème d'une société organisée sur des bases nouvelles, à déclencher et à développer **un autre combat.**

En annexe on peut trouver, pour la première fois en français, un texte de la CGT portugaise de 1920 —à l'époque animée par la tendance Syndicaliste Révolutionnaire très liée à la CNT-FAI Espagnole— sur le mouvement ouvrier portugais du début du siècle.

Le texte d'analyse et les annexes sont complètés par une Chronologie des luttes et des faits politiques les plus significatifs d'avril 1974 à avril 1975.

TOUT EST POSSIBLE

de Jean RABAUT (Denoël Editeur)

Lorsque Jean Rabaut retrace l'histoire des gauchistes français de 1929 à 1944, il pénètre l'histoire des groupuscules de l'époque dans un détail perfectionné. Toutes les sectes, les scissions, les réunifications sont cataloguées, inventoriées, analysées et pas seulement les groupes trotskystes, mais aussi les innombrables ruptures entre anarcho-syndicalistes...

C'est un excellent travail, bourré de documents, accessible, qui fait remonter des ressouvences à ceux qui participèrent aux péripéties de ces années 1930-1944, d'où finalement est née une conception révolutionnaire issue, nonobstant les défaites successives, de la masse populaire.

Il est riche d'enseignement quant au passé, et il y a toutes les ouvertures qu'ensemble nous tentâmes —celles que j'appelle les raccourcis que nous avons tracés—st que nuls autres que nous n'ont daigné utiliser.

Jean Rabaut s'écarte des pensées de sa jeunesse. Comment pourrait-on lui en vouloir quand il dédie à son fils «gauchiste» en lui arrivant de rêver, à son propos, que l'expérience d'une génération, puisse être, pour une fois, communicable aux suivants.

Malgré l'auteur c'est seulement au passé qu'on peut lire son livre, «Tout était possible»... puisque Tout n'a pas été possible !

Je recommande ce livre extraordinaire à ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement ouvrier, à ceux qui la vécurent, comme à ceux qui recommencent à la faire, et commettent nombre de nos erreurs.

Maurice JAQUIER.

DE L'INCERTITUDE A LA FIN DES ILLUSIONS

Notes et documents sur la situation par deux camarades revenant du **PORTUGAL**

PRP — Parti Révolutionnaire du Prolétariat
MRPP — groupe maoïste
UDP — Union Démocratique Populaire, front d'organisations marxiste-léniniste, moins orthodoxe que le MRPP
FUR — Front Uni Révolutionnaire
SUV — Soldats Unis Vaincront, Front uni de soldats, clandestin
CRTMS — Conseils révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins.

Le Portugal attire actuellement l'attention des spécialistes de la théorie politique. Il y a ceux qui y voient une épreuve pour l'Union de la Gauche, ceux qui y voient la nécessité des Conseils Ouvriers, l'instauration du Contrôle Ouvrier ; d'autres encore n'en finissent pas de s'étonner de ces jeunes officiers, beaux et de gauche... après tout l'Armée peut, peut-être, être différente ; ceux qui reconnaissent l'Armée populaire en formation, instaurant le socialisme pour le peuple ; et, pourquoi pas, même ceux qui y trouvent un mouvement autogestionnaire puissant, et même, paraît-il : des casernes en autogestion !

Derrière ce scénario, que se passe-t-il dans cette société, dans les usines, les bureaux, les campagnes, dans les réunions syndicales et des Commissions de Travailleurs ? Comment les Assemblées Générales sont manipulées par l'officier du COPCON ou par le cadre politique, comment fonctionnent, ou ne fonctionnent plus, les organisations de base, déchirées entre les magouilles des partis et la démobilisation de la masse ? Que fait-on dans les quartiers et bidonvilles investis par la misère et le chômage, dans les campagnes où les conditions de vie ont empiré depuis un an chez les petits paysans ? Que pensent les militants syndicaux abattus et désespérés après tant de manipulations et d'affrontements parfois physiques ? Qu'elle est l'ambiance dans les grandes usines avec traditions de lutte où les groupes s'affrontent par le biais de ceux qui étaient les meilleurs militants, devant l'écœurement de la masse, dans les usines en «autogestion» et dans les coopératives abandonnées de tous, dans l'attente d'un crédit miraculeux qui leur permettra de survivre encore quelques mois ?

Que se passe-t-il chez les salariés agricoles qui occupent les propriétés ; avec leurs difficultés, le manque de crédits, enfin réduits à vendre leur bétail pour payer encore un mois de salaire ? Et quelle attitude, quelle réaction dans cette masse énorme de travailleurs qui découvrent enfin que le «MFA garant de la révolution» n'existe plus, que «le secteur progressiste du MFA» n'est rien, et que, après tant avoir cru aux promesses des autres il va falloir maintenant, qu'eux, payent la facture !

Le Portugal représente sans doute une expérience importante dans l'histoire des mouvements sociaux modernes. Un puissant et riche mouvement organisationnel s'y est développé, avec des hauts et des bas, mais dont les conséquences sont immenses pour les travailleurs portugais et pour l'ensemble du mouvement radical moderne. Le moment actuel est plutôt celui du bilan, les luttes ouvrières sont au plus bas, les affrontements entre travailleurs se font jour dans une situation économique critique. Plus que des exagérations optimistes qui cachent les difficultés et les limites pour exalter «l'oasis révolutionnaire», c'est une description critique de ce mouvement organisationnel, de ses limites nationales, de ses formes diverses, de ses erreurs, qui intéresse le mouvement ouvrier. Les éléments existent, la volonté aussi, seulement le temps et l'énergie nous limitent dans la réalisation d'une telle tâche. Le texte, les notes et les documents cijoints ne sont pas une réponse à toutes ces questions, ils se veulent de simples éléments de discussion qui permettront, plus tard, l'élaboration d'un texte analytique et plus cohérent.

Le mouvement social au Portugal après le 25 avril 1974 peut, grosso modo, se diviser en quatre périodes.

Une première, d'avril à décembre 1974, caractérisée par la colonisation de l'ancien appareil d'Etat par les forces réformistes, surtout celles du PC, par le déclenchement d'un puissant mouvement généralisé de luttes, tendant à changer la répartition du produit social. Jusqu'à février/mars 1975, le MFA reste une force où se pèse le compromis entre la droite Spinoliste et ceux qui deviendront par la suite le noyau du MFA-Force politique dominante. Pour une analyse développée de cette période et surtout de ce mouvement ouvrier, dont les formes organisationnelles nouvelles sont les Commissions de Travailleurs, on peut se référer au livre **PORTUGAL-L'AUTRE COMBAT**, (Collectif, Spartacus, 1975).

De mars à juin/juillet 1975 la société portugaise vit une deuxième période, pendant laquelle commencent déjà à se manifester tous les signes de la crise qui éclatera plus tard. Il y a, tout d'abord, cette colonisation par le PCP de l'appareil administratif, étatique et de l'information. Cette stratégie du PCP déclenche une réaction de la bourgeoisie nationale et internationale, les affrontements entre partis se font jour dans la vie politique aussi bien que sur les lieux de travail. L'abandon et l'attente de la bourgeoisie créent des situations où les travailleurs sont obligés d'occuper et souvent de prendre en charge les usines. Les expériences «d'autogestion» se développent alors et très vite on apercevra leurs limites et leurs faiblesses... on y reviendra. Dans les grands secteurs industriels et les services, où l'Etat peut attendre une rentabilisation, des nationalisations sont faites. Mais la faiblesse de l'appareil d'Etat devant les affrontements «partidaires» et un mouvement de base encore fort empêchent toute politique et, surtout, une politique économique ! L'effrondrement économique se poursuit, sur le vide laissé par le dérèglement des anciens mécanismes économiques. Peu à peu, chez les travailleurs, commencent à apparaître des attitudes «antipartidaires». Au PC c'est la période la plus forte, et la phase la plus anti-gauchiste.

Avec l'échec des tentatives du PCP au sein de l'appareil militaire, s'ouvre la troisième période, août 1975. S'ajoutant aux réactions anti-PC qui se manifestent dans la bureaucratie militaire, le PCP subit alors la réaction populaire dans les régions rurales de petite propriété, l'attaque des sièges et militants, au nord du Tage, à Madère et aux Açores. Cette vague, bien qu'utilisée par la droite, la social-démocratie et l'appareil éclésiastique, n'en n'est pas moins le résultat de la dégradation des conditions de vie des populations de ces régions, dont ils rendent responsables ceux qu'ils assimilent au nouveau pouvoir : les communistes. Ce désenchantement vis-à-vis du PCP se manifeste aussi dans les régions urbaines où leur implantation est en baisse, où les secteurs ouvriers les plus radicaux échappent à leur domination, où les forces politiques à gauche du PC grandissent.

Avant de faire revivre les événements quotidiens de la dernière période, celle qui à partir de septembre voit l'émergence d'une alternative social-démocrate dans l'armée et au niveau de la société, il importe de rappeler brièvement les événements du mois d'août.

AOUT 1975, Le Temps des Incertitudes !

Fin juillet la situation est tendue dans le régiment des Commandos, près de Lisbonne. Des officiers, des fascistes, sont explusés de l'unité par un groupe de soldats et d'officiers. Ils seront remis en fonction quelques jours plus tard par Othelo. Apparente manœuvre du PCP pour prendre le contrôle de cette unité d'élite, spécialisée dans les massacres de la guerre coloniale, fer de lance de l'actuel pouvoir militaire. Tout cela annonce de sérieux changements dans l'équilibre du MFA... Le 2 et le 3, au 2e Congrès des Conseils Révolutionnaires (CRTMS), ce qui était un doute devient une certitude ! (1) Ces organisations sont créées de toute pièce par le PRP-BR, sans correspondre à aucune implantation réelle. Comme dira le MRPP : «les CRT veulent être les organisations de base du COPCON !». On sait l'influence dont jouit le PRP chez quelques officiers du COPCON. C'est d'ailleurs ce projet des CRT qui est repris dans le document du COPCON, publié le 13, en réponse au document «des Neuf», annoncé le 8. Rédigé par des officiers proches

1. Pour une critique des CRTMS, voir la brochure «Portugal, la question de l'organisation révolutionnaire», (Escartin, B.P. N° 41, 92190 Meudon) Paris, juin 1975.

du PRP-BR et de l'UDP, il défend «l'indépendance Nationale» (?) et critique la pratique passée du PCP, responsable de la situation actuelle. (2) Ce même PCP dont l'implantation dans la société est fortement mise en question par les révoltes des populations. Dans le nord des sièges sont brûlés jour après jour, le Parti y est pratiquement obligé de passer à la clandestinité, malgré ses appels aux «droits démocratiques» et aux Forces Armées, dont la passivité va souvent jusqu'à la participation aux attaques ! Encore un nouveau signe des changements qui vont se produire au sein du MFA... Aux Açores, où règne toujours la droite traditionnelle et le pouvoir de la bourgeoisie foncière, ce sont les officiers eux-mêmes qui font embarquer vers le continent, le 18, les militants du PCP. L'alliance Peuple-MFA commence à lui coûter cher !

Devant tout cela le PC change sa tactique, abandonne son anti-gauchisme ! Le 16, des contacts sont pris avec le PRP-BR, «pour discuter de la situation politique». Le recul du PCP se confirme en milieu ouvrier, fruit de ses tactiques passées et du rôle repressif qu'il y a joué depuis avril 1974. Le 19, l'Intersyndicale, d'obédience communiste, appelle à la grève nationale, «protestant contre la violence fasciste et réclamant une autorité démocratique et révolutionnaire.» C'est le bide ! Dénoncée par toutes les forces à gauche du PC, par les Commissions de Travailleurs les plus combatives, la grève est très peu suivie. Comme il l'avait déjà fait à Porto, le PCP demande, pour la première fois à Lisbonne, à ses militants de joindre la manifestation d'appui au document du COPCON, le 20. Ce document devient ainsi la base d'un front entre le PCP et les groupes gauchistes. Seuls les maos de l'UDP sont gênés. Comme l'exprime le journal Republica, ce texte aurait dû constituer «un appui sans équivoque à l'aile révolutionnaire du MFA, (...) dénonçant comme fausse alternative «les Neuf» *et* Gonçalves (tendance PCP)». Les tensions se font vives au sein de l'Armée. Le groupe «des Neuf» souligne la nécessité de refuser l'assimilation entre les Forces Armées, le MFA et le PCP. Ils ont l'appui des régions militaires du Centre, du Sud et du Nord. De chaque côté on commence à compter ses fusils !

...Les rapports de force entre militaires remplacent les beaux rêves de révolution sociale. Le 25, pour la première fois depuis mars 1975, des forces militaires sont envoyées contre un autre secteur militaire : la 5e division, suspendue et ensuite occupée par les troupes des «commandos». Signe du manque de confiance dans les soldats de la région de Lisbonne, c'est un régiment débarqué d'Angola qui réalise l'opération ! La 5e division jouait un rôle important dans les desseins du «secteur progressiste» du MFA. Aux mains des officiers proches du PCP, la 5e division contrôlait toute l'information et la propagande au sein de l'Armée, ainsi que les informations officielles aux radio, TV et journaux. Elle était aussi responsable des campagnes paternalistes de «Dynamisation Culturelle» et, tout dernièrement, elle s'occupait de la formation de cadres (officiers, sergents et soldats) du MFA, dans une perspective PC. Compte tenu du recul du PC, la 5e division flirtait aussi, vers la fin, avec les forces gauchistes. Elle avait même ouvert à Lisbonne un bureau d'information pour les gauchistes de passage au mois d'août, sorte de Syndicat d'Initiative du MFA, où l'on pouvait écouter des officiers de gauche raconter l'histoire des luttes de classe au Portugal...

En effet, c'est aussi à l'initiative des officiers de la 5e division suspendue, que, le 26, se constitue le FUR (Front uni Révolutionnaire), groupant toutes les organisations gauchistes non-maoïstes, le PCP, et le parti-frère en décadence, le MDP. Le 27 a lieu la première manifestation du FUR à Lisbonne. Les groupes de gauche, aveuglés par ce rêve enfin réalisé d'un front uni avec le PC, se mettent à la remorque de l'appareil du Parti et de ses mots d'ordre. Cette manif «apartidaire» (c'est la mode !) se termine avec des vivats à Gonçalves et devant le regard confus et écœuré de beaucoup de militants présents. Des groupes gauchistes abandonnent la manif en cours de route... Ce n'est vraiment pas le succès !

La démobilisation et la frustation gagnent un nombre chaque fois plus grand de militants ouvriers qui, lassés des magouilles PC-PS découvrent maintenant celles entre le PC et l'extrême gauche. L'absence de luttes dans la production, l'augmentation du chômage et l'inflation provoquent une passivité croissante des masses, l'écart s'élargit entre les Commissions de Travailleurs et les travailleurs. C'est dans ce cadre que les divers groupes de gauche, et le PC lui-même, se lancent à la conquête de ces organisations, dont beaucoup sont maintenant vidées de tous représentativité et pouvoir. (3) Beaucoup de militants ouvriers, des services et des employés sont ainsi recrutés par les groupes de gauche, surtout par les maoïstes. L'UDP et surtout le MRPP gagnent ainsi une réelle implantation dans les lieux de travail ce qui va avoir beaucoup d'importance par la suite, compte tenu de leur attitude vis-à-vis du nouveau rapport de forces politique, des nouvelles alliances. Les deux groupes maos importants, MRPP et UDP, restent extérieurs au Front Uni. Prisonniers de leurs thèses anti-révisionnistes ou anti-social-fascistes, ils se refusent à toute alliance avec le PCP. Mais ici aussi la confusion règne ! Alors que l'UDP, qui avait appuyé le document du COPCON **contre le PCP** et «les Neuf», reste isolée une fois que le PCP a «adopté» ce même document, le MRPP, qui y voyait dès le début une manœuvre social-fasciste, appuie, non en paroles mais de fait, le groupe «des Neuf», où l'on peut trouver, paraît-il (!), «des officiers patriotes et démocrates» prêts à servir le Parti et le Peuple»... Autant de subtilités tactiques qui ne peuvent que dérouter les travailleurs les plus décidés.

SEPTEMBRE 1975, La Fin des Illusions !

a) LES MILITAIRES CHANGENT DE CAP...

Le mois de septembre marque la fin du pouvoir du PCP au sein des Forces Armées, un changement d'attitude des officiers du MFA vis-à-vis du Parti. L'incapacité du PC à assumer la crise sociale, à lui donner des solutions viables, l'impossibilité d'y appliquer un modèle capitaliste d'Etat sont de plus en plus évidentes. En même temps la crise économique et sociale s'approfondit : ce sont les difficultés de la réforme agraire, faiblement appliquée, les nationalisations désordonnées, une inflation de 18 % par an, plus de 10 % de la population active au chômage, une baisse de 24 % du P.N.B. C'est à cette lumière qu'il faut chercher à comprendre ce qui va se passer, dans les usines, les campagnes et chez les militaires. Peu à peu, quotidiennement, on va, pendant ce mois de septembre, sentir que l'instabilité débouche sur une nouvelle ligne politique au sein de la classe dirigeante, des militaires. Combien ridicules paraissent alors les prévisions de transformation du MFA en «mouvement de libération». Tout à coup le mouvement ouvrier, les organisations à gauche du PC vont se trouver sans perspective politique, acculées à la défensive, pour avoir tant cru, et fait croire, au MFA !

Pour la plupart des membres du MFA, il ne fallait pas que l'échec du PC puisse paraître leur propre échec, et, pour sauver leur peau et leurs galons, il fallait changer de cap, et d'idéologie... La crise du MFA va se poursuivre à deux niveaux, d'un côté dans sa restructuration au sommet, d'un autre côté par une agitation grandissante chez les soldats, essentiellement dans les régions urbaines. C'est ainsi que, le 1er, des soldats refusent d'embarquer pour l'Angola où la guerre se poursuit. Les cadres militaires sentent chaque fois davantage la nécessité de rétablir la discipline. Les 3 et 4 ont lieu les Assemblées de Délégués de l'Armée, de l'Aviation et de la Marine. De tout cela ressort l'éviction de Gonçalves, le projet de restructuration du Conseil de la Révolution donnant plus de poids à l'armée de terre, le tout signifiant le renforcement de la tendance modérée, autour du groupe «des Neuf» ; les «progressistes» montrant alors leur faiblesse et leur manque de contrôle sur l'appareil militaire. Fait significatif, le commandant de la région du centre amène ses propres troupes pour protéger les lieux où se déroule l'Assemblée... Les grandes manœuvres ne font que commencer !

En réponse à cette reprise en main de l'appareil militaire, les groupes politiques liés au FUR créent le SUV (Soldats Unis Vaincront), dernière tentative d'organiser une opposition à la normalisation dans les casernes. Proposant la création d'organisations de base clandestines liées aux Commissions de Travailleurs, le SUV pratique une stratégie défensive et reconnaît, pour la première fois, qu'il n'y a plus rien à attendre du MFA d'un point de vue révolutionnaire, et qu'il faut s'organiser sur la base des soldats. Il est peut-être un peu trop tard, car on voit mal comment on pourra, dans la clandestinité, pallier les fautes et erreurs du passé... Le SUV organise, le 10 une première manifestation à Porto et le 22 une autre à Lisbonne. La réaction de la bureaucratie militaire est vive, des soldats sont emprisonnés au Nord et à Lisbonne, suite à une distribution de tracts. A Lisbonne des soldats sont libérés après une contre manifestation. Cependant le SUV semble avoir des difficultés d'implantation. La normalisation se fait lentement mais sûrement : remplacement, le 12, du commandant militaire de la région nord, considéré comme progressiste, création d'une nouvelle unité de répression, tendant à remplacer le COPCON infiltré par la gauche, dissolution de régiments peu sûrs, isolement et limogeage des officiers progressistes. Il est d'ailleurs significatif qu'un officier du COPCON lié au PRP passe à la clandestinité le 22, après avoir «dévié» plusieurs centaines de fusils afin «d'armer le peuple !»... c'est-à-dire sa propre organisation !

La reprise en main des soldats, surtout dans la région de Lisbonne, va être difficile,

2. Pour une critique des documents du COPCON, voir texte en annexe.

3. Voir texte de «Combate» publié ci-joint.

l'agitation politique y étant très forte. Mais l'initiative a sans doute changé de camp : aux protestations, manifs et communiqués du SUV s'oppose la détermination de l'appareil militaire, le MFA, décidé à aller de l'avant s'il le faut, manœuvrant les unités que lui sont fidèles, celles des régions militaires de l'intérieur, les spécialistes de la guerre et des massacres.

b) IMPASSE ET FRUSTRATION CHEZ LES TRAVAILLEURS

Quelle est actuellement la situation réelle des organisations de base au Portugal, quelle sont leur implantation effective, leurs pouvoirs et leurs rapports avec la masse des travailleurs ? Dans quelle mesure ne sont-elles pas devenues, faute de lutte de masse, des lieux d'affrontement entre les groupes politiques ?

Les Commissions de Quartiers sont nées après le 25 avril dans tous les grands centres urbains. Au début, elles mobilisaient des masses importantes, surtout dans les quartiers pauvres, et elles cherchaient à répondre aux nécessités des habitants. Peu à peu elles se sont transformées en petites structures bureaucratiques, souvent avec des directions qui poursuivaient des buts «partidaires», sinon personnels. Voyons quelques exemples.

Le 4 septembre les habitants d'un quartier de Lisbonne, S. Joâo de Brito, se réunissent en assemblée générale et font démissionner la Commission du Quartier, laquelle était accusée d'occuper des maisons pour ses propres membres. Le même jour, dans une banlieue de Lisbonne, peuplée de plus de 15.000 habitants, les membres de la Commission du Quartier font une réunion dans laquelle ils constatent le manque de mobilisation. «Les Commissions de Travailleurs ne peuvent fonctionner que dans une liaison étroite avec la population. Ce n'est pas notre cas. Si nous avions eu besoin de mobiliser des personnes contre une quelconque action des forces contre-révolutionnaires, notre commission aurait eu beaucoup de difficulté à le faire. Il faut que les personnes participent à la solution de leurs propres problèmes et à la défense de la Révolution. Actuellement notre commission regroupe 10 ou 15 personnes, qui travaillent d'une façon désorganisée.» Dans beaucoup de cas cette passivité s'explique par la permanence de l'idéologie bourgeoise du droit de propriété. Les gens refusent d'occuper «ce qui ne leur appartient pas» ! Ainsi les Commissions de Quartiers réduisent le plus souvent leurs actions à des activités de portée limitée (nettoyage, égouts, crèches, activités sportives, etc.) Elles restent très légalistes dans les actes, en collaboration étroite avec les autorités et la bureaucratie administrative. Avec l'accroissement du chômage et la peur qu'il provoque, les divisions entre les travailleurs augmentent et l'opposition aux occupations sauvages grandît, même en milieu ouvrier.

Le 12, des affrontements violents ont lieu entre des ouvriers du bâtiment et des habitants d'un bidonville de Lisbonne qui occupaient un immeuble vide. Situation misérable puisque les habitants du bidonville, manipulés par la Commission de Quartier, se trouvent face à des ouvriers que la peur du chômage pousse à défendre les intérêts de leur patron. C'est la première fois qu'un tel cas se produit depuis le 25 avril ! Ce respect de la propriété privée est, du reste, un des éléments de la pensée bourgeoise qui domine la mentalité de beaucoup de travailleurs portugais. A ce propos, dans le film **Viva Portugal**, qui passe actuellement sur les écrans français, on peut observer le poids d'une telle attitude dans la réaction de la population lors de l'occupation d'une riche villa, destinée à fonctionner comme crèche.

Pour les pieds-noirs qui reviennent d'Angola, le problème se pose différemment. Privilégiés par leur situation de colons, une fois retournés au Portugal, ils acceptent difficilement une situation de pauvreté. Pour eux, il ne s'agit pas de prendre «ce qui ne leur appartient pas», mais de reprendre ce qu'ils considèrent comme un droit. C'est ainsi que, le 5 septembre, ils occupent à Porto un quartier destiné aux gens des bidonvilles ! La faiblesse de la Commission du Quartier, le manque de mobilisation des habitants rendent impossible toute opposition...

En ce qui concerne les Commissions des Travailleurs et les syndicats, le mois de septembre montre, d'un côté, le déclin de l'influence du PC en faveur des groupes de gauche maoïstes et du PS, et, d'un autre côté, le développement de leur bureaucratisation. Aujourd'hui, on peut dire que chaque groupe politique a ses propres Commissions des Travailleurs, et que chaque syndicat dépend du groupe politique qui a gagné ses corps dirigeants. Cette lutte pour le pouvoir dans ces organisations provoque un éloignement et une démobilisation des ouvriers. Regardons de près quelques exemples.

Pendant tout le mois de septembre, plusieurs directions syndicales pro-PC tombent aux mains de l'opposition. C'est le cas du syndicat des employés de bureau, des banques, des journalistes, des employés de commerce. Dans tous ces secteurs de la classe moyenne le PC perd au profit d'une union entre les maoïstes du MRPP et les forces social-démocrates. Sans pouvoir ici développer cette question, il nous faut souligner ce fait important qui est l'alliance entre la social-démocratie et le gauchisme de racine maoïste. Elément nouveau, très important dans l'évolution de la situation portugaise, il pose pas mal de questions aux stratégies traditionnelles du PC.

Ailleurs, les affrontements physiques entre travailleurs deviennent quotidiens. Là où le PC peut manipuler les assemblées, ce sont des épurations à gauche qui ont lieu. Au début du mois, un délégué syndical gauchiste d'une entreprise de transport de Lisbonne (Eduardo Jorge) est licencié ! Devant la passivité de la masse des travailleurs, seul le recours à l'autorité militaire permet sa réintégration. Plus grave encore : dans des usines de la région industrielle du nord, près de Porto, les ouvriers se mobilisent pour exiger la réintégration des anciens patrons, qui se trouvent en prison, accusés de collaboration avec le régime fasciste. C'est le cas chez MOLOFLEX, et chez M. GONCALVES. Chez FACAR, les manifestants s'attaquent à la Commission Syndicale, dont la pratique suit la ligne du PC, et finissent même par organiser un repas d'accueil au patron réintégré ! Ces événements montrent très bien les limites des expériences «autogestionnaires». Isolés, sans crédit, incapables de survivre matériellement, les travailleurs en viennent à se dire : «au moins, tant qu'il y avait des patrons, il y avait du travail !»

Dans les régions agricoles du sud, ALENTEJO, où les occupations de terres ont lieu, la fatigue et la division entre les travailleurs commencent aussi à apparaître. Déjà, le 10, les grands latifundiaires peuvent manifester ouvertement à Evora, allant jusqu'à s'attaquer aux syndicats des travailleurs agricoles. Plus tard, le 14, un événement très significatif a lieu dans cette même région. Des travailleurs agricoles d'une propriété occupée (Cujancas) essaient de vendre du bétail dans une foire et se font tabasser par une meute constituée par des commerçants, d'autres travailleurs agricoles et le gros de la population. Ce qui est mis en évidence par ce cas, ce sont les difficultés actuelles des fermes occupées. Les premiers mois, tant que le coffre d'Etat avait encore de l'argent, les travailleurs ont reçu leur salaire. Maintenant, à partir de juillet, plus de salaire, plus de crédit agricole. Les coopératives survivent misérablement, en beaucoup de cas les travailleurs sont obligés de vendre leur bétail pour pouvoir se rétribuer. Ajoutons à cela que les manipulations du syndicat des travailleurs agricoles, d'orientation PC, ne font qu'augmenter l'agressivité des populations environnantes envers les occupants des terres, qui, dans la plupart des cas, se trouvent très isolés dans leurs actions.

De la Révolution à la Répression

c) LA CRISE D'AUTORITE DE L'APPAREIL D'ETAT LE SIXIEME GOUVERNEMENT

Quand le nouveau premier ministre est venu à la télévision annoncer le programme du gouvernement, celui-ci pouvait se résumer en trois phrases : rétablissement de l'ordre et de la discipline, respect de l'Etat et de la propriété, nécessité de travailler ! En effet la situation est chaotique. Le chômage augmente chaque jour ainsi que l'inflation, et les journaux annoncent que plusieurs émigrés illégaux se trouvent en danger de rapatriement à la frontière française. La crise d'autorité de l'appareil d'Etat est évidente. Lisbonne devient une plaque tournante de trafiquants de drogue et d'armes, les attaques de banques se succèdent chaque jour, la police est absente, et toute la petite bourgeoisie commence à s'affoler devant une telle absence d'autorité. Les pieds-noirs d'Angola sont déjà une centaine de milliers, on en attend encore le double, ce qui vient aggraver le chômage. Interviewés par les journaux, ils n'hésitent pas à affirmer : «Ou on nous donne du travail, ou alors c'est la mitraillette». Devant une telle déchéance, l'alternative Social-Démocrate est comme revalorisée. (Pas la Social-Démocratie au sens parlementaire, mais au sens d'un compromis avec la bourgeoisie nationale et internationale). Le PS a posé ses conditions au sixième gouvernement : reprise du contrôle sur l'information et sur les administrations locales, renforcement de l'ordre et de la discipline militaire, remise en fonctionnement des structures policières et désarmement des milices populaires, qui ont été créées par le COPCON en collaboration avec divers groupes gauchistes. C'est un tournant à droite en termes idéologiques, c'est aussi une répression croissante dans la société, la tentative de remettre en marche une économie moribonde.

Pendant tout le mois de septembre on sentait, petit à petit, cette tendance s'affirmer. Face à cela, l'extrême gauche était impuissante. Manifestation après manifestation,

meeting après meeting, de moins en moins de gens mobilisés, on ressort les slogans défensifs : «Il ne faut pas reculer d'un pas», «il faut organiser l'auto-défense», etc. Les Commissions de Travailleurs et de Quartiers, le SUV, ne sont plus que de petites minorités de militants réunies par des liens bureaucratiques, de plus en plus séparées de la grande masse de travailleurs et de soldats, qui vivent une situation de frustration et d'impasse, dans la crainte du chômage et de l'inflation, divisés par l'action «partidaire».

«Republica» et «Radio Renascença», les deux seuls organes d'information indépendants de l'Etat et des forces politiques majoritaires, sont en difficulté. Le gouvernement fait taire le deuxième et refuse, fin septembre, l'aval à un crédit pour le premier, dont les ventes sont en baisse, boycottées par le PS et la droite. Il faut dire que, malgré quelques bons programmes et articles, une réelle ouverture aux informations de boîtes, «República» et «Renascença» suivent une ligne politique instable et confuse, sans perspectives, misant sur «le secteur progressiste du MFA» un jour, sur «le pouvoir de base» le jour suivant»... La ligne dominante y semble être celle de l'UDP.

L'alternative révolutionnaire de la classe ouvrière ne pourra se développer dans ce cadre décomposé. Cette alternative révolutionnaire ne peut renaître que des luttes autonomes dans les usines, dans les bureaux, dans les campagnes, où les objectifs et les formes d'organisations peuvent prendre une perspective nouvelle. Les limites et l'impasse d'une perspective révolutionnaire aujourd'hui au Portugal ont leur origine dans l'incapacité à détruire l'échelle des salaires et la division du travail, dans l'incapacité que les travailleurs ont manifestée à distribuer sous forme équitable et élargie les produits créés dans les usines et dans les campagnes, en détruisant les mécanismes du marché. Enfin dans l'incapacité de développer les formes d'organisation comme les Comités de Travailleurs et l'inter-entreprise, tels qu'ils fonctionnaient au début, après les grandes luttes de la TAP, LISNAVE, TIMEX, CTT, SOGANTAL.

C'est en partant de la compréhension de cette réalité que le mouvement ouvrier peut assimiler l'expérience portugaise. Les erreurs et les défaites sont également importantes, à condition qu'on en comprenne les raisons. Toute exaltation d'un pseudo-pouvoir populaire au Portugal, ignorant ces difficultés et cette séparation entre les masses et les organisations, ne peut qu'empêcher la compréhension de la vraie situation.

7 octobre 1975
J.M. et G.V.

Annexe
Un groupe ouvrier critique le COPCON

«Qui a analysé, discuté et voté les documents ?»

«Selon nous, la crise actuelle ne sera pas vaincue à travers la publication successive de documents qu'une fois de plus, seule une centaine de messieurs sont capables de discuter, comparer, distinguer ! La preuve de notre affirmation se trouve dans la récente production de divers documents, celui «des Neuf», du COPCON, du Gouvernement.

En disant cela nous ne mettons pas dans le même sac ces trois documents : il est pour nous clair que le document présenté par les officiers du Copcon est, en ce moment, le seul, parmi les trois, qui soit vraiment révolutionnaire. Cependant nous nous interrogeons ! Qui les a lus ? Qui les a discutés ? Qui les a compris ? En combien de Commissions de Travailleurs, de Commissions de Quartiers, dans combien d'unités militaires ces documents ont-ils été analysés, discutés, votés, consciemment assumés ?

Est-ce que les travailleurs et les masses populaires ne comptent que lorsque qu'il s'agit de demander leur appui par le vote, ou par des manifestations de rue ? Si l'on refuse une telle attitude, comment admettre que le cours de la révolution et la solution de la crise soient discutés dans les palais de Belem et de S. Bento, dans le Centre de Sociologie Militaire, devant l'air étonné et confus des travailleurs des champs et des usines, des pêcheurs, la frustation des fils du peuple en uniforme (les soldats) qui, presque toujours, sont invités à voter, de façon pressée, sur des documents dont la portée, et souvent même le contenu, leur sont inconnus. (...)»

Base-Front Unitaire des travailleurs, Lisbonne, 1er septembre 1975

Note critique : Le texte ci-dessus est une partie d'un document du groupe **Base-Front Unitaire des Travailleurs** sur la situation politique au Portugal, début septembre. Ce groupe, constitué à l'origine par des éléments ouvriers, enseignants et employés formés dans le cadre des organisations professionnelles catholiques (JOC), regroupe actuellement des travailleurs qui défendent les principes d'un travail militant non affilié à un parti, se réclament souvent du syndicalisme révolutionnaire. Ce groupe a une implantation réelle au niveau national, dans les Commissions de Travailleurs, de Quartier, dans les oppositions syndicales.

L'objectif essentiel de ce texte est la critique du FUR (Front Uni Rév.) : «Le pouvoir populaire se construira, non à partir des directions partisanes, mais il sera constitué par les organisations unitaires de base». On y trouve aussi cette critique des divers documents parus, ce qui montre que des secteurs importants de travailleurs militants gardent leurs distances vis-à-vis de leurs auteurs et sont conscients de leur contenu de classe.

A ce propos une remarque nous semble nécessaire. Malgré l'évidente façon dont de tels documents ont été confectionnés, les camarades de la base en viennent à considérer comme révolutionnaire le document du COPCON, cela sans doute à cause de l'idéologie démocratique de base dans laquelle baigne tout le projet des officiers du COPCON. Cet aspect, ainsi que l'insistance sur les organisations de base comme structure du futur Etat «socialiste», ne résiste pas au fait que, comme le soulignent les camarades de la base, tous ces beaux schémas et plans d'avenir n'émergent nullement de l'expérience des luttes sociales, ils ne sont pas le produit consciemment discuté et, sans attendre, mis à l'œuvre dans l'action collective des travailleurs. Ce document reste le projet politique d'une couche avec ses aspirations au sein de l'appareil d'Etat, qu'on chercherait à consolider sur une organisation sociale de base, vidée de toute fonction effective d'exercice du Pouvoir, comme c'est d'ailleurs aujourd'hui le cas dans les sociétés yougoslave ou algérienne.

Ce document reste, néanmoins, important en tant qu'exemple de la pensée bourgeoise, dans ses tentatives nouvelles de réorganisation de la société, tentatives qui tiennent compte des changements survenus dans le mouvement organisationnel des travailleurs, de leur progressif désenchantement avec les formes partidaires et syndicales traditionnelles et leur remplacement par des formes organisationnelles permettant une plus large démocratie de masse.

FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE

par Otto Rühle et Paul Mattick

Quelques Citations du nouveau Cahier **Spartacus** N° 63 Série B 100 pages, 10 F

La présence d'Otto Rühle qu'illustre la publication d'un de ses derniers écrits : Fascisme brun, fascisme rouge *(1938) par les Cahiers Spartacus (100 pages, 10 F.) ressort aisément de ces quelques citations :*

«Le sens du bolchévisme ne se révéla pleinement qu'avec la naissance du fascisme. Pour combattre ce dernier il était nécessaire, selon le mot de Rühle, de comprendre que «la lutte contre le fascisme commençait avec la lutte contre le bolchévisme».

«Pour Rühle, fascisme et capitalisme d'Etat n'étaient pas des inventions de politiciens corrompus, mais la conséquence du processus capitaliste de la concentration et de la centralisation par lesquelles se manifeste l'accumulation du capital». MATTICK.

Après ces 2 citations de Mattick, 3 citations de Rühle :

«La bureaucratisation du parti, caractéristique de tout le mouvement ouvrier des pays capitalistes, a été étendue en Russie à la totalité de la vie publique... Dictature sur le prolétariat ! C'est ainsi qu'apparaît le socialisme tant vanté !»

«Tant que le mouvement ouvrier s'en tiendra à ses anciennes formes d'organisation, à ses méthodes parlementaires, à ses pseudo-luttes de classes, à ses vieilleries tactiques et stratégiques, la victoire par la révolution lui sera refusée.»

«Tout ce qui est faux est inéorablement corrigé par l'histoire. Et tous ceux qui agissent dans le mauvais sens sont jugés par elles.» Otto **RUHLE.**

L'archange chinois contre les «droits bourgeois»

Depuis le mois de février dernier une campagne inattendue se développe en Chine, aussi bien dans la presse qu'à la radio, contre les «droits bourgeois» (fa-chuan). Cette campagne semble devoir se substituer, tout en s'y rattachant formellement, à celle précédemment dirigée contre Lin Piao et Confucius (pi-Lin pi-Kong) dont l'échec, dans sa tentative de mobilisation des masses, est patent. L'extrême abstraction et artifice du lien établi entre le Maréchal et le Philosophe, le verbalisme des références aux légistes — pour ne pas parler des contorsions imposées à la vérité historique — paraissent avoir rencontré l'incompréhension des masses autant que l'incrédulité des «intellectuels» et des cadres. La direction du PPC (ou au moins, nous le verrons, une de ses tendances) a dû comprendre qu'un changement d'orientation et d'argumentation était nécessaire. Et ce qui frappe, en effet, dès l'abord c'est la virulence du ton et le caractère résolument concret de la dénonciation.

Quel est le contenu de cette campagne ? Le terme de fa-chuan (dont la signification serait mieux rendue par l'expression «esprit bourgeois en économie» que par la traduction littérale de «droits bourgeois») recouvre en fait essentiellement la permanence des formes de l'économie marchande, c'est-à-dire monnaie, salaires, prix, petite propriété, etc. ainsi que l'ensemble des comportements qui y sont liés. Le but affirmé étant de défendre et de consolider la «dictature du prolétariat» (au sens bien sûr que lui donnent les Chinois) pendant la période de «construction du socialisme».

Le coup d'envoi public semble avoir été donné principalement par la publication dans le Renmin Ribao du 22 février[1] de trois pages de citations de Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat et la période de transition, précédés d'une «directive» de Mao Tsé-tung, qu'il est intéressant de citer in extenso car elle sera ensuite, en partie ou intégralement, reprise maintes fois :

«Le président Mao a indiqué : «Pourquoi Lénine soulignait-il la nécessité d'exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Ce problème doit être bien compris. Si on n'en a pas une parfaite compréhension, on risque de tomber dans le révisionnisme. Ceci doit être porté à la connaissance du pays tout entier».

«A propos du régime socialiste, le président Mao a dit : «En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. A l'heure actuelle, on pratique toujours un système de salaires en huit échelons, le principe dit «à chacun selon son travail», l'échange monétaire, et tout cela ne diffère guère de ce qu'il y avait dans l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé». Et il a souligné : «Notre pays pratique à l'heure actuelle le système des marchandises; le système des salaires n'est pas égal, il est en huit échelons, etc. Tout cela, on ne peut que le limiter sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accédaient au pouvoir, il leur serait facile d'installer le régime capitaliste. Nous devons donc lire davantage d'œuvres marxistes-léninistes.»

«Le président Mao a encore indiqué : «Lénine a dit : «La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.» «Il en est de même pour une partie de la classe ouvrière, pour une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste aussi bien au sein du prolétariat que parmi le personnel des organismes.»

Les choses ont été précisées ensuite dans le numéro de mars 1975 du Drapeau Rouge (Pékin Inf. n° 10, 10/3/75) par un article extrêmement violent de Yao Wen-yuan, qui n'est pas n'importe qui, puisque membre du Bureau Politique et surtout un des trois «triumvirs» de Shangaï avec Wang Hung-wen et Chang Chun-chiao. Cet article intitulé «De la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao» (où nous voyons le lien maintenu avec la critique pi-Lin pi-Kong) cite abondamment la directive de Mao et explique :

«(Si on raffermit les droits bourgeois) on assistera alors au déferlement des idées capitalistes de recherches de la richesse, de la réputation et du gain personnel, éveillées par ce «stimulant matériel»; l'accaparement du bien public, la spéculation, la concussion et la corruption, le vol et les pots de vin, entre autres abus se multiplieront (...) Parmi les membres du parti, les ouvriers, les paysans aisés et le personnel des organismes émergera un petit nombre d'éléments bourgeois et de parvenus qui auront trahi complètement le prolétariat et le peuple travailleur». Puis revenant à la dite «clique anti-parti de Lin Piao» : «ils cherchaient à corrompre les ouvriers (...) et se servaient tout spécialement des salaires pour appâter les jeunes ouvriers». «Sur le devant de la scène les éléments bourgeois nouvellement engendrés et manquant d'expérience bafouent la discipline et violent les lois tandis que les très rusés bourgeois de la vieille école tirent les ficelles dans la coulisse». «Lorsque nous avons à examiner le cas des jeunes qui ont versé dans la délinquance après avoir été corrompus, nous veillons particulièrement à frapper les instigateurs qui agissent dans l'ombre». «La clique anti-parti de Lin Piao a aussi prétendu que les paysans avaient des difficultés pour se nourrir et se vêtir, que pour les cadres de l'Armée le niveau de vie baissait», «elle (la clique) a pu utiliser ouvertement des moyens tels que invitations à festoyer, remises de cadeaux, promesses de promotion, pour former des coteries, pratiquer le sectarisme et ourdir des complots ».

Nous nous excusons de ces longues citations. Pourtant c'est l'article entier qu'il faudrait reproduire tant il est révélateur des difficultés auxquelles se heurte la direction chinoise ainsi que de la conception purement subjectiviste et idéaliste qu'elle se forme de leurs causes et de leurs remèdes.

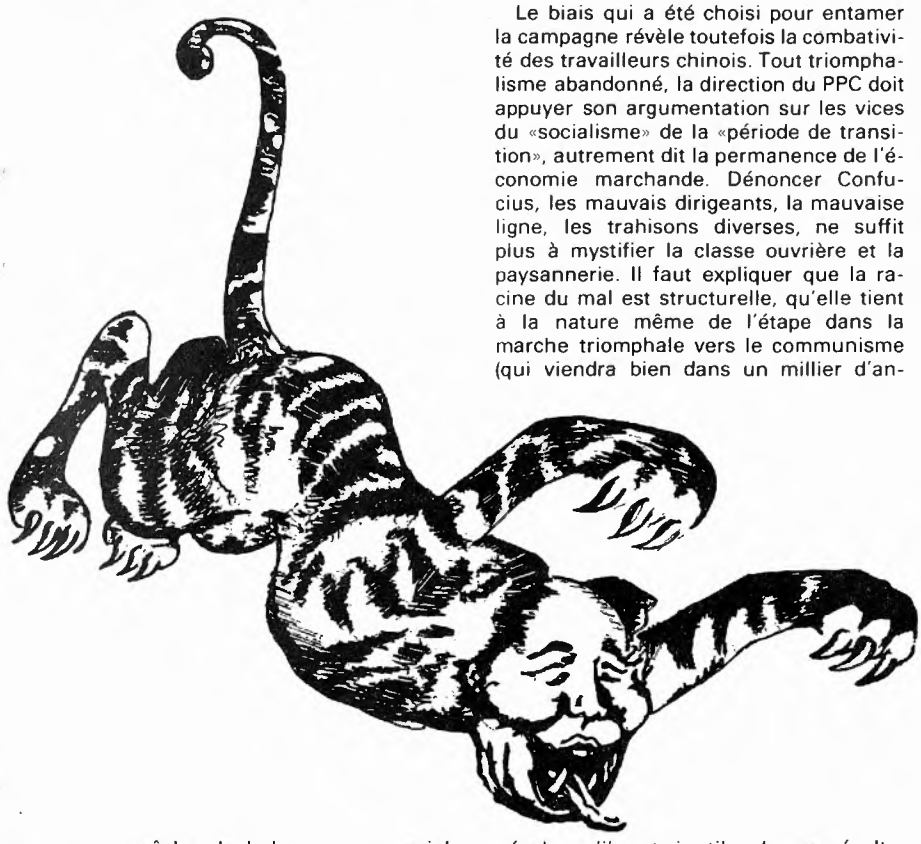
Déjà dans son rapport devant le Congrès National du Peuple, Chang Chun-chiao avait tenu des propos surprenants sur «les unités de production qui ne sont pas dirigées par des marxistes» et sur «beaucoup d'entreprises qui ne sont pas dirigées par la classe prolétarienne mais par la classe bourgeoise». Puis dans les mois qui suivent les articles se succèdent sur la nécessité d'exercer la dictature sur la bourgeoisie (spécialement dans le domaine de la superstructure), sur la résistance à la corruption par la bourgeoise, sur le vent d'embourgeoisement, etc., certains allant jusqu'à dénoncer «les leaders du parti qui invoquent l'autorité de Mao et qui considèrent les richesses socialistes comme leur propriété personnelle».

Comment expliquer un tel langage, sans précédent depuis la Révolution culturelle, et même à certains égards plus virulent que pendant son déroulement ? Certes il existe une lutte très brutale parmi les dirigeants. Que cette campagne soit apparemment menée sous l'autorité du «triumvirat» de Shangaï (lié à la femme de Mao, Chiang Ching) n'est pas indifférent, et qu'il traduise la rivalité entre «les forces nées de la Révolution culturelle qui réclament le pouvoir» et la «vieille garde, ceux qui ont repris le pouvoir», ou encore entre la bureaucratie «politique» et la bureaucratie «technocratique» est hautement probable. Mais plus profondément c'est le débat, déjà à l'origine de la Révolution culturelle, sur le mode d'accumulation du capital en Chine (et donc sur ses bénéficiaires) qui se poursuit en changeant plus ou moins d'interlocuteurs.[2] Il est tout à fait clair que sous couvert de la clique Lin Piao, c'est Teng Shiao Ping (bien connu en Chine pour sa vie privée «dissolue») et l'ensemble de son équipe, formée d'administrateurs et d'économistes plus que de politiques, qui sont visés.

Mais cette bataille se déroule aussi et surtout face à une situation intérieure qui ne doit pas manquer de jeter dans l'inquiétude l'ensemble des dirigeants. Bien que nos informations soient rares, elles sont suffisantes pour savoir que la classe ouvrière, aussi bien que la jeunesse et la paysannerie, sont loin d'être aussi enthousiastes que la propagande le clame. La discipline dans le travail se relâche, des grèves prolongées de cheminots ont eu lieu l'an passé, récemment à Hangtchéou (semble-t-il sur des revendications salariales), les ouvriers sont pratiquement entrés en insurrection et la troupe a dû être envoyée (Hangtchéou étant une ville où quelques étrangers pénètrent, le fait n'a pas pu être caché, et il est probable qu'il n'est pas isolé); de même dans la paysannerie la tendance — dénoncée par Yao — à «consommer sans rien laisser» au détriment donc des livraisons à l'Etat, doit se répandre; enfin

la jeunesse, lassée et déçue, se laisse «corrompre» (c'est un thème qui revient plusieurs fois dans les articles de presse) : ainsi une des tâches de la milice, dans les villes, est de récupérer les jeunes qui quittent clandestinement la campagne, où ils étaient partis exercer leur «zèle révolutionnaire», pour vivre d'expédients dans les villes.

Pour notre bonne bourgeoisie d'Etat chinoise une telle recrudescence de la lutte de classe ne pouvait tomber plus mal. L'accumulation du capital, déjà fort aléatoire, est encore compliquée par la crise mondiale qui compromet le programme d'investissement industriel. En effet, la difficulté d'écouler les marchandises chinoises sur les marchés extérieurs a imposé une réduction énergique des importations de biens d'équipements



sans empêcher la balance commerciale d'être pour la première fois depuis vingt ans déficitaire de 500 millions de dollars en 1973 et de un milliard de dollars en 1974. Les contributions des Chinois d'outre-mer et surtout les revenus tirés de Hong Kong (où la RP de Chine a de nombreux intérêts bancaires, commerciaux, immobiliers, etc. mais qui subit également la crise) ne suffisent plus à équilibrer ce déficit qui se répercute sur la balance des paiements elle-même.

Face à ces problèmes, on peut comprendre que le conflit entre les «deux lignes» dites capitaliste et socialiste mais en fait exprimant deux modes de gestion différents du capitalisme d'Etat a ressurgi avec plus d'acuité. La première vise à améliorer la productivité du travail et la rentabilisation du capital par des réformes proches de celles appliquées en URSS (réintroduction du profit, plus grande autonomie des entreprises, utilisation des stimulants matériels...) mais implique un «relâchement» de la pression politique et policière; la seconde préconise le maintien et le renforcement de ce contrôle par l'Etat et le Parti, tout en contenant les rémunérations à un niveau aussi bas que possible mais relativement égalitaire. L'objet du débat est donc clair : comment exploiter le plus efficacement les travailleurs chinois ?

Cependant dans l'état de faiblesse du capitalisme chinois un début d'application de la première ligne a immédiatement suscité une résistance ouverte de la classe ouvrière, profitant spontanément de tout affaiblissement de la contrainte étatique pour affirmer ses revendications de classe. Aussitôt la tendance dite «radicale» de la direction chinoise a engagé l'action pour renforcer la «dictature du prolétariat» c'est-à-dire la dictature du Parti.

Le biais qui a été choisi pour entamer la campagne révèle toutefois la combativité des travailleurs chinois. Tout triomphalisme abandonné, la direction du PPC doit appuyer son argumentation sur les vices du «socialisme» de la «période de transition», autrement dit la permanence de l'économie marchande. Dénoncer Confucius, les mauvais dirigeants, la mauvaise ligne, les trahisons diverses, ne suffit plus à mystifier la classe ouvrière et la paysannerie. Il faut expliquer que la racine du mal est structurelle, qu'elle tient à la nature même de l'étape dans la marche triomphale vers le communisme (qui viendra bien dans un millier d'années), qu'il est inutile de se révolter contre une situation qui a la fatalité des lois scientifiques et qu'il faut au contraire être toujours plus travailleur, plus discipliné et plus sobre.

Quitter ce chemin c'est tomber dans les plus sombres dépravations, et en particulier dans la pire de toutes, en venir à ressembler aux révisionnistes soviétiques. En effet, parallèlement à la critique des «droits bourgeois», la polémique contre l'URSS connaît une vigueur jamais démentie, et à plusieurs reprises le lien entre ces deux axes est explicitement affirmé. Ainsi Yao Wen-yuan dans l'article déjà cité explique :

«Dès qu'elle est au pouvoir, la nouvelle bourgeoisie commence par livrer le peuple à une répression sanglante tout en procédant à la restauration du capitalisme dans la superstructure, y compris dans les divers secteurs idéologico-culturels. Elle procède ensuite à une répartition en fonction du capital et des pouvoirs détenus, si bien que le principe «à chacun selon son travail» est vidé de sa substance. La poignée de nouveaux éléments bourgeois qui monopolisent les moyens de production détiennent en même temps sans partage le droit de répartir les articles de consommation et autres produits. — Tel est le processus de restauration qui s'est accompli aujourd'hui en Union Soviétique».

Par ailleurs des articles nombreux sont directement consacrés à la Russie, avec une nette orientation économique. Les derniers en date ont particulièrement insisté, au plan extérieur, sur l'exploitation renforcée des pays socialistes d'Europe (élévation du prix du pétrole soviétique) et au plan intérieur, sur la militarisation de l'économie, sur le caractère capitaliste du commerce, sur l'organisation scientifique du travail (méthode Chtchekino), sur les entraves à la diffusion des techniques nouvelles et sur les manipulations budgétaires. Il semble qu'un effort soit fait pour que rien n'échappe à la critique, dont il faut cette fois, au strict plan des faits, reconnaître le sérieux — il est vrai aidé par les effets de la crise mondiale. Rien ne permet d'affirmer encore que les prétendus partisans des «droits bourgeois» soient également favorables à une amélioration des relations avec la Russie, mais la logique de leurs choix, ainsi que la virulence des critiques, peut le laisser penser. En cela se vérifierait que depuis quinze ans l'histoire pour la bourgeoisie d'Etat chinoise, confrontée aux mêmes problèmes et soumise aux mêmes contraintes, est un perpétuel recommencement.

On peut toutefois dire que chaque étape est une clarification nouvelle. L'écart aujourd'hui entre les deux frères ennemis est si étroit qu'il atteint les derniers raffinements du subjectivisme. Rien ne les différencie plus que le poids relatif de l'adhésion des dirigeants aux «droits bourgeois», en tout état de cause inévitables. Là seulement se mesure la restauration du capitalisme ou la construction du socialisme. A ce point extrême de mystification discuter du marxisme chinois ne pourrait être que bouffonnerie délibérée.

Quant aux masses, elles sont invitées à contempler, subjuguées, ces hauts jeux académiques. Il n'est plus question de rechercher leur appui ou a fortiori leur participation : seule compte leur passivité résignée. Pour l'obtenir, on les engage doctement à suivre la «ligne juste», et on leur rappelle la nécessité de la dictature du prolétariat, ce qui pour chaque ouvrier ou paysan, en l'absence de cette bourgeoisie introuvable et mythique, sur qui elle est censée s'exercer, a le sens le plus clair qui soit. Et s'il leur arrivait de l'oublier, les milices ou l'Armée Populaire de «Libération» sont toujours prêtes, comme à Hangtchéou, à leur rafraîchir la mémoire.

GALAR

---

1. PEKIN INFORMATION n° 9, 3 mars 1975.

2. cf Ch REEVE, le tigre de Papier (**Spartacus** N° 48, série B)

LETTRE INEDITE DE LOUISE MICHEL

Au bagne, conflits de femmes

LES LETTRES DE LOUISE MICHEL A HENRY BAUER

Pour son héroïque participation à la Commune de Paris, Louise Michel fut condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée. Devant le 6e Conseil de Guerre à Versailles, le 16 décembre 1871, elle avait défié ses juges et glorifié l'œuvre de la Révolution du 18 mars, offrant sa tête pour la cause du peuple :

«Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance, et je dénoncerai à la vengeance de mes frères les assassins de la Commission des Grâces.»[1]

Après plusieurs mois de prison, c'est le départ pour la Nouvelle Calédonie, en août 1873, dans les cages du navire «la Virginie». A l'arrivée au bagne, l'administration pénitentiaire, en veine de galanterie, proposa aux «pétroleuses» un lieu de détention un peu plus confortable que celui réservé aux déportés masculins. Au nom de ses compagnes, Louise Michel refusa cette faveur et demanda à partager le sort des autres communards.

Au camp de NUMBO, elle sympathisa avec un journaliste d'une vingtaine d'années, ancien commandant de la Garde Nationale Fédérée, Henry Bauër. Les rigueurs de l'exil seront supportées par le jeune homme grâce à la vigilante et indéfectible amitié de la grande révolutionnaire.

Mais une décision administrative du 19 mai 1875 oblige la «Vierge Rouge» à quitter Numbo pour la baie de l'Ouest avec cinq de ses compagnes, par mesure disciplinaire. C'est alors que va s'échanger entre Louise Michel et Henry Bauër une correspondance qui fournit de précieux renseignements sur les conditions de la captivité et les rapports entre détenus.

Cette lettre du 1er mai 1876 donne une idée de la morale sexuelle quelque peu ascétique de la bonne Louise à propos des inévitables conflits qui assombrissaient parfois la vie communautaire des déportés :

Mon cher Henri,

N'oubliez pas de faire un paquet de chaussettes et de me l'apporter lundi et n'oubliez pas non plus qu'ici, c'est moi qui remplace un peu votre mère (si toutefois vous m'en jugez digne). Vous voudrez donc bien y penser.

Vous croyez que je n'ai pas de raison ! eh ! bien je défie quiconque a un grand empire sur lui d'entendre la discussion que j'entends en ce moment à travers deux murs sans bondir d'indignation et aller demander à ces buses quel grand intérêt elles ont à cracher sur moi et à se moquer de choses qu'elles ne comprennent pas. Moi je resterai extrêmement calme à écrire ma lettre et je leur pardonnerai tout comme je pardonnerai à Baptizet et Courageot.[2]

Pourquoi et de quel droit tous ces gens se mêlent-ils de ce que je puis penser, est-ce que cela les regarde ? Ne faut-il pas qu'on ouvre un œil curieux et stupide jusque sur ma pensée.

Elles croient y fouiller et ne trouvent que la leur dont elles m'affublent ; qu'elles aillent au diable.

Quant à Madame L...[3] *je lui ai dit, seule, la vérité et elle est la dupe de tous ceux qui mettent avec elle la fable du corbeau en pratique.*

Tant pis pour elle, elle verra au retour que tandis qu'elle me salissait ici j'ai eu soin de sa réputation là-bas jusqu'à écrire à Rochefort à propos de ce fameux recours en grâce qu'on lui imputait, ce sera là sa punition.

Louise Michel

S'il est vrai que la société ne soit composée que de gens asservis à ce qu'on appelle ici le tempérament et ne songeant qu'à leur intérêt et à l'assouvissement de leur rut, cela fait soulever le cœur.

Quand ces dames sont venues l'autre jour visiter mon paquet, j'ai essayé en vain de dérober à leur regard un bouquet d'œillets encadrés que Marie[4] *m'a envoyé, elles ont dû profaner encore ce souvenir de leurs bêtises moqueuses. Mais j'aime mieux encore ma place torturée par leur inquisition bête que la leur, ce que j'entends est si stupide qu'il n'y a plus même de place pour la colère.*

Souvenez-vous bien de ce que j'ajoute ici, c'est que devant une aussi haute bêtise, je ne répondrai plus jamais à aucune sottise, on peut écraser le serpent mais on ne tue pas les oies qui courent après vous.

Si je vous traduisais les **considérations** *que j'entends en ce moment à travers les deux murs susdits et que nous fussions persuadés que les trois quarts de la déportation en sont là, ce serait à mesurer ce qu'il y a de distance entre eux et Passedouet*[5].

En voilà bien long mais quand on ne doit plus s'occuper d'une chose on la regarde une dernière fois.

Merci des «Châtiments» il y a là de quoi oublier souvent. L'oubli pendant la vie et le sommeil de la mort après ce n'est pas épouvantable.

Ne prenez pas ma lettre pour des jérémiades ; je ne me suis jamais senti autant de calme. Voir jusqu'au bout est un bonheur comme un autre.

S'il est vrai que chaque dévouement ne soit que calcul et intérêt, que l'amour soit un accouplement et le but de la vie de procurer le plus de jouissance possible à notre pauvre petit individu, je préférerai être tout à fait singe ou animal quelconque au moins la situation serait nette.

Au revoir, je ne relis pas ma lettre suivant mon habitude, cherchez donc à loisir n'importe quoi dans la pensée ou dans la forme peu m'importe.

Je n'en suis pas moins un peu votre mère pour le reste de la déportation qui durera encore longtemps.

Je vous serre la main.

Louise MICHEL

P.S. : Si j'avais à ma disposition une ville entière parlant comme j'entends à travers les susdites portes je la pétrolerai mille fois sans (suivent quelques mots illisibles).

En Nouvelle-Calédonie, Louise Michel fut donc pour Henry Bauër à la fois une mère et une sœur. Elle le calmait dans ses accès de désespoir mais ne passait ni sur ses faiblesses ni sur ses défauts.

Les deux amis se soumettaient leurs travaux littéraires et se critiquaient mutuellement. Louise Michel envoyait à Henry Bauër des vers qui ne constituent pas la meilleure part de son œuvre, mais elle y mettait toute la sincérité de sa foi intransigeante. «**Après tout**» est un de ces poèmes dédiés à Henry Bauër :

Il est bon que le sort vous frappe avec largesse;
Les ennemis font bien de vous broyer le cœur :
Il est bon que la coupe où la lèvre se presse
recèle un breuvage trompeur.
Lorsque vous aurez vu les plus poignantes choses,
Quand vous aurez subi tout ce qui fait souffrir;
Vous ne chercherez plus les décevantes roses
que les songes viennent offrir.
Vous vous sentirez forts, ayant ce calme immense
Que rien ne trouble plus ; vous verrez froidement
Tout ce qui ravirait les autres d'espérance,
ou ferait bouillonner leur sang.
Votre être est devenu comme une ombre étrangère

Qu'avec indifférence on regarde passer;
Comme l'eau d'un torrent, on verrait sur la terre
Sans regret tout son sang couler.
Et si l'on sent parfois, cesser la paix étrange,
Longue paraît la vie, et sinistres les jours !
Il semble que **l'on boit** * du fiel et de la fange
Et que cela soit pour toujours.
C'est alors qu'on est mûr pour quelque œuvre géante;
Alors que rien ne fait joie, espoir ou frayeur.
Il faut tremper le fer à la fournaise ardente,
Il faut à l'homme le malheur !

Avez-vous vu jamais, que sans broyer la grappe
Pour le festin joyeux, on puisse avoir le vin :
ou le froment doré, que la faucille sape,
Sans la meule donner le pain.

**Je sais qu'à la 5e strophe il faudrait : il semble que l'on boive. Mais il y a dans les meilleurs auteurs des verbes plus tourmentés — Louis Michel —*

Après l'amnistie, Henry Bauër fit une carrière brillante dans le journalisme mais il n'oublia jamais sa vieille amie Louise Michel et prit sa défense chaque fois qu'elle fut attaquée par la presse réactionnaire.

Marcel Cerf

1. Lissagaray — Histoire de la Commune de 1871 — pages 349-350. Librairie Marcel Rivière et Cie. Paris 1947.
2. Il s'agit de deux déportés qui ont dû médire de Louise Michel.
3. Madame Lemel (1827-1921) — militante syndicaliste, compagne de lutte de Varlin.
4. Marie Ferré sœur de Théophile Ferré, membre de la Commune fusillé par les Versaillais le 28 novembre 1871.
5. Passedouet (1838-1876) journaliste — chef de la 19e légion d'un grand courage — mourut dans un accès de folie à la presqu'île Ducos.

Note : La lettre de Louise Michel du 1er mai 1876 est extraite de la correspondance inédite de Louise Michel à Henry Bauër publiée en annexe à la biographie d'Henry Bauër «LE MOUSQUETAIRE DE LA PLUME» par Marcel Cerf.

Cet ouvrage qui renferme un nombre considérable de documents rares ou inconnus paraîtra au cours du 4e trimestre 1975.
Prix : 30 Francs + 6 francs (frais de port et d'emballage).
Souscriptions : Virement postal ou chèque bancaire à l'ordre de : Marcel CERF — **Académie d'Histoire**, 23, rue Louis le Grand, 75002 Paris.

LE BREF ETE DE L ANARCHIE

de Hans Magnus Enzensberger

(Editions gallimard)

Le «roman» de Hans Magnus Enzensberger est sous-titré : «La vie et la mort de Buenaventura Durruti».

Etrange livre que celui-là, ayant apparemment pour auteur un des intellectuels d'extrême gauche allemands. Enzensberger, qui est né en 1929 et anime la revue **Kursbuch**, a publié plusieurs essais et volumes de poèmes qui témoignent très clairement de son «inquiétude» politique et sociale, de son «engagement» en un temps difficile où chaque tentative d'en finir avec l'ordre établi à Prague, Gdansk, à Santiago du Chili, s'achève dans le sang des victimes, les hurlements des torturés, les bruits de bottes et de crosses des nouveaux maîtres.

«Apparemment pour auteur», ai-je écrit quelques lignes au-dessus. En effet, ce «roman», Enzensberger n'en a pas écrit une ligne. Il a procédé à une série de collages de textes empruntés à de nombreux auteurs (témoins, leaders révolutionnaires, historiens, journalistes).

Choisissant de «raconter» l'épopée de Durruti, l'écrivain allemand a été obligé de reconsidérer la pratique narrative classique. Il a été contraint de se poser la question : «qu'est-ce que l'Histoire». Il a répondu ainsi : «une fiction collective».

Avec raison.

L'histoire effectivement ne saurait être ramenée à un certain nombre de données objectives (dates de naissance, dates de batailles, de traités, d'accords, etc.) saupoudrées de quelques éclairages psychologiques plus ou moins savants.

En ce qui concerne l'odyssée de Durruti, nous disposons du très remarquable ouvrage dû au camarade Abel Paz. Et qu'ici on me comprenne bien. Il n'est pas question d'opposer méchamment Paz à Enzensberger. Paz a fait un livre sérieux, un livre de connaisseur, un livre bourré d'indications, de faits, d'événements, de chiffres. Il a suivi de façon linéaire son «héros», il l'observe avec une sorte d'œil-miscroscope. Rien de ce que fait ou dit ou agit Buenaventura n'échappe à l'auteur qui connaît la question sur le bout du doigt.

Voilà un livre instructif, nécessaire, d'autant plus nécessaire qu'étant donné la situation historique, les éditeurs rechignent à publier des ouvrages éclairant des pans entiers de l'histoire falsifiés par les plumitifs larbins de Moscou. Voilà donc un livre qui déchire l'ombre, qui remet en place hommes et faits. Un livre qui exalte, irrigue le songe, anime les sangs. Un livre qui donne envie d'autre chose, d'un monde différent.

Et pourtant, malgré l'accumulation des faits, le personnage «Durruti» nous échappe dans l'ouvrage de Paz. Centré sur le parcours d'un individu et quoique ce dernier soit sans cesse mêlé, relié à la communauté de lutte, il ne fait pas la preuve que l'histoire est «création collective» et par-delà «fiction collective». Que l'histoire n'est pas seulement produite par le jeu dialectique mécanique des luttes de classes, des rapports économiques, mais qu'elle naît aussi de bien d'autres ventres, de bien d'autres désirs, de bien d'autres appels et urgences, nécessités et famines.

Et là m'apparaît la «qualité» du «roman» de H.M. Enzensberger. En procédant à un «collage» de paroles, tracts, extraits de brochures, de journaux, discours, en refusant l'esclavage de la stricte chronologie, l'écrivain me paraît procéder un peu comme le cinéaste auteur du film «Salvatore Giuliano» où sans cesse on revenait au cadavre du «bandit» pour explorer une nouvelle piste, un nouveau chemin.

C'est-à-dire qu'à travers ces voix mêlées, contradictoires parfois, lyriques ou serrées, émerge dans sa plénitude possible le personnage de Durruti, définitivement homme réel et mythe confondus.

Et du même coup émerge une sorte de photographie du mouvement libertaire, et par-delà celle-ci, c'est une saisie de la réalité espagnole d'un demi-siècle qui devient possible.

Nous nous enfonçons dans une épaisseur historique charnelle, nous touchons tous les pôles du temps, nous assumons toutes les forces antagonistes, nous sommes au cœur de l'embrasement, de l'empoignade, de ce feu qui soulève les foules en marche vers une aube pressentie.

Durruti et ses compagnons de combat, les anonymes acquièrent de la sorte une «vie» que l'historien ne saurait conférer à ses personnages. De plus, l'éthique libertaire, la nature du combat anarchiste nous sont plus directement visibles. Le tourbillon, les tâtonnements, les fièvres, les explorations hasardeuses d'un «possible» détecté ne trouveraient pas leur plus puissante expression selon un narratif classique.

Enzensberger a mis en lumière les limites, les lacunes forcées des «historiens». Grâce à lui, Durruti n'est plus un individu ou plus exactement l'individu Durruti devient la respiration, la marche même de l'Espagne du Peuple chère à Antonio Machado, de l'Espagne écrasée jadis, de l'Espagne en gestation, à naître.

SANCHO

COMMENT NE PAS LIRE REICH

1

«Vu le Décret populaire du 4 février 1933, les publications «Qu'est-ce que la conscience de classe?» d'Ernest Parrel, «Matérialisme dialectique et psychanalyse» de Wilhelm Reich (...) ainsi que toutes les publications ultérieures de la même collection, seront saisies et retirées de la circulation en Prusse par la police, attendu qu'elles menacent la sécurité et l'ordre public».

41230/35 II2BI Berlin 9.4.35. Gestapo

En 1933, fuyant l'Allemagne nazie, en butte à l'hostilité des staliniens et en passe d'être exclu de l'Association Psychanalytique Internationale, Wilhelm Reich, âgé de 36 ans, écrivait : «... **la crise économique qui aurait dû entraîner, conformément aux attentes, une évolution à gauche de l'idéologie des masses, avait conduit à une évolution d'extrême droite des couches prolétarisées**...» (7)*

Ainsi Reich est peut-être actuel.

Mais pour comprendre cette actualité éventuelle, il faut d'abord dégager l'œuvre de «l'intrépide docteur Reich» (16) des fausses querelles et des malentendus intéressés.

2

«Il nous faut en outre constater que la situation économique ne se transpose pas d'une manière immédiate et directe dans la conscience politique. Si c'était le cas, il y a très longtemps que la révolution sociale serait là.»

W. Reich (7)

Le «freudomarxisme» inventé par les staliniens contre Reich n'hésite pas. Selon Reich, les explications par la psychanalyse trouvent leur limite là où commencent la physiologie (5) et la sociologie (7), et vice-versa. Reich soutient «**que le problème fondamental d'une bonne psychologie n'est pas de savoir pourquoi l'homme affamé vole, mais au contraire pourquoi il ne vole pas**» (9). La psychanalyse est matérialiste quand elle explique la structure psychique des individus par les contradictions de la vie sociale, (la famille patriarcale) (10). Elle est dialectique quand elle rend compte du retard du facteur subjectif de l'histoire sur le développement économique (7) et permet de le dépasser.

3

«Arrêtez la distribution.

Les brochures de Reich, diffusées par l'Association culturelle ont été retirées de la vente et leur distribution est interdite. C'est par suite d'un malentendu que l'on avait assuré cette distribution.

Dans les brochures de Reich, la façon d'aborder les problèmes est en contradiction avec l'éducation révolutionnaire des enfants et des adolescents...»

Roter Sport (Organisation sportive du Parti Communiste allemand) 5 décembre 1932.

Au soir du 18 juillet 1927, à la lumière du Palais de Justice incendié par les ouvriers viennois, Wilhelm Reich s'inscrit au Parti Communiste. Auparavant il n'a été qu'un «universitaire naïf et inoffensif» (1). Il va tenter pendant sept ans, par tous les moyens et avec un succès certain, de former un mouvement de masse où s'unissent l'action politique et la révolte sexuelle des jeunes. Reich n'attribuera l'échec du mouvement Sexpol qu'a l'opposition des dirigeants staliniens et à la répression nazie.

4

«La politique et la psychologie forment ici une symbiose confuse. Nous sommes sûrs que la psychologie n'a rien à y gagner... Il faut donc dire clairement que les tentatives «scientifiques» dont il s'agit ici n'ont plus rien à voir avec la psychanalyse, qu'aucun disciple actuel de Reich n'a plus le droit de se réclamer de la psychanalyse...»

R. Wälder, dans Imago (1934) (4)
Organe de l'Association psychanalytique Internationale.

Reich n'est pas Freud et encore moins Lacan. Il critique (5) puis réfute (6) l'introduction «purement spéculative» et réactionnaire d'un instinct de mort aussi fondamental que l'instinct de vie (Freud, Au delà du principe de plaisir). Il lui appartient d'avoir vraiment compris l'importance de la sexualité génitale. La névrose, retour morbide aux conflits de l'enfance, ne prend toute sa force que parce que les voies de la satisfaction sexuelle sont barrées de toutes parts (5). Armé d'une théorie conséquente de la génitalité (5), Reich peut développer une caractérologie matérialiste (7). Ceux qui refusent l'idée d'une génitalité «normale», se condamnent non seulement à l'absence flagrante de théorie du caractère dans la psychanalyse freudienne (constatée dans (4) et (5)), mais à l'incapacité théorique et pratique vis-à-vis des névroses (5).

5

«L'individu qui sublime **désire** *travailler et en retire du plaisir; celui qui travaille sur le mode réactionnel est* **obligé** *de travailler... et quand il a terminé une tâche, il lui faut en commencer une autre aussitôt, car pour lui, le travail est une fuite devant le repos.»*

W. Reich (6)

Le langage de Reich fait obstacle. Lourdement psychanalytique avant 1927, lourdement léniniste de 1927 à 1936, confus et vitaliste après 1936, il n'exprime certes pas seulement l'échec du premier mouvement ouvrier. Mais on ne peut en tirer un prétexte facile pour annihiler ses découvertes et ses questions. L'aptitude au **travail** et à la jouissance comme caractéristique du caractère génital (5) et (6), fait par exemple l'objet d'une fausse querelle puisque Reich affirme par ailleurs : «**Dans notre civilisation, l'individu moyen travaille beaucoup plus fréquemment sur le mode réactionnel que sur le mode de la sublimation**» (6). Et il est devenu clair aujourd'hui que le seul travail créateur est la critique du travail aliéné.

6

Afin de réfuter complètement l'objection de l'infection par l'air, je commençai dès 1936 à mettre les préparations de bions à l'autoclave pendant une demi-heure à 1200 C... Pendant des semaines, j'examinai ces bions SAPA (de Sand et Packet) tous les jours pendant plusieurs heures. Au bout de quelques temps mes yeux commencèrent à me faire mal quand j'observai longtemps au microscope (...) Finalement une violente conjonctivite se déclara et je dus aller voir un ophtalmologiste. Il trouva mon aventure «fantastique», me prescrivit un traitement, me dit de porter des lunettes noires et de m'abstenir de travailler au microscope pendant quelques semaines. Mes yeux guérirent mais alors je savais que j'avais affaire à une radiation.

W. Reich (11)

Et puis... il faut enterrer Reich. Et l'enterrer vivant. Vers l'an de grâce 1936 sans doute. Dans ses recherches sur l'aspect somatique des névroses il utilise de plus en plus abusivement des raisonnements par analogie (1934, Technique de la végétothérapie dans (2)). Il commence à prendre des vessies comme modèle du caractère masochiste et finit par les prendre pour des lanternes (11). En cherchant l'énergie vitale sous le microscope, l'isolement de la raison séparée a engendré des monstres.

7

Pendant longtemps, j'ai été en contact avec toi (petit homme) parce que je connaissais ta vie par mes propres expériences et que je voulais t'aider (...). Peu à peu j'ai réalisé que tu acceptais mon aide mais que tu étais incapable de la défendre. Je l'ai défendue et j'ai livré de rudes combats à ta place. Puis arrivèrent tes führer qui détruisirent mon œuvre. Tu ne disais mot et tu les suivais. Or j'ai maintenu le contact avec toi pour voir comment t'aider sans périr en devenant ton führer ou ta victime.

W. Reich (12)

Reich a toujours voulu être un savant. Apporter de l'extérieur la guérison aux masses malades fut son souci constant aussi bien comme médecin psychanalyste que comme militant communiste ou comme Nouveau Prophète de la Vie. Il a compris le dérisoire des traitements psychanalytiques face à la génération sociale des névroses (5), (6), (7); il a appris au contact des «masses» l'opposition entre leur désir et leur direction révolutionnaires, mais la perte de ces illusions-ci n'emporte pas celle-là où il se perdra (12). Toutefois ce reproche trouve sa limite générale dans l'inéluctable séparation de tout révolutionnaire et sa réfutation particulière dans le fait qu'au moins jusqu'en 1934 Reich a été en prise directe avec la réalité sociale et que ses

DIE FUNKTION

(LA FONCTION

Venu de la sexologie à la psychanalyse par la cohérence et le caractère révolut Mais tandis que celui-ci, en gros à partir l'ordre établi et renonce à approfondir s dans le psychisme, tâches qui étaient in poursuivre hardiment l'exploration de ce théorie de la répression sexuelle, c'est-à- sure une fonction essentielle dans le m des caractères mieux préparés à la soum joint et complète Marx en lui apportant C'est aussi par ce biais qu'il démasqua naire de la société soviétique.

Die Funktion des Orgasmus (La fonct rapport avec le livre autobiographique pu la première voie : l'approfondissement d que cela puisse paraître, la psychanaly contentait d'y faire allusion. La découve cet ouvrage, consiste à avoir montré qu sexuelle et que c'est sur elle que la sexuelle, indissociable de la libération so tal, lequel est effectivement «le contrep

DES ORGASMUS

DE L'ORGASME)

Wilhelm Reich (1897-1957) est d'abord attiré naire des **premières** conceptions de Freud. e 1920, à la fois recule devant la critique de théorie du rôle fondamental de la sexualité iquées par ses propres prémisses, Reich va deux voies. Celles-ci se recouperont dans la re dans l'idée que la répression sexuelle as- nisme de la domination sociale, produisant sion qu'à la liberté. C'est ainsi que Reich re- dimension psychologique qui lui manquait. e son côté, le caractère pseudo-révolution-

n de l'orgasme, 1927, qui n'a qu'un lointain é plus tard sous le même titre) correspond à a théorie de la sexualité. Car, aussi curieux avait cessé d'étudier la sexualité; elle se fondamentale de Reich, qui est le sujet de a génitalité est le véritable noyau de la vie pression s'exerce réellement. La libération le, passe par la libération de l'orgasme génion de toute névrose».

découvertes nous parlent encore. Hommage soit rendu au dernier savant honnête !

8

Le caractère n'est donc pas une simple excroissance maladive que l'on pourrait traiter séparément, mais en même temps un remède individuel dans une société globalement malade, remède qui permet de supporter le mal en l'aggravant. Les gens sont dans une grande mesure complices du spectacle régnant. **Le caractère est la forme de cette complicité.**

Nous soutenons que les gens ne peuvent dissoudre leur caractère qu'en contestant la société entière (ceci contre Reich quand il envisage l'analyse caractérielle d'un point de vue spécialisé), tandis que la fonction du caractère étant de s'accommoder de l'état des choses, sa dissolution est un préalable à la critique globale de la société. Il faut ruiner cette circularité.

J.P. Voyer (16)

Le caractère doit être dissous ! Les mœurs doivent être dissolues ! La destruction de cette nouvelle Carthage, certains la suspendent entièrement à la révolution sociale, comme si les éducateurs révolutionnaires n'étaient pas éduqués; d'autres la décrètent, ici et maintenant, par un singulier renforcement du moi qui fait abstraction du caractère lui-même.

9

Ce qui nous importe n'est pas la structure individuelle de notre caractère, ni l'explication de sa formation, **c'est l'impossibilité de son application à la construction des situations.**

J.P. Voyer (16)

Tel quel, Reich n'est évidemment plus actuel. Quel est le rôle de la génitalité ? Comment le caractère sera-t-il dissous ? Comment l'idéologie devient force matérielle ? Qu'est-ce que la conscience de classe ? Le prolétariat d'aujourd'hui apporte ses propres réponses. La révolution effectue le contrôle continu des connaissances. Interrogation à la prochaine émeute.

* Les chiffres entre parenthèses renvoient à la bibliographie contenue dans la deuxième partie du texte.

COMMENT LIRE REICH

1

On peut commencer par **1) Les hommes et l'Etat** (Constantin Sinelnikoff, 5, avenue du Puits, Nice, 1973), autobiographie datant pour l'essentiel de 1938 avec des corrections de 1953. L'itinéraire politique de Reich se dégage ici clairement des combats qu'il mène entre 1922 et 1938.

L'ensemble des découvertes psychologiques de Reich de 1922 à 1939 est résumé par lui-même dans The discovery of the Orgone, Part I : The function of the orgasme (New-York, 1942) qui a été traduit sous le titre abusif de **2) La fonction de l'orgasme** (L'Arche, Paris, 1952).

Dans **3) La révolution sexuelle** (Vienne, 1930-36; 10/18, Paris, 1970), Reich envisage la fonction politique de la répression sexuelle à la fois dans le développement de la psychanalyse, dans le mariage, dans l'impossibilité du réformisme sexuel et surtout dans l'étouffement de la révolution sexuelle en URSS.

2

La conception de plus en plus matérialiste de la psychanalyse de W. Reich est exposée dans ses trois livres cliniques.

4) Der triehafte Character (Vienne, 1927, Le caractère impulsif, à paraître dans la collection Présence de la libido). Reich y psychanalyse en particulier les psychoses qu'il a rencontrées dans les milieux pauvres où le conflit moi-monde extérieur ne s'est pas toujours intériorisé.

La théorie reichienne des névroses et de l'angoisse, les concepts de puissance orgastique et de génitalité avec leurs conséquences sociales* et cliniques sont explicités dans **5) Die Funktion des Orgasmus**, Psychopathologie et sociologie de la vie sexuelle (Vienne, 1927; en français aux Editions du nouveau monde, Paris, 1975).

La technique psychanalytique qui part des résistances caractérielles et non de l'interprétation immédiate des données de l'inconscient et la caractériologie reichienne fondée sur l'opposition caractère génital-caractère névrotique sont exposées dans **6) L'analyse caractérielle** (Vienne, 1933; C. Sinelnikoff, Nice, 1971).

3

Les contributions de Reich à la critique socio-politique sont nombreuses :

Tout d'abord l'admirable **7) Psychologie de masse du fascisme** (Copenhague, 1933; Editions de la pensée molle, Paris, 1970). Reich y démontre comment la famille patriarcale, «usine à idéologie», joue le rôle de courroie de transmission entre les exigences économiques de la société bourgeoise (travail aliéné) et la structure psychique adaptée à ces exigences (caractère névrotique). Ainsi l'idéologie devient force matérielle. Et le fascisme faisant appel aux passions irrationnelles ainsi créées ne peut que l'emporter sur la critique prolétarienne, tant que celle-ci ne se réclame que d'une raison morale désincarnée et non des passions rationnelles de la jeunesse.

Dans **8) Matérialisme dialectique et psychanalyse** (Berlin-Moscou, 1929; traduction anonyme, Paris, 1970), Reich se défend de façon plutôt plate contre les marxistes qui ne voient dans la psychanalyse qu'une science idéaliste.

Parmi les brochures éditées entre 1931 et 1934 par SEXPOL (Association allemande pour une politique sexuelle prolétarienne), **9) Qu'est-ce que la conscience de classe ?** (Copenhague, 1934; C. Sinelnikoff, Nice, 1971), sans trop tomber dans la propagande léniniste (Reich vient d'être exclu du PCA et critique la séparation entre le parti et les besoins des masses), répond à la question de façon claire, succincte, et parfois très actuelle.

D'autre part, poursuivant les travaux anthropologiques de Morgan et Malinowski, Reich démonte le mécanisme économique de **10) L'irruption de la morale sexuelle** (Berlin, 1932; 1re partie Editions de la pensée molle, Paris, 1973). Voilà qui pulvérise le «mythe scientifique» du meurtre du père par ses fils (Freud, **Totem et tabou**) et ouvre la voie à une société où régnerait non une morale sexuelle mais une «économie sexuelle» auto-régulée.

4

L'œuvre de Reich après 1936 a été abondamment éditée par l'Orgone Press Institute et traduite aux Editions Payot : **11) La découverte de l'orgone,** vol. II : **La biopathie du cancer, 12) Ecoute, petit homme, 13) L'éther, Dieu et le Diable, 14) La superimposition cosmique** et **15) Le meurtre du Christ** aux Editions Champ Libre. On peut lire 12) pour constater le tragique isolement de Reich à cette époque.

La W.R.I.T.F. (Fondation Wilhelm Reich pour l'Enfance), héritière de Reich, n'autorise, contrairement aux volontés expresses de Reich (cf. Testament de Reich in 5) que la publication des œuvres de la période américaine (1939-1957) ou des œuvres de la période européenne (1922-1939) que Reich a remaniées aux Etats-Unis dans le sens de ses conceptions biophysiques d'alors. Ce sont ces versions remaniées, rendues encore plus détestables par leur traduction, qui ont été mises sur le marché et présentées comme les œuvres originales par les Editions Payot. Il en résulte que les seules éditions et traductions des œuvres européennes de W. Reich, conformes à ses idées premières, n'ont pu être que «pirates». (1/5/6/7/8/9/10)

5

Sur Reich, on lira au premier chef le stimulant et provocateur pamphlet de J.P. Voyer **16) Reich Mode d'emploi (Editions Champ Libre, 1971). D'autre part, Constantin Sinelnikoff résume habilement dans 17) L'œuvre de Wilhelm Reich** (Maspero, Paris, 1970) les écrits de la période européenne (1920-1939).

Paris, le 3 août 1975

* Reich critiquera ultérieurement (1) certaines de ses affirmations de cette époque où il restait encore freudien.

DIE FUNKTION DES ORGASMUS

(LA FONCTION DE L'ORGASME)

Venu de la sexologie à la psychanalyse, Wilhelm Reich (1897-1957) est d'abord attiré par la cohérence et le caractère révolutionnaire des **premières** conceptions de Freud. Mais tandis que celui-ci, en gros à partir de 1920, à la fois recule devant la critique de l'ordre établi et renonce à approfondir sa théorie du rôle fondamental de la sexualité dans le psychisme, tâches qui étaient impliquées par ses propres prémisses, Reich va poursuivre hardiment l'exploration de ces deux voies. Celles-ci se recouperont dans la théorie de la répression sexuelle, c'est-à-dire dans l'idée que la répression sexuelle assure une fonction essentielle dans le mécanisme de la domination sociale, produisant des **caractères** mieux préparés à la soumission qu'à la liberté. C'est ainsi que Reich rejoint et complète Marx en lui apportant la dimension psychologique qui lui manquait. C'est aussi par ce biais qu'il démasqua, de son côté, le caractère pseudo-révolutionnaire de la société soviétique.

Die Funktion des Orgasmus (La fonction de l'orgasme, 1927, qui n'a qu'un lointain rapport avec le livre autobiographique publié plus tard sous le même titre) correspond à la première voie : l'approfondissement de la théorie de la sexualité. Car, aussi curieux que cela puisse paraître, la psychanalyse avait cessé d'étudier la sexualité; elle se contentait d'y faire allusion. La découverte fondamentale de Reich, qui est le sujet de cet ouvrage, consiste à avoir montré que la génitalité est le véritable noyau de la vie sexuelle et que c'est sur elle que la répression s'exerce réellement. La libération sexuelle, indissociable de la libération sociale, passe par la libération de l'orgasme génital, lequel est effectivement «le contrepoison de toute névrose».

RENAULT 1975
un nouveau système bureaucratique

Neuf semaines de débrayages, de grèves perlées, une guerre d'usure aux multiples rebondissements entre une Direction intransigeante et les travailleurs de la Régie, essentiellement les plus combatifs, ceux de l'usine du Mans. Enfin, après une dernière série de péripéties, la négociation finale et des résultats bien loin de ce qu'espéraient les travailleurs. Après l'échec de la grève des P.T.T., fin 1974 (1), quel bilan peut-on tirer de cette grève, la plus longue de toute l'histoire des luttes chez Renault ? Pour cela, il est nécessaire d'étudier le contexte dans lequel elle s'est déroulée, c'est-à-dire la crise du capital qui touche durement l'industrie automobile.

RENAULT ET LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

De tous les constructeurs, Renault est celui qui a jusqu'ici le mieux résisté à la crise. Ses succès à l'exportation montrent sa compétitivité par rapport à ses concurrents et celle-ci s'explique essentiellement par la meilleure productivité du travail. Si les salaires y sont un peu supérieurs à la moyenne, et ceci surtout en province, les cadences de production, en revanche, y sont particulièrement fortes et les grèves qui ont éclaté sur les chaînes ces dernières années (2) montrent amplement que l'on travaille dur chez Renault.

Mais depuis quelques mois, la récession frappe de plein fouet l'économie française en général, le chômage augmente, la production diminue et les ventes d'automobiles, même chez Renault, sont en baisse. Les perspectives pour l'avenir s'assombrissent de jour en jour. Si Renault ne veut pas être obligé un jour ou l'autre de licencier, comme doit le faire Volkswagen en ce moment même (15 à 20.000 salariés), il faut continuer à augmenter la productivité au moindre coût, c'est-à-dire consentir le strict nécessaire sur les salaires. Il n'est pas question dans la situation actuelle de laisser ces derniers tenter de rattraper l'inflation. L'exemple de l'Angleterre où les travailleurs continuent d'arracher des hausses de salaire spectaculaires, supérieures à la hausse des prix, avec pour conséquence la faillite du principal constructeur, British Leyland, est une menace précise pour tous les autres capitalistes. Par ailleurs, l'échec de la grève des P.T.T. a permis de constater que, pour l'heure, les travailleurs, pourtant capables de tenir une grève longue, n'étaient pas prêts à se donner les moyens de gérer eux-mêmes leur grève, continuaient à s'en remettre à leurs syndicats du soin de les diriger, ce qui, à terme, permet au pouvoir, rassuré sur les limites de la lutte, d'user la grève et de faire échec aux revendications. Dans ces conditions la voie est toute tracée, il est nécessaire et possible de briser la résistance ouvrière là où elle se manifeste le plus fortement, même au prix d'un manque à gagner immédiat et au risque d'une erreur d'appréciation. Cette tendance dure qui existe aussi bien au gouvernement que parmi les capitalistes se manifeste tout au long de la grève en la personne du Secrétaire général de la Régie, Ouin, qui va montrer sa volonté d'user la combativité des O.S. du Mans, utilisant avec habileté l'arme du chômage technique, exigeant le préalable de la fin de la grève perlée pour négocier, refusant toutes les revendications autres que la révision des classifications, torpillant volontairement par ses déclarations violentes les négociations engagées.

La Direction générale ne va pas hésiter à licencier 17 ouvriers dont trois délégués, menaçant 63 autres travailleurs de la même sanction, alors que le mouvement ne fait que commencer. C'est un coup de force destiné aussi bien aux travailleurs qu'aux syndicats. Trois semaines plus tard, nouveau coup de poing à usage exclusif des syndicats : la C.G.T. du Mans est assignée devant le Tribunal pour emploi d'un moyen de pression illicite, la grève perlée. On n'avait jamais vu ça à la Régie où Direction et syndicats avaient l'esprit «maison», avec la même préoccupation de défendre l'entreprise «nationale». Il y a bien volonté délibérée à la fois de provoquer les travailleurs les plus combatifs pour mieux les mettre à genoux et en même temps intimider les autres tout en faisant comprendre aux syndicats que ce n'est pas le moment de jouer aux petits soldats.

Mais il existe aussi une tendance au compromis. La crainte toujours vive d'une explosion comparable à celle de mai 68 et qui résulterait justement d'échecs ouvriers répétés est présente à l'esprit de nombreux dirigeants, qui sont prêts à lâcher un peu de lest pour éviter un affrontement dangereux. Aussi voit-on agir alternativement ceux qui soufflent sur le feu et ceux qui veulent l'éteindre. Ainsi l'augmentation obtenue par les 450 caristes et manutentionnaires de l'île Seguin qui ont été le point de départ du mouvement le 11 février — une prime d'attente de 22,50 F et des majorations horaires pouvant atteindre 80 centimes en attendant des négociations globales sur les classifications un mois après — va être étendue à l'ensemble du personnel. C'est peu, mais cela peut suffire, dans l'esprit de certains, à désamorcer des velléités revendicatives.

Le P.D.G. Dreyfus est le représentant de cette tendance souple qui a toutes les faveurs des syndicats. Tout au long du conflit il se fait remarquer par la modération de ses propos contrastant avec ceux de Ouin ; alors que le conflit s'enlise, c'est Dreyfus qui, début avril, relance la négociation, alors même que Ouin vient de rompre brutalement les négociations commencées pourtant grâce à un geste des syndicats approuvé par les travailleurs du Mans (une journée sans baisse de production). Le ton conciliant du P.D.G. s'oppose à celui du Secrétaire général qui, par deux fois encore, retardera au profit de la Régie l'ultime négociation. Face à cette attitude sinueuse de la Direction, quelle a été la réaction des travailleurs ?

LES TRAVAILLEURS DANS LA GREVE

La combativité de l'ensemble des travailleurs de la Régie, exception faite pour l'usine du Mans dont on parlera plus loin, n'a pas été une menace réelle pour la Direction. L'initiative de la lutte semble même avoir échappé à la base qui s'est contentée d'appuyer — parfois de tout son poids — ceux qui font profession de la diriger : les syndicats. Fait nouveau : le P.C. a lui aussi joué un rôle non négligeable dans le déclenchement et la poursuite du conflit. Que le mécontentement des ouvriers en général et surtout des O.S. — tous durement soumis à des cadences véritablement infernales — existe, c'est certain et cela s'est manifesté notamment par la revendication de 250 F pour tous, imposée aux syndicats, ainsi que par les réactions plus dures de certains groupes d'ouvriers.

Mais la situation de crise, de menace de chômage semble avoir paralysé bon nombre d'O.S., en particulier les immigrés, les plus menacés, alors même qu'en d'autres circonstances ces mêmes travailleurs s'étaient trouvés parmi les plus combatifs. Quant aux autres, leur situation relativement privilégiée chez Renault, où l'on n'a encore licencié personne, ni subi des mesures de chômage technique fort nombreuses ailleurs, semble avoir pesé lourd dans la balance. A Billancourt en particulier, les débrayages ne touchent qu'un nombre limité d'ateliers et les chaînes de montage ne sont arrêtées que sporadiquement. L'attitude des deux départements qui semblent avoir été parmi les plus chauds, le 77 (3) (O.P. entretien-dépannage) et le 38 (O.S. immigrés-soudeurs) est instructive. Dans le premier, les travailleurs revendiquent 300 F pour tous et un seul taux, le maxi. Estimant la situation favorable, ils veulent développer le mouvement chez les O.P. Au 38, les revendications des immigrés sont beaucoup plus modestes. Le coefficient 165 pour tous (au lieu de 160) et le paiement des heures perdues à 50 % (la direction propose 45).

Après quelques jours de débrayage, les soudeurs reprennent le travail, ayant obtenu des garanties. Alors que seule une extension de la grève à tous les travailleurs peut espérer faire lâcher la Direction, chacun reste dans son coin. De même après les mesures de chômage technique, les ripostes, quand il y en a, sont fragmentaires et à aucun moment il ne sera question d'adopter par exemple la grève perlée telle qu'elle existe au Mans ou d'occuper les usines comme cela s'était fait en 1971. Après les mesures de répression de la Direction, les travailleurs acceptent la dérobade des syndicats qui se contentent d'envoyer une délégation à Chirac et d'ajouter la levée des sanctions et le respect du droit de grève à la suite des revendications, bien que des équipes d'ouvriers aient proposé d'accompagner les travailleurs licenciés convoqués par la Direction, ce qui aurait eu une tout autre signification.

Dans les autres usines, à Sandouville, à Flins, à Cléon la situation ne paraît pas avoir été différente. Tout s'est passé comme si les travailleurs avaient attendu que leurs camarades du Mans assument l'essentiel de la lutte. Car au Mans la combativité a été exceptionnelle d'un bout à l'autre du conflit. Les travailleurs appliquent avec succès la

grève perlée ou coulage de la production, ce qui va rapidement entraîner un blocage de l'ensemble des usines de la Régie, dès que les stocks seront épuisés. Comment expliquer cette différence d'attitude ?

Déjà, lors de la grève de 1971, l'usine du Mans avait été à la pointe du mouvement. Les O.S. qui y travaillent ne sont pas des immigrés (1 % seulement) mais des gens de la région. La stabilité de la force de travail y est remarquable, contrastant avec l'importante rotation des O.S. parisiens. La majorité des ouvriers a en moyenne 13 ans d'ancienneté et plus de la moitié entre 15 et 20 ans de maison. On fait «carrière» chez Renault où les salaires sont 10 à 30 % plus élevés que dans les autres usines de la région. Mais on y travaille dur dans une usine très automatisée, pour des salaires qui restent modestes (entre 1.900 F et 2.400 F bruts). Beaucoup d'ouvriers ont quitté leur métier (coiffeur, boucher) qui rapportait moins pour devenir O.S. et souvent ils possèdent même un C.A.P. Mais l'espoir de promotion est nul : O.S. on est, O.S. on reste jusqu'à la retraite. C'est dire que ces travailleurs ne sont pas des O.S. comme les autres.

Il y a dans l'usine une forte homogénéité, un taux de syndicalisation (40 %) double de la moyenne nationale et un passé de luttes dures dès avant 1968. L'usine a une position stratégique dans le groupe — elle fabrique des ensembles mécaniques pour toute la gamme Renault, pour Billancourt, Flins, Sandouville, Cléon, des trains avant et arrière essentiellement — et les ouvriers savent qu'ils peuvent faire pression efficacement sur la Direction. Malgré l'absence de soutien réel de l'ensemble des travailleurs de la Régie, les O.S. du Mans vont résister à toutes les provocations de la Direction. Les derniers jours de la grève les verront, malgré une lassitude perceptible, aussi résolus qu'au début.

Des incidents violents vont même marquer les volte-face de la Direction (un contremaître se fait casser la gueule) et c'est certainement cette résolution intacte qui va en fin de compte obliger la Direction à lâcher quelques miettes sous peine de voir la facture déjà lourde (près de 60.000 voitures perdues) devenir plus mauvaise encore. Mais les travailleurs sont loin d'avoir obtenu les 250 F qu'ils réclamaient. Avec les 140 F obtenus en moyenne, si l'on déduit ce qui avait été attribué lors de la grève des caristes et ce que la Régie avait décidé d'octroyer avant le conflit, le résultat est dérisoire après neuf semaines de lutte pendant lesquelles certains O.S. auront perdu plus de 1.000 F. Si la Régie paraît avoir gagné son pari même en le payant au prix fort d'une perte immédiate de production, le plus inquiétant réside dans le fait que les travailleurs n'ont pas tenté de se donner les moyens de se battre efficacement. Alors qu'en 1971, quelques tentatives d'organisation autonome avaient vu le jour à l'île Seguin (Assemblée ouvrière des départements 12 - 74 - 98 et Comité de grève du 77), les travailleurs cette fois se sont entièrement mis à la remorque des syndicats qui ont pu jouer leur rôle habituel, le P.C. intervenant lui aussi avec son propre scénario.

LE ROLE DU P.C. ET DES SYNDICATS

Dans la situation de crise où la bourgeoisie se débat, il n'est pas étonnant de voir le P.C. se poser en candidat d'un hypothétique capitalisme d'Etat. Mais, comme la bourgeoisie, le P.C. a ses problèmes. L'évolution même de la crise favorise l'existence d'une tendance dure qui mise sur la lutte à la base et le choc frontal avec le pouvoir, alors que jusqu'ici l'alternative d'un gouvernement de gauche semblait la réponse appropriée à la situation. Marchais qui représente la tendance réformiste doit donc composer avec cette tendance plus stalinienne, lui donner des gages, d'où ses coups de gueule et une propension soudaine du P.C. à vouloir impulser les luttes. Ainsi il est possible que le P.C. soit à l'origine ou tout au moins ait encouragé et soutenu l'action des caristes qui est à l'origine de toute la grève.

Au Mans, où le P.C. a une solide implantation (16 cellules et 300 militants), une intense propagande depuis la rentrée 1974 vise à expliquer la crise et à montrer que les patrons font des bénéfices et peuvent payer. Il est probable que les militants de base ont été parmi les plus combatifs dans la lutte. Marchais lui-même intervient avec une violence inhabituelle à la radio dès le 3 mars, appelant les travailleurs de Renault et d'ailleurs à s'opposer aux mesures répressives, et déclarant que la Régie peut payer. Ainsi le P.C. compte effacer les traces des polémiques avec le P.S. qui ont marqué les militants de base, les reprendre en main en leur donnant l'occasion de se battre et du même coup cristalliser à son profit le mécontentement des travailleurs. Il n'est pas improbable aussi que le P.C. ait voulu montrer à la C.G.T., à l'occasion, qu'il est toujours le véritable patron. La différence de ton entre Marchais et Séguy est en effet révélatrice des différences d'appréciation de la situation entre P.C. et C.G.T. et du rôle que chaque bureaucratie peut y jouer.

Au contraire de Marchais, Séguy se montre conciliant, insistant sur la nécessité de négocier tôt ou tard et le plus tôt sera le mieux. C'est qu'en effet dans une situation où le pouvoir n'a pas grand-chose à offrir, le rôle des syndicats n'est pas facile. Coincés entre une base dont le mécontentement grandit, et la nécessité d'apparaître comme de bons gérants de la force de travail aux yeux des capitalistes, leur marge de manœuvre est étroite. Ceci explique la tactique prudente des syndicats, soucieux de canaliser les travailleurs sans s'opposer de front au capital, surtout lorsque celui-ci fait comprendre clairement que ce n'est pas le moment. Dès le début du conflit, la C.G.T. adopte une attitude d'expectative, tout à fait à l'opposé de celle du P.C.. A Billancourt, où la grogne se manifeste dans certains ateliers, où la situation peut encore évoluer, la C.G.T. freine au maximum, la C.F.D.T., qui veut apparaître plus dure, propose du bout des lèvres une action plus résolue mais toutes les deux sont bien d'accord pour affirmer qu'elles seules gèrent la lutte, sans P.C. ou P.S. ni gauchistes, histoire de bien rappeler au pouvoir et aux bureaucrates des partis qu'elles sont les vrais P.D.G. des travailleurs.

Face à la Direction qui joue la fermeté, les syndicats écrasent le coup, temporisent, proposant d'envoyer une délégation auprès de Chirac et d'organiser un meeting pour les seuls O.P. devant le siège de la Direction générale. De plus en plus rassurés au fil des jours sur l'attitude passive de la base, ils vont pouvoir faire la preuve de leur emprise sur les travailleurs. Abandonnant la lutte dans l'usine, ils se placent sur le terrain qui est le leur, faire pression sur le pouvoir par d'innombrables délégations à la Direction, au Ministère du Travail, à Chirac, les ouvrières chez Françoise Giroud, accompagnées des non moins traditionnelles lettres-pétitions. Dans ce domaine, la palme revient à la C.G.T., la C.F.D.T., plus proche de la base, moins bureaucratisée, peut se permettre d'être plus gauchisante, voire de se démarquer de sa rivale, refusant par exemple de participer à une journée d'action de la métallurgie parisienne qualifiée par elle de manœuvre de diversion centrée sur la défense de l'emploi (4).

Les rivalités de boutiques se doublent de rivalités entre directions nationales et bureaucrates locaux. Ces derniers, proches de la base, comme au Mans, représentent en général une tendance plus dure qui reflète la combativité des travailleurs. Les uns et les autres ne se font pas de cadeaux. Lors des négociations à l'échelon national on n'accepte les délégués du Mans que du bout des lèvres (un pour chaque syndicat). Par contre les cégétistes du Mans n'hésitent pas à passer pardessus la tête des bonzes nationaux pour appeler l'ensemble des travailleurs de la Régie à se mobiliser, alors qu'au même moment à Billancourt la C.G.T. refuse même de faire débrayer une heure, abandonne la revendication uniforme et organise une nouvelle journée d'action bidon, et nationale, prétexte aux sempiternelles délégations.

Mais tous se retrouvent d'accord pour, lors des négociations, brader la grève, abandonnant l'essentiel des revendications, et même leurs propres troupes, puisqu'il n'est pas question des licenciés.

BILAN DE LA GREVE

C'est dans l'évolution même de la crise du capitalisme qu'il faut chercher l'explication de l'attitude de la classe ouvrière. Pour le moment, la situation n'est pas intolérable, le chômage reste dans des limites supportables, la baisse du niveau de vie commence seulement à faire sentir ses effets et les capitalistes font des pieds et des mains pour retarder ou atténuer les effets de la crise, qui se développe de manière feutrée. Si leurs réactions aux revendications ouvrières se font de plus en plus dures, on n'a pas assisté encore à une véritable offensive contre les travailleurs. Ces derniers, dans leur ensemble, se cantonnent donc dans l'expectative. Néanmoins, dans les entreprises que la récession contraint à des licenciements importants, voire à la faillite, les travailleurs réagissent souvent avec fermeté, ce qui laisse entrevoir pour les capitalistes ce que pourraient être les réactions des travailleurs lorsque la crise les touchera tous et durablement.

Pour les bureaucrates, cette même situa-

Ce texte nous est remis par les camarades de :

LUTTE DE CLASSE

Bulletin mensuel du **Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs, G.L.A.T.**

Analyse des luttes ouvrières dans le cadre de l'évolution du capitalisme. Comme instrument de travail théorique et de liaison à l'usage des révolutionnaires, il est envoyé par poste sur simple demande adressée à : Renée TOGNY, B.P. 620.09, 75241 Paris Cédex 9 (sans autre mention !)

tion entraîne bien entendu une attitude toute différente et conforme au rôle qu'ils jouent dans le système capitaliste. Dès le moment où les difficultés, voire l'impuissance de la bourgeoisie à assurer la survie du capital, apparaissent de plus en plus évidentes, la crédibilité du capitalisme d'Etat grandit. Les possibilités d'action des bureaucrates, jusqu'ici très limitées, s'élargissent et la tendance à s'engouffrer dans la brèche en accroissant au maximum les difficultés de la bourgeoisie devient dominante. Ainsi s'explique, aujourd'hui, le changement d'attitude des syndicats, le durcissement de leur position, particulièrement de la C.G.T. qui, après avoir montré des tendances opposées chez Renault (la section dure du Mans face à un Séguy conciliant alors même qu'une fraction de la direction nationale penchait déjà vers la fermeté) est unanime maintenant pour impulser les luttes et les élargir. Ce sont notamment les tentatives de grèves à la S.N.C.F et à l'E.D.F., la multiplication des semaines d'action nationales, l'extension de la grève d'Usinor à Dunkerque vers l'ensemble du secteur, le conflit du quotidien «Le Parisien Libéré», sans compter les violentes diatribes pratiquement quotidiennes contre l'incapacité des dirigeants de la bourgeoisie.

Ainsi on observe cette situation. — qui s'est déjà produite dans le passé — où la classe ouvrière, elle-même dans une attitude d'attente, est utilisée comme instrument par les bureaucrates syndicaux et les dirigeants politiques dits «ouvriers» qui tentent de la lancer contre la bourgeoisie dans l'espoir d'évincer celle-ci. Mais il est clair que si cette opération réussissait, leur attitude vis-à-vis des travailleurs changerait du tout au tout. Devenus les gérants du capital, ces bons apôtres expliqueraient qu'il faut à nouveau retrousser ses manches et produire plus qu'avant, alors même que la grève deviendrait un crime contre «la nation». Cette situation ne serait tout au plus qu'un répit dans l'évolution de la crise.

Quels que soient ceux qui gèrent le capital, bourgeois ou bureaucrates, il ne peut pas y avoir de miracle. Il s'agit d'une crise structurelle du système capitaliste dans son ensemble (5), non pas de l'incapacité de tels ou tels dirigeants, et rien ne peut empêcher, tôt ou tard, l'affrontement avec le prolétariat puisque c'est lui qui, par sa place dans la production en tant que force de travail, détient la clé de l'alternative : une exploitation renforcée ou renouvelée qui suivrait sa défaite ou bien une société communiste qui peut résulter de sa victoire...

(1) Voir «Lutte de Classe», janvier 1975 : Le dernier tango de Séguy.
(2) Voir «Lutte de Classe», sept./oct. 1971 : Grève chez Renault et mai 1973 : Contradictions d'une grève sauvage.

(3) Le département 77 avait formé un Comité de grève lors de la grève de 1971 et avait participé à L'Assemblée ouvrière du Bas-Meudon.

(4) Tactique payante : les récentes élections de délégués du personnel à Billancourt montrent un recul de la C.G.T. au profit de la C.F.D.T. dans les collèges ouvriers.

(5) Lutte de Classe, décembre 1973 : Vers l'Affrontement. Mars et avril 1975 : La crise monétaire.

A TRAVERS LES LIVRES

QUE LIRE ? (Editions E.D.I.)

Cette «bibliographie de la révolution» rassemble 800 ouvrages édités en langue française depuis les cent trente dernières années. La liste n'est pas donnée pour exhaustive : c'est un choix de lectures, mais un choix fait avec largesse d'esprit puisqu'il présente des auteurs et des textes «maudits» ou méconnus à côté des «classiques». Plus de la moitié des titres mentionnés sont suivis de comptes rendus qui situent les ouvrages historiquement et politiquement, en indiquant le contenu avec un souci d'objectivité, sans trop de commentaires, d'une manière très pertinente et toujours claire. L'ensemble de ces comptes-rendus faits pour permettre aux lecteurs de s'orienter constitue en lui-même un ouvrage extrêmement intéressant.

Les œuvres sont présentées, suivant un plan raisonné, en cinq chapitres précédés d'un chapitre 0 qui signale divers moyens de documentation : «bibliothèques spécialisées, dictionnaires, ouvrages de caractère historique, biographies, etc.» Une postface sous-titrée «La lutte continue...» énumère plusieurs périodiques et dit en un mot leur orientation. L'équipe, une douzaine de rédacteurs, qui s'est chargée de ce travail l'a fait avec assez de scrupules pour qu'on en éprouve soi-même à le critiquer. Pourtant toute bibliographie, quand elle est limitée, pêche forcément et par défaut et par excès : huit cents ouvrages, la plupart volumineux, un grand nombre en plusieurs tomes, une quantité de revues et de périodiques, ce n'est sans doute pas trop pour qui recherche l'érudition, c'est beaucoup pour des étudiants déjà chargés de connaissances en d'autres matières et qui ne font qu'aborder les débats des révolutionnaires; rien ne leur indique ce qu'il importe de lire **en premier.** Or ce sont eux qui ont posé aux rédacteurs la question «que lire ?»... en 1968 : le retard de la réponse, parvenue en 1975 -au bout de sept ans !- en accuse typiquement le caractère académique. C'est peut-être à cause de celui-ci et certainement par souci de sérieux que l'on a écarté les ouvrages de seconde main : manuels, abrégés, morceaux choisis, etc... On a peut-être eu raison, quoique tous les enseignements en utilisent, parce qu'ils sont indispensables à quiconque veut s'initier à des connaissances nouvelles. Par contre on a eu certainement tort d'éviter de mentionner les éditions populaires de textes essentiels que la plupart des grands révolutionnaires ont eux-mêmes écrits et publiés sous forme de brochures ou de petits livres maniables peu coûteux et, par préférence, de renvoyer le lecteur à tel ou tel tome d'«Œuvres complètes» où ces textes prennent une allure livresque. Enfin, parmi «les lacunes et béances» que les rédacteurs déclarent assumer, il y en a une étonnante : proposant des lectures à ceux qui ont réclamé «l'imagination au pouvoir», ils ont systématiquement laissé de côté les «utopistes» socialistes ou communistes : St Simon, Enfantin, Bazard, Cabet ne sont même pas mentionnés, huit lignes seulement sont accordées à Charles Fourier et surtout pour retenir son livre «le plus amusant» !

Cela dit, cette «bibliographie de la révolution» représente à coup sûr, comme l'écrit son éditeur, *«un travail sans précédent, résultat des efforts d'une équipe qui n'a pas craint le pluralisme et les dissonances»* (à ce propos, pourquoi n'avoir pas signé les notices, ne serait-ce que d'initiales ? L'anonymat fait endosser à l'ensemble de l'équipe les opinions divergentes des rédacteurs) Quelles que soient les réserves qu'on puisse faire, c'est un très utile instrument et un précieux memento que tous ceux qui veulent s'informer sur la pensée révolutionnaire auront avantage à avoir à portée de la main.

Simon RUBAK

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN CATALOGNE

par Carlos Semprun-Maura (Mame Edit.)

L'ouvrage que Carlos Semprun-Maura a publié au cours du 1er trimestre 1970, «Révolution et Contre-Révolution en Catalogne», est remarquable de précision, de visions analytiques, de pureté révolutionnaire.

Il est dans le droit fil rouge de **«la révolution libertaire, anti-hiérarchique, autogestionnaire,** *(qui) éclate ici ou là, aujourd'hui comme hier écrasée, renaît ailleurs de ses cendres et ce mouvement profond, irrécupérable, invaincu, irréductible, s'il change parfois certains faits -ou tics- de son visage, reste quant à l'essentiel -le droit des individus à disposer d'eux-mêmes- identique tout au long de l'histoire contemporaine»...*

Il y a des textes, nés de la Révolution de 1936, ceux du Syndicat Unique de l'Industrie du Bois, pour ne citer que celui-ci parmi des dizaines d'autres, qui publie le 6 octobre 1936 un rapport qu'il faudrait citer en entier, pour faire comprendre les motifs qui animaient les travailleurs. «**Nous voulons tout...** nous devons donner *une impression de stabilité en reconnaissant que la dernière heure a sonné pour le régime bourgeois... Locaux et documents sont en notre possession... Nous voulons et nous avons le devoir de nous imposer en tant que secteur révolutionnaire. Les petits patrons, nous les regroupons dans les grands ateliers... En créant des ateliers confédéraux nous devons donner un élan à nos activités. Nous voulons... contrôler toute la production... Tous les travaux doivent se faire par l'intermédiaire des syndicats étant donné qu'ils furent des organismes de lutte contre le Capital; aujourd'hui, c'est eux qui doivent gérer la production...*» Mais l'intérêt puissant que soulève ce livre apparaît dans la critique sévère que fait Carlos Semprun-Maura de la F.A.I. et de la C.N.T. **«qui se trouvent placées, partout, dans les deux camps».** Il y a des exemples de communautés libertaires agricoles en Aragon et en Catalogne dont les imbrications pourraient faire penser à des utopies mais le sol de la science domine souvent.

La responsabilité des agents staliniens du P.S.U.C. est mise en lumière par les multiples méthodes calomniatrices, provocatrices utilisées par les bureaucrates refusant de livrer les matières premières, paralysant la production, interdisant l'aide bancaire nécessaire... jouant à fond la propriété privée contre les initiatives ouvrières ou paysannes de gestion directe.

Un livre riche de documents et de sagaces réflexions permettant une compréhension bien meilleure de ce qu'aurait pu être la Révolution Autogestionnaire en Catalogne.

Maurice JAQUIER

Louis RIGAL

LA REVOLUTION RUSSE
ET LES PROBLEMES DU SOCIALISME

La révolution russe et après

La Révolution russe est entrée dans l'ordre historique. Il y aura bientôt 60 ans qu'elle s'est accomplie. On en juge aujourd'hui comme on faisait de la Révolution française sous la Monarchie de Juillet. Elle suscita des sentiments passionnés pour ou contre, changeants suivant les moments de la conjoncture et le point de vue adopté. D'où les mythes successifs et contradictoires qui l'ont recouverte et en ont longtemps obscurci l'entendement. On n'en a que progressivement acquis une connaissance historique, 40 ans après son avènement. (C'est là, semble-t-il, une constante empirique qui s'est vérifiée aussi bien dans le cas de la Révolution anglaise sous Cromwell que dans celui de la Révolution française.) Aujourd'hui, la force passionnelle des mythes qui lui sont attachés s'est affaiblie. Pour ceux qui veulent y voir clair, on peut raisonnablement suivre le cours des faits et en déduire une théorie adéquate. Mais rien n'est plus difficile que de circonscrire un fait. Il importe donc de retracer ce cours avant de faire la critique de certaines idéologies qui prétendent en construire la théorie. On doit tout d'abord fixer le point d'ancrage auquel il faut se tenir. Faute de quoi, on risque, même dans un retracé historique, de perdre le sens des faits et, par là, de leur explication. On retombe tout justement victime de quelque attitude mythologique. Voici ce point : la révolution et le développement subséquent de la Russie résulta de l'ensemble du cours des changements mondiaux contemporains. Aussi est-il utile de commencer par reconsidérer la discussion de la perspective nationale qui se poursuivit parmi les marxistes russes pendant les 15 années qui précédèrent la révolution.

Perspective socialiste et développement national russe

Vers 1908, on débattit, dans la IIe Internationale, sous l'impulsion de Kautsky, la question de savoir si la révolution socialiste avait atteint son point de maturité dans la perspective mondiale. On y répondit affirmativement. La stratégie et les tactiques de la plupart et des plus importants des partis social-démocrates faillirent de répondre à ce pronostic. Ici se rencontrent le structurel ou théorique et l'historique. A une certaine structure du capitalisme à une époque donnée, celle des monopoles, l'avènement historique d'une révolution socialiste peut-il renverser l'ordre des choses, substituer une contre-tendance à la tendance inhérente au développement mondial ? C'est à quoi on répondra progressivement dans cette série d'articles. Mais c'est dans ce contexte, bornons-nous ici à le remarquer, que se fit la discussion entre marxistes russes sur leur propre développement national. Les menchéviks affirmèrent celle d'une révolution démocratique bourgeoise. Leur erreur ne fut pas tant d'apprécier inexactement les forces et le caractère de la bourgeoisie russe, déjà lourde faute, que de ne pas placer leur perspective nationale dans la perspective mondiale. Ils ne voyaient pas que, de toutes façons, ce n'était pas en Russie, mais dans les pays avancés que se déciderait le sort de leur propre nation. S'appuyant sur un courant du marxisme occidental qui mettait l'accent sur la révolution permanente, c'est Trotski qui répondit là-dessus avec pertinence. En Russie, une révolution ne pourrait s'arrêter aux frontières d'une démocratie bourgeoise, même la plus radicale. Sa force motrice, comme l'avait montré la révolution de 1905, était dans la classe ouvrière, qui tendrait aussi spontanément qu'irrésistiblement à dépasser ces frontières et à s'avancer jusqu'à la dictature du prolétariat. C'était affirmer la prédominance sociale de la classe la plus avancée de la société dans une nation arriérée où elle était extrêmement minoritaire. Aussi cette dictature ne pourrait-elle s'y maintenir à moins d'une extension de la révolution à l'ouest de l'Europe. Là, elle aurait un caractère immédiatement socialiste. Elle pourrait alors aider à consolider l'étape prolétarienne atteinte par la révolution en Russie et l'aider économiquement. Déplaçant le centre décisif de la révolution socialiste, potentiellement mondiale, elle changerait radicalement les données nationales d'une Russie révolutionnaire. **Faute de quoi, les bases sociales de la dictature du prolétariat en Russie, à la fois inévitables et nationalement au plus haut point instables, s'effondreraient.**

La perspective posée par Lénine était pour ainsi dire intermédiaire, ce qui ne lui ôte rien de son acuité dans la prévision, mais en dénonce la nature idéologique, comme on verra ci-dessous. Il calculait bien plus exactement que ses interlocuteurs le rapport des forces sociales en Russie. La bourgeoisie y était faible, encore plus incapable que l'allemande en 1848, d'accomplir une révolution démocratique en prenant la tête du peuple. La prépondérance numérique de la paysannerie y était écrasante, mais sans capacité d'initiative à elle seule. Ce sont les ouvriers qui avaient montré leur capacité d'initiative révolutionnaire, mais ils n'étaient qu'un îlot dans la masse paysanne. C'était une armée paysanne qui avait écrasé leurs efforts en 1905. L'alliance avec les paysans ou de la bourgeoisie ou du prolétariat serait décisive et le cours ultérieur des choses en résulterait. D'où la formule socialiste de Lénine, son pronostic sur les événements, dont le caractère idéologique ne fait plus de doute. La révolution pouvait permettre l'institution d'une «dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans». Celle-ci établirait une démocratie radicale sous l'hégémonie du prolétariat. D'où la possibilité ultérieure de poser la question d'une révolution socialiste, une fois que celle-ci l'aurait emporté à l'Ouest. Ce à quoi contribuerait puissamment le fait accompli d'une révolution russe. Sur ce point, toutefois, Lénine était bien moins optimiste que Trotski. Il avait pénétré la force relative des démocraties bourgeoises occidentales et l'opportunisme qui en résultait dans les rangs ouvriers et son effet paralysateur, tout autant que l'imminence d'une révolution en Russie. En conséquence de quoi, il prévoyait qu'un intervalle de peut-être plusieurs décennies interviendrait avant que se fît la jonction entre une révolution russe victorieuse et l'avènement du socialisme à l'Ouest.

Effondrement tsariste, irruption des masses et stratégie bolchévique

Loin d'être futile, le rappel de ces discussions éclairera, comme on verra, les vicissitudes du développement russe après la révolution d'Octobre. Comme le font souvent les régimes absolutistes, le tsarisme poursuivait une politique étrangère qui était au-dessus de ses moyens domestiques. C'est ce que montra la guerre russo-japonaise et l'impact qu'elle eut sur le pays. En 1914-17, cette faiblesse aboutit à l'effondrement quasi spontané du régime et à des conséquences révolutionnaires auxquelles personne n'était prêt à répondre dans l'immédiat. D'où la configuration que prit le régime successeur de Février. Les conservateurs avaient complètement perdu pied. La bourgeoisie s'installa au sommet politique de la société, mais les masses s'étaient quasi spontanément constituées dans les soviets. Leurs forces étaient, malgré leur confusion, en contraste irrémédiable avec la faiblesse sociale du gouvernement bourgeois, concentrées chez les ouvriers, dispersées, mais persistantes dans leur volonté de paix et de terre chez les paysans, dont des millions étaient armés. D'où une situation de paralysie de février à octobre. La bourgeoisie, qui était au pouvoir, ne pouvait espérer le garder et les ouvriers et paysans armés qui le possédaient en effet, n'arrivaient pas à le constituer. Le pouvoir était dans la rue et appartiendrait à qui saurait le ramasser. Pour s'en saisir, il fallait faire des masses une force unifiée, au moins provisoirement. Ce furent les bolchéviks qui le firent. Et non point par hasard. Ils sentaient plus vivement les aspirations des masses et surent les utiliser pour parvenir au pouvoir dans les circonstances alors prédominantes en Russie. Le gouvernement n'avait que l'apparence du pouvoir et la réaction militaire même pas l'espoir d'en approcher, comme le démontra, par la défaite, la tentative de Kornilov. Le pouvoir réel, diffus et paralysé par les atermoiements et les conciliations des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, était dans les soviets. Ceux-ci exprimaient la volonté confuse des masses. Mais aucun pouvoir effectif n'en pouvait résulter qui satisfît directement et adéquatement à leurs aspirations, d'ailleurs contradictoires, les paysans voulant la paix et le partage des terres, les ouvriers la paix aussi et une société socialiste que leur faiblesse numérique les rendait pourtant incapables de contrôler, dans les limites nationales. Le pouvoir serait à la force qui les persuaderait qu'elles obtiendraient d'elle ce qu'elles désiraient. Les bolchéviks le comprirent; d'où leurs mots d'ordre clés : pain, paix, liberté.

Propagande démagogique et mensongère ? Non pas, mais perspective reportée à la suite des temps. C'était une démarche pragmatique qui ne s'embarrassait pas trop de l'avenir, mais s'efforçait de le former dans la pratique même d'une révolution en cours. Répétant une maxime de Napoléon, Lénine disait : «On s'engage et puis l'on voit». Quoi ? Car, enfin, la perspective immédiate ne pouvait être, en Russie, dans des conditions arriérées, un contrôle ouvrier effectif de la société ni, chez les paysans, une volonté de participer librement à l'édification d'une société socialiste. Quelles furent donc les raisons qui motivèrent les bolchéviks et leur degré de sincérité ? Leur notion de parti rigoureusement centralisé qui pourrait diriger le cours de la révolution dont les ouvriers étaient «incapables» livrés à eux-mêmes et, l'un impliquant l'autre, l'attente d'une révolution socialiste imminente à l'Ouest. Comme souvent, par exemple pour le partage immédiat des terres, programme emprunté aux socialistes-révolutionnaires, Lénine acceptait ici une perspective qu'il avait longtemps combattue. Car, à sa conception du parti, à laquelle Trotski s'était rallié non sans y être forcé («mais, alors, disait-il à Soukharov, il ne me reste plus qu'à me joindre aux bolchéviks»), il joignait maintenant la vision que s'était faite le même Trotski d'une révolution permanente. Quoiqu'il en fût dans l'avenir, la confiance des masses qu'ils avaient gagnée de février à octobre par leur opposition persistante et «conséquente» (elle l'était de leur point de vue) au gouvernement provisoire et à l'immobilisme menchévik et socialiste-révolutionnaire, leur permit d'accéder au pouvoir et de mettre leur perspective à l'épreuve des événements.

L'impasse

La suite devait montrer combien leur volonté révolutionnaire eut peu de poids sur le cours des événements en Russie et dans le monde. Et combien cet échec devait déformer leurs vues et stériliser leur stratégie. Aussi peut-on dire rétrospectivement que leur recul révolutionnaire coïncida avec leur avènement au pouvoir (vérifiant un pronostic de l'ancien Trotski, suivant lequel la fonction révolutionnaire du parti bolchévik deviendrait contre-révolutionnaire après la prise du pouvoir). Une fois le pouvoir pris en effet, trois obstacles se dressèrent devant les bolchéviks. La manière dont ils y répondirent détermina les événements ultérieurs contrairement à leurs espoirs. On n'a d'ordinaire coutume d'en mettre en relief que deux d'entre eux. Pour des raisons idéologiques diverses et opposées, on passe sous silence le troisième qui devait, pourtant, s'avérer décisif à la longue, car ce fut lui qui donna une forme spécifique au régime qui s'édifia en Russie. Aussi commençons-nous par lui. On dit que le régime nouveau-né se heurta au refus de coopérer de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie. Il eût été naïf de ne pas s'y attendre. Mais pourquoi ne pas opposer là-contre la participation révolutionnaire des masses ? Parce que, ne pouvant effectivement contrôler ou ne se souciant pas de socialisme, ces masses opposèrent de plus en plus au nouveau régime une attitude ambigüe, puis hostile.

Que ce fût préférence doctrinale, tradition jacobine modernisée (à laquelle on espérait bien, dans le cas russe, assurer un dénouement heureux et éviter un Thermidor inéluctable) ou encore, ce qui fut la réalité, force des circonstances, le régime concentra très rapidement entre ses mains la totalité de l'exercice du pouvoir, d'autant plus qu'il était instable et quelles que fussent les pieuses apparences dont il recouvrit cette exclusivité. Les ratés et les longueurs dans ce parcours ne doivent pas tromper. Ils étaient dûs à ce que ce pouvoir avait encore de faible. Soviets, organes de contrôle ouvrier, syndicats se virent non pas supprimés, ce qui eût privé de moyens de recours aux masses, mais dépourvus de leur sens, à savoir de la possibilité de choisir toute autre alternative que celle d'une direction bolchévique. Que ce monopole poursuivi avec persistance ait été l'objet de manœuvres délibérées ou sincèrement voulu «dans l'intérêt du prolétariat, incarné dans son parti», peu importe ici. Les bolchéviks masquaient la pression des faits au nom d'exigences révolutionnaires. On dit que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Il suffit de remarquer, en passant, qu'une classe ouvrière «incapable» de choix politique est implicitement jugée incapable d'accomplir une révolution socialiste. Ce fut là une doctrine explicite de Lénine, sur laquelle il n'est jamais revenu, qu'on sache. Dès son entrée chez les bolchéviks, Trotski y adhéra pleinement, comme en témoignent les nombreuses déclarations qu'il en fit jusqu'à la veille de son assassinat. L'attitude des ouvriers et des soldats-paysans ou révolutionnaires ne cessa de s'exaspérer jusqu'à prendre la forme d'un soulèvement à Cronstadt, parallèle à des mouvements de grève et des soulèvements paysans étendus. Cronstadt fut militairement écrasé par les bolchéviks et politiquement calomnié en toute connaissance de cause. Les dirigeants savaient alors à quoi s'en tenir sur les sentiments des masses. D'où, pour en discréditer les secteurs les plus actifs, des procédés d'amalgame. Ce devint ensuite une coutume dont Staline fit, si l'on peut dire, un art. L'exaspération des paysans était encore plus forte, sinon plus formidable. Or, en pays arriéré, une alliance organique avec eux est indispensable pour des décennies. Les bolchéviks le savaient aussi.

Leur seule excuse, dans une situation inextricable, il faut la trouver dans les autres obstacles qu'ils durent alors affronter. Au lendemain de la révolution, la réaction nationale et mondiale n'avait pas perdu l'espoir d'y mettre fin. D'où, depuis le traité de Brest-Litovsk et pendant quatre ans, une guerre civile à laquelle le régime parvint à survivre. Non sans en payer le prix. Pour y répondre, le pouvoir, déjà monopolisé, dut se militariser et se bureaucratiser. Il ne le put sans s'adjoindre de gré ou de force tout ce qu'il y avait de récupérable dans l'ancien appareil d'Etat et parmi les spécialistes bourgeois. Comment se prévaloir contre les dangers correspondants ? En pays avancés une révolution se heurterait à des difficultés analogues. Mais elle peut y opposer une masse compacte d'ouvriers formés par une longue tradition technique et politique, capables d'imposer leur contrôle à la société nouvelle. Le dilemme du régime russe est qu'il se heurtait à une double résistance, celle des masses populaires et celle de la réaction bourgeoise, internationalement soutenue. **Il ne pouvait opposer l'une à l'autre.** Bien plus, la «barbarie asiatique» de la Russie le contraignait, pour se renforcer techniquement, à recruter, comme déjà dit, une partie de cette bourgeoisie.

On dira à cela que, jusqu'à la fin de la guerre civile, il jouit du soutien des masses, si ambigu et si grognard qu'il fût parfois; et c'est vrai. Mais c'est là une chose, et c'en est une tout autre d'en obtenir spontanément une participation volontaire et quotidienne. D'où la nature de plus en plus embarrassée et mystificatrice des justifications que les bolchéviks se donnaient à eux-mêmes et à l'opinion russe et mondiale. «*Nous sommes la révolution prolétarienne, socialiste en perspective. Qui n'est pas avec nous et n'accepte pas notre monopole du pouvoir, est contre nous et vise à instaurer un pouvoir objectivement contre-révolutionnaire. Nous sommes le parti du prolétariat; qu'importe, à ce prix, que les ouvriers, pour ne pas parler des paysans, trop soucieux de leurs intérêts immédiats, ne sachent justement apprécier leurs intérêts historiques d'ensemble et dans l'avenir; nous le ferons à leur place.*» C'est un fait que la révolution russe ne l'emporta qu'en s'appuyant sur les noyaux stratégiques des ouvriers urbains qui soutenaient les bolchéviks qui, d'autre part, cédèrent aux revendications paysannes. Mais là s'arrête la réalité. Au-delà, de telles affirmations n'étaient qu'un fait arbitraire d'usage bien dangereux et qui justifiait par prétérition n'importe quelles décisions, comme l'avenir ne devait que trop le montrer. C'était substituer à une analyse objective des événements l'affirmation d'un mythe, celui d'un lien consubstantiel entre la tendance historique du prolétariat et la nature du parti bolchévik. Au développement de la dégénérescence, déjà, de l'appareil du parti et de l'Etat, c'était opposer sans droit d'examen... de bonnes intentions. On sait jusqu'où ce gauchissement devait mener.

Echec de la révolution à l'Ouest

D'autant plus que s'effondrait alors l'espoir d'une révolution imminente à l'Ouest. Obstacle décisif, non pas comme on le disait alors, à une marche progressive de la révolution, mais à ce qu'on devrait plutôt nommer les possibilités de son redressement, ainsi que l'indiquaient au moment même et justement les objurgations angoissées lancées par Rosa Luxembourg aux prolétariats européens. Les témoignages historiques du temps montrent que l'éventualité, en Occident, d'une révolution, issue de la guerre, n'était pas une rêverie d'excités, mais une probabilité dont se soucièrent de très près les hommes d'Etat. De 1918 à 1923, les désordres furent violents et prolongés. Mais nulle part ils ne prirent une forme organique, sauf sporadiquement (Bavière, Hongrie). Ils furent écrasés dans l'œuf. La vague chauvine ici, l'épuisement provoqué par la guerre là, y eurent leur part. Mais, fait capital, ce fut alors qu'on put mesurer toute la portée de l'opportunisme qui avait rongé depuis vingt ans les partis social-démocrates. Leurs directions, qui avaient abdiqué devant la guerre, s'opposèrent agressivement aux poussées révolutionnaires, même en s'alliant, quand il le fallut, aux forces armées de l'ancien Etat. Une partie des bases elles-mêmes avait été profondément démoralisée jusqu'au point de tomber dans le cynisme et même dans le chauvinisme. Ce furent les ouvriers inorganisés et les soldats enragés par la guerre qui manifestèrent des velléités révolutionnaires. Et, non moins important, l'histoire du mouvement montre que les ouvriers sont attachés jusqu'à l'aveuglement aux organisations «de classe» auxquelles ils participent. Seules de petites minorités avaient mesuré la pénétration dans le mouvement de la gangrène opportuniste et qu'il faudrait des années de lutte pour que les ouvriers s'en détachent, comme le disait Rosa Luxembourg, contrairement à l'optimisme bolchévik, à l'époque du Spartakusbund. Seule la venue de la crise économique mondiale de 1929 à 1938 réveilla les sentiments révolutionnaires combatifs des ouvriers. Mais

alors l'expansion internationale du stalinisme, fondé sur l'appareil d'un Etat national, remplit la même fonction qu'auparavant la social-démocratie, en désarmant les noyaux révolutionnaires du mouvement ouvrier avec des moyens combien plus puissants.

Repli économique, renforcement et isolement du parti

En conséquence de la situation nationale et, surtout, internationale, les bolchéviks opérèrent, entre 1921 et 1923, un tournant politique décisif dont il faut mesurer la nature exacte. Ce fut comme un retour à la perspective léniniste de la «dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans». Mais un retour sans l'illusion idéologique primitive et, si l'on peut dire, cynique, ce qui n'exclut ni mythe ni mystification. Lénine n'avait abandonné cette perspective que parce que la conjoncture internationale lui semblait justifier l'adhésion à la perspective trotskiste de la révolution permanente. D'ailleurs, il n'en réservait pas moins à un parti de structure bolchévique la fonction essentielle, à ses yeux, de diriger le cours de la révolution. Le recul de la conjoncture dans le monde, y compris la Russie, lui fit conclure que la «révolution» était condamnée à l'isolement pour une période difficile à mesurer. Dès lors la «spécificité» de la situation russe reprenait le dessus. On en revenait par là à un rythme de développement «russe» et à son ancienne perspective, modifiée du fait de la prise du pouvoir et de son monopole entre les mains des bolchéviks et de leur appareil d'Etat. On n'avait imposé à la Russie le «communisme de guerre» et surtout les rêveries pseudo-socialistes dont on l'avait recouvert qu'en fonction de ce que paraissait alors la conjoncture internationale. Dans la conjoncture nouvelle, il apparut pour ce qu'il fut en effet, un expédient provisoire, imposé par l'impératif d'une situation de «forteresse assiégée». Faute d'une extension de la révolution à l'Ouest, la situation russe était castastrophique, mais non pas irrémédiable **du point de vue bolchévik.**

Le parti avait réussi à écraser l'offensive militaire de la réaction jusqu'à décourager l'intervention du dehors. Il avait «renforcé» l'appareil d'Etat d'éléments bourgeois déclassés. Il n'en avait pas moins affaire à l'hostilité ou, du moins, après l'écrasement des soulèvements, à la mauvaise volonté apathique des masses, qu'il prétendait représenter, et ce dans une situation de désintégration économique et sociale. La classe ouvrière se défaisait littéralement, soit intégrée à l'appareil bureaucratique, soit retournée dans les campagnes, soit encore affamée dans les villes. Mais les bolchéviks s'étaient, en dépit de tout, renforcés (en en payant le prix). Ils ne partageaient leur pouvoir ni avec des représentants politiques des paysans ni avec des organes ouvriers autonomes. Une solution était donc possible pour eux. Maintenir leur emprise totale tout en cédant du terrain dans le domaine de l'économie. Mais il n'y avait là rien de démocratique ni de révolutionnaire **du point de vue des classes travailleuses.** Il s'agissait d'assurer une reprise de l'activité économique. Pour cela, il fallait rendre aux exploitations paysannes l'accès au marché et restaurer, par là, une forme de salaire ouvrier qui ne fût plus un rationnement de famine. Ce serait le retour à «une alliance des ouvriers et des paysans». Mais il se ferait sous le contrôle exclusif d'un parti bureaucratisé, qui se réserverait de fixer les limites aux concessions consenties, conserverait la direction du secteur étatisé dont il assurerait l'accumulation et avait entre temps détruit les positions économiques et sociales de la bourgeoisie. Qui, enfin, et c'est sans doute le plus important, avait éliminé toute chance d'alternative politique, socialiste ou non, se réservant d'incarner les intérêts des travailleurs et de conduire exclusivement le pays vers le «socialisme». Que le souci des bolchéviks fut primordialement politique, c'est ce qui apparut dès lors et ne cessa de se confirmer dans la suite.

Le seul milieu où subsistait encore une vie politique était le parti lui-même. Il pouvait par là refléter dans une certaine mesure — car la discipline restreignait ses contacts avec la population et lui interdisait corporativement de formuler publiquement des opinions opposées à celle de la «majorité» — des opinions opposées à celles de la direction. Sur ce point, la crise de Cronstadt conduisit à un tournant décisif. Il ne devait depuis lors cesser de durcir. Le droit de constituer, dans le parti, des fractions politiques fut statutairement supprimé. Mesure de crise, affirma-t-on alors et affirme-t-on encore même aujourd'hui. Mais même ceux des bolchéviks qui se souciaient des dangers de la situation, depuis l'instauration de la NEP, ne songeaient pas à en demander l'abrogation. Ils ne le firent que plus tard, trop tard, quand leur intervention ne pouvait plus peser sur le parti où ils avaient perdu les positions de direction.

Le pays fut dès lors — c'est-à-dire après la fin de la guerre civile et la reprise de la reconstruction économique et sociale — encore plus fermement entre les mains d'une bureaucratie incontrôlée et arbitraire dans tous les sens du terme. Qu'on l'approuvât ou qu'on s'en inquiétât, ne changeait rien à l'affaire. Au cours des dernières années de sa vie, Lénine, qui avait le sens politique, s'en inquiétait fort. Mais que pouvait-il faire, convaincu qu'il était du bien-fondé du monopole du parti, sans droit de fractions ? Ce qu'il fit et qu'il pouvait encore imposer à la direction d'un parti déjà organisationnellement aux mains de Staline, à savoir des réformes de contrôle bureaucratique pour pallier les dangers envahissants de la bureaucratisation. Un emplâtre sur une jambe de bois. Ce n'était plus un capitalisme d'Etat sous le contrôle des soviets, mais sous la direction exclusive d'une bureaucratie déjà puissante, quoiqu'encore bien inefficace dans le domaine économique. Ce fut donc un capitalisme d'Etat corporatif dont cette bureaucratie formait l'ossature, bien que limitée dans une certaine mesure par une masse d'exploitations paysannes privées.

(Je n'ai insisté longuement sur cette période de la Russie après octobre 1917 que pour lutter contre un préjugé encore très répandu, suivant lequel tout tourna mal seulement quand Staline assuma ouvertement le pouvoir contre Trotski. C'est donner bien de l'importance à sa médiocrité. Il ne faisait que refléter une poussée bureaucratique irrésistible, elle-même née de l'isolement du pays et de la nécessité d'y construire un capitalisme d'Etat aux dépens des masses et en dépit d'elles, sous le couvert d'une mystique du parti hypostasié en incarnation du prolétariat. Poussée et nécessité antérieures à son avènement. On pourra dès lors analyser plus rapidement le développement qui s'ensuivit.)

Capitalisme d'Etat, Etat-Parti et idéologie

Ce compromis de classes établi par la NEP, Lénine et, dans la suite, les «communistes de droite» en considéraient le maintien comme inévitable et positif **pour des décennies.** Il ne dura en effet que six ans. Non pas qu'il eût jamais menacé, sinon dans l'imagination des oppositions de gauche, les positions dirigeantes de la bureaucratie ni qu'il eût pu conduire à la restauration d'un capitalisme privé. Mais il paralysait les possibilités d'accumulation pourtant indispensables à la construction du capitalisme d'Etat. Solidement installée au pouvoir sans alternative rivale possible, la bureaucratie procéda donc à une «révolution par en haut», fondée sur l'industrialisation accélérée, la collectivisation forcée à un rythme tel qu'elle ne pouvait qu'entraîner la destruction de millions de paysans et de ressources correspondantes et la «planification intégrale».

Les traits permanents du capitalisme d'Etat de la bureaucratie grand'russe sont déjà fixés. La structure politique est monolithique dans le parti, totalitaire dans l'Etat. L'ensemble est non pas dominé, ce qui ne voudrait rien dire dans ce contexte, mais **constitué** par l'Etat-Parti. C'est là une institution sans précédent dans l'histoire. On avait déjà vu des Etats absolutistes bureaucratiques, dominant l'économie par la propriété étatique de la terre et l'exploitation de l'économie naturelle des villages. On n'avait pas encore vu un Etat intégrant à lui tout l'appareil de production en même temps que faisant sa chose d'un parti d'Etat, politiquement structuré par lui après lui avoir dû sa formation. Ce parti unique totalement bureaucratisé est aussi chose nouvelle. Ce n'est pas directement un appareil d'Etat, analogue aux administrations d'Etat des monarchies absolues d'ancien régime. Mais il n'a non plus aucune commune mesure avec ce que la tradition occidentale connaissait sous le nom de partis, c'est-à-dire des organisations libres et plurales, représentant tels ou tels intérêts sociaux, numériquement faibles par rapport à la masse de ces intérêts, pour ne pas parler de l'ensemble social. C'est une élite, systématiquement recrutée par cooptation et destinée à organiser toutes les masses, à enrégimenter la population, dans toutes les activités concevables où elle est engagée, par de multiples organisations de masse qui font courroies de transmission, syndicats, coopératives, organisations économiques, juvéniles, féminines, culturelles, militaires, policières, toutes étatisées par pénétration et contrôle des agents du parti, lui-même surveillé par la police.

L'Etat-Parti, polarité aux termes interchangeables, n'est tel que parce qu'il a pour fondement la propriété d'Etat. Il l'administre intégralement, sans aucun contrôle des participants. La bureaucratie de l'Etat-Parti et les bureaucrates co-partageants (dans l'appareil économique, syndical, l'armée, etc.) **possèdent l'Etat corporativement au sens propre du terme. Ils n'ont, par là-même, pas besoin de titres ou garanties juridiques** (sinon dans le préjugé de l'opinion bourgeoise — et de ses penseurs — qui, elle, a besoin de justifier juridiquement les titres individuels de son monopole social). La planification doit être entendue au sens étroit, administratif du terme. En cela elle est plus proche, quoiqu'«intégrale», des planifications, étatisations, programmations monopolistiques ou étatiques des pays dits capitalistes d'aujourd'hui. Reste à savoir quel est le type et moment du développement capitaliste contemporain (ce qu'il faudra voir dans la suite de l'analyse). Rien à voir avec un plan socialement élaboré au sens global

du mot et, par suite, d'un fonctionnement progressivement automatique, comme le serait celui d'associations libres de producteurs. C'est une planification bureaucratique par en haut, où interviennent dans une certaine mesure des compromis intrabureaucratiques (avec les dirigeants économiques et militaires principalement). Les faux frais en sont énormes et toujours épongés au détriment de la population. Ses rythmes de fonctionnement, zigzags entre le resserrement ou le relâchement de la pression de l'Etat, sont décidés par l'appareil sous la pression des contraintes économiques objectives, dont la moindre n'est pas la pression permanente de l'économie mondiale. Il y a dans l'Etat-Parti russe, et c'est en quoi il est un précurseur des développements contemporains, fusion totale de l'économique et du politique. Le politique domine l'économique en ce sens que l'exigence économique a conduit à la formation d'une structure politique bien définie. Là est la source de l'omnipotence bureaucratique.

Quelle est en tout cela la signification historique de Staline ? Là-dessus on a beaucoup déraisonné en tous sens et partout, comme devrait d'ailleurs le démontrer la permanence, pour l'essentiel, après sa mort, de ce qu'on appelle communément stalinisme. Ce n'est pas Staline qui explique la bureaucratie. Il en est le porte-parole. Elle se reflète en lui. D'où son entêtement persistant à ne pas vouloir en démolir le «rôle historique». Il fut la figuration personnalisée d'une classe irrésistiblement montante. Il sut — et c'est là sa seule contribution personnelle — appuyer sa soif de pouvoir et sa féroce médiocrité — à la différence des vieux bolchéviks qui s'en inquiétaient — sur cette montée bureaucratique qui ne fut, à son tour, irrémédiable que parce que les conditions historiques et économiques l'exigeaient et n'offraient d'autres recours en Russie ni mondialement. Il a forgé systématiquement son culte; c'est vrai. Mais cet artifice est aussi le propre de toutes les sociétés contemporaines. Il n'est possible que par des pratiques sociales qui ont nécessairement cours dans toutes les sociétés de classe. Il en fut de même en Allemagne après que Hitler y eut assumé le pouvoir. Ici ou là, personne n'avait je ne dis pas le droit, mais la moindre possibilité de s'élever là-contre (à moins de choisir les camps de concentration), tous ou presque n'en pensant pas moins. Les classes dominantes se rendent parfois à elles-mêmes ce culte personnellement hypostasié. Il va alors dans le sens de leurs intérêts. Elles apprennent aux masses à le pratiquer (le héros ou, dans une situation différente, l'élite), c'est-à-dire à transformer en admiration mythologique un pouvoir de toutes façons subi sans recours.

Plus une société est hiérarchique (qu'on pense aux églises, aux armées), plus la connaissance (c'est ainsi qu'on nomme les idéologies) se partage en plusieurs degrés. D'autant plus en va-t-il ainsi en Russie. L'élite s'y nourrit d'idéologie «socialiste», dérivée du «marxisme» : le socialisme dans un seul pays, puis le triomphe du camp socialiste avec toutes les adaptations sophistiques ou proprement mythologiques que cette position exige nécessairement. Mais les masses sacrifiées par tous les moyens depuis un demi-siècle à la construction économique, base du pouvoir bureaucratique, de quoi les nourrir ? Populairement, le nationalisme grand-russe est la substance idéologique qui constitue la force motrice du capitalisme d'Etat, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent nécessairement. Répression en permanence des nationalités allogènes (46 % de la population, sans compter les annexions d'après-guerre). Enrégimentation des ouvriers et alternative du travail forcé pour les rétifs (travail qui compta jusqu'à 10 % de la main-d'œuvre). Retour à une quasi-servitude de la paysannerie kolkhozienne. Subordination monolithique des partis «communistes» étrangers aux intérêts de la bureaucratie russe. Enfin, mais non le moins symptomatique, antisémitisme endémique. Sans compter un chauvinisme inculqué aux masses en permanence et dont on a vu les effets quand la Tchécoslovaquie fut occupée et ramenée à l'alignement.

Seconde guerre mondiale et conjoncture présente

Un tel régime pouvait-il résister à l'épreuve de la guerre ? Contrairement aux apparences et aux spéculations, cette structure, dans la position géopolitique de la Russie, apparaît en effet plus forte qu'elle ne le paraît parfois. On a reproché à Staline les purges de masse de 1936-38. On y a vu une cause d'affaiblissement. Ce n'est pas faux. Mais il y a lieu de se placer dans la logique sinistre du système. Après les «succès» du premier plan quinquennal, fallait-il asseoir solidement le capitalisme d'Etat en construction sur des fondements politiquement renouvelés ? Pouvait-on se fier aux anciens bureaucrates, même «staliniens» un peu malgré eux, encore mal revenus de leur passé et rêveries révolutionnaires ? En termes de cynique réalisme politique, les massacres étaient un expédient justifié en vue des problèmes à résoudre. C'était là faux frais du système qui en avait vu bien d'autres et de pires (plus de vingt millions de paysans sacrifiés sur l'autel de la collectivisation). Il fallait à l'étape nouvelle une intelligentsia ambitieuse, avide, sans scrupules, assurée de son droit aux privilèges de classe et bien résolue à les conserver contre les classes chargées, à leurs dépens, de parachever la construction du «socialisme». Mais autant la bureaucratie met-elle une brutalité sans précédent à fortifier les bases de son pouvoir, autant est-elle, contrairement à des préjugés répandus, non pas aventureuse, mais prudente et froidement calculatrice à l'exposer en politique étrangère. Quand la guerre lui fut imposée, elle sut tirer parti de tout. Sa position relativement favorable, le soutien des Anglo-Saxons, virtuellement vainqueurs dans une telle conjoncture, lui permirent de s'en tirer sans risques majeurs, sinon à bon compte (mais elle n'a jamais songé à lésiner... sur le dos d'autrui).

Aujourd'hui, quoiqu'on pense d'une guerre (nucléaire) totale, là n'est plus le vrai danger. Il est justement pour elle dans une confrontation directe à l'échelle mondiale en termes essentiellement technologiques et économiques auxquels le politique et le militaire sont subordonnés. Il y a là deux systèmes, de plus en plus analogues, mais d'une efficacité encore bien différente, au détriment de la Russie. Les U.S.A. se croient un destin hégémonique et cherchent à déplacer l'adversaire-partenaire. La Russie voit mal comment rattraper son retard sur les U.S.A., but qu'elle s'était assignée dès le lendemain de sa révolution, mais qui recule toujours à mesure qu'elle paraît avancer, car ce retard est devenu cumulatif et s'est inscrit dans la structure même du système. C'est le problème qui se posait dès la fin de la guerre et, plus précisément, depuis ce qu'on a appelé la déstalinisation. Cette période consiste dans la recherche d'une meilleure efficacité, ce qui fut, après tout, aussi l'objectif de Staline : stabiliser et renforcer le fonctionnement du système. Le seul changement fut la fin du «socialisme dans un seul pays», c'est-à-dire de la primauté russe et l'apparition de nouveaux capitalismes d'Etat et de bureaucraties nationales. Danger qu'ont déjà marqué la sécession yougoslave et la rupture chinoise. Mais qu'a limité jusqu'ici le compromis des «zones d'influence». Chacun pénètre ou pille la sienne sans trop chercher noise à l'autre. C'est la coexistence et la détente. La difficulté est pour chacun de savoir comment coexister... au détriment de l'autre et détendre... à son profit. Il n'y a d'accord que pour maintenir le système établi chez soi au détriment des satellites respectifs et... pour se défendre l'un contre l'autre. Dans cette rivalité-solidarité, les bureaucrates savent qu'ils n'ont pas les atouts technologiques-économiques. Que faire ? Se faire aider par le rival, entreprise pleine de chausse-trapes, ou miser sur une nouvelle crise économique mondiale. C'est là-dessus que portent les discussions et rapports de force entre bureaucrates qui savent qu'une crise ne comporterait pas pour eux que des avantages.

L. R.

PARTI-ETAT
STALINISME, REVOLUTION
par MUNIS (Cahiers Spartacus, B 62)

La question de la Russie se trouve, depuis les années vingt de ce siècle, au centre des débats du mouvement ouvrier révolutionnaire. Non pas gratuitement, mais parce que l'effondrement du prolétariat russe, la contre-révolution stalinienne, l'institution, par le fer et par le feu, sur les cadavres des prolétaires d'Octobre, du despotisme du capital concentré aux mains de l'Etat-Léviathan, posent toutes les questions décisives de la révolution communiste. Mettant en jeu la compréhension de la nature du rapport social capitaliste, l'intelligence de cette période met aussi, du coup, en jeu, l'intelligence de sa subversion.

A partir du diagnostic de la contre-révolution stalinienne, et de l'établissement de la nature capitaliste de l'Etat russe, ce sont tous les problèmes de la révolution qu'il faut réexaminer à nouveau : la barbarie de la contre-révolution ne fait ressortir qu'avec plus de netteté les exigences communistes de la liquidation du vieux monde : la réappropriation par les producteurs des moyens de production et des produits du travail, la destruction révolutionnaire du salariat, des classes et de l'échange marchand.

Au moment où les diverses variétés du «gauchisme» délavé du jour communient universellement dans la religion du capital étatisé, qui à Moscou («Etat ouvrier» oblige !), qui à Pékin, qui à la Havane ou à Tirana même, ce petit livre est le bienvenu.

En plus d'une vive analyse de la contre-révolution, on y trouvera un tableau frémissant de la grandiose vague révolutionnaire qui, partie de Russie en 17, viendra mourir en Espagne vingt ans plus tard, après avoir secoué toute l'Europe et jusqu'à la Chine. L'auteur en a été le témoin passionné. Et c'est parce que le temps n'a en rien altéré cette passion même, que la jeune génération pourra reconnaître dans «PARTI-ETAT, STALINISME, REVOLUTION» des accents qui sont les siens.

A PROPOS DE GRAMSCI

I GRAMSCI REVOLUTIONNAIRE

Pour tous ceux qui depuis dix ans et plus ont étudié les œuvres d'Antonio Gramsci, l'actuelle floraison d'ouvrages, articles ou numéros spéciaux de revues qui lui sont consacrés est à la fois paradoxale et sans surprise. Paradoxale parce qu'elle se développe alors même que Gramsci est traduit au compte-gouttes (un volume chez Gallimard, une réédition —attendue depuis sept ou huit ans— des Morceaux Choisis aux Editions Sociales); sans surprise parce qu'il était inévitable que le mouvement révolutionnaire renaissant le rencontre sur son chemin.
chemin.

Le livre de M.-A. Macciocchi (**Pour Gramsci,** Editions du Seuil) présente parmi toutes les études récentes une particularité qui le distingue nettement : il propose d'abord une lecture de Gramsci d'un point de vue révolutionnaire, il établit ensuite un parallèle, ou plutôt un dialogue, entre Gramsci et Mao Tse Tung.

Que Gramsci ait été avant tout un révolutionnaire, un militant révolutionnaire, c'est une chose qui n'allait plus tellement de soi et M.-A. Macciocchi le rappelle opportunément. Dans le passé Gramsci a été utilisé à toutes les sauces : chantre des Fronts Populaires ou caution d'une politique d'alliance sans principes (Garaudy), source d'inspiration pour politologues plus ou moins raffinés (Bon et Burnier) ou encore exemple négatif «d'historicisme» et de déviation idéaliste (Althusser). Toutes ces interprétations avaient pour caractéristiques (et en Italie ce fut encore plus évident) de tirer Gramsci toujours plus vers la droite et d'occulter ce qui fut le seul moteur de son action et de sa réflexion : quelle doit être la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes d'Occident ?

Les Conseils Ouvriers de Turin en 1919-20 furent la grande expérience révolutionnaire **directe** de Gramsci. C'est d'elle qu'il tirera la confiance inébranlable qu'il gardera toujours dans les capacités politiques et intellectuelles de la classe ouvrière. C'est d'elle aussi qu'il nourrira sa critique des syndicats, du parlementarisme, de la bureaucratie. C'est par elle enfin qu'il comprendra la nécessaire articulation entre les Conseils, organisation autonome de la classe dans son ensemble, et le parti, organisation de l'avant-garde (même si dans les années qui suivirent il tendra comme nous le dirons à surestimer le parti). Pris dans la grande flambée révolutionnaire européenne des années 20, qui fut alors la pointe extrême du combat de la classe pour son émancipation, en avant même de la Révolution russe où la dislocation des Soviets était, avec l'aide des bolchéviks, en cours, il se trouva sur des positions non pas identiques mais proches par des perspectives concordantes, de celles de la Gauche allemande.

L'échec révolutionnaire en Italie, la montée du fascisme et l'exemple de la révolution victorieuse en Russie vont conduire Gramsci à approfondir, mais aussi parfois à notre avis (qui n'est pas disons-le clairement celui de M.-A. Macciocchi) à dévier ces positions formées dans la lutte.

Jugeant qu'il existait entre la société italienne et le société russe pré-révolutionnaire certaines similitudes (retard relatif dans l'industrialisation, prédominance de l'agriculture, concentration industrielle ponctuelle et enfin effet désagrégateur de la guerre sur les masses paysannes), il s'interroge sur les causes de l'échec ici et du succès là-bas. Il avance deux réponses essentielles : l'absence d'un parti réellement communiste et une différence de structure de l'Etat.

La conception gramscienne du rôle et de l'organisation du parti doit beaucoup à Lénine mais reste largement originale. M.-A. Macciocchi montre bien cet aspect double du rapport Lénine-Gramsci. Ce dernier insistera sur la fonction «pédagogique» du parti, sa fonction «d'intellectuel collectif» et dénoncera toute déformation vers des relations purement disciplinaires et coercitives entre ses membres. Il verra les rapports dirigeants-dirigés comme un échange permanent d'où doivent émerger ceux qu'il nommera des «intellectuels organiques» de la classe, c'est à dire des intellectuels qui puiseront dans leur lien et leur action avec la classe la substance de leur pensée. Pourtant Gramsci, oubliant les Conseils, tombera dans la déviation qui consiste à concevoir les «masses» comme un ensemble indifférencié et à ne plus voir que le lien entre le parti et la classe ne peut se maintenir que si la classe est elle-même organisée indépendamment du parti.

Ces ambiguités vaudront d'ailleurs à Gramsci une place incertaine dans la «géographie» du mouvement ouvrier marxiste. Il est considéré comme un «centriste» par les ultra-léninistes bordiguistes; comme un léninisme honteux par les conseillistes -après avoir subi post-mortem une double tentative de récupération de la part des staliniens et des trotskystes.

Mais c'est dans l'analyse de l'Etat que l'originalité de Gramsci éclatera avec le plus de vigueur. Cette analyse serait trop longue à rapporter dans le cadre d'un article. (C. Buci-Glucksmann dans un livre récent «Gramsci et l'Etat» l'a tentée mais dans une perspective orthodoxe, j'entends un léninisme version althussérienne, et finalement statique.) Disons simplement que M.-A. Macciocchi pose avec clarté ses principaux éléments. En résumant grossièrement, Gramsci est amené à penser qu'une des causes déterminantes de l'échec de la révolution italienne est la solidité de ce qu'il appelle la «société civile», c'est à dire l'ensemble des institutions telles que écoles, églises, familles, syndicats, etc. qui encadrent la population et assurent son consensus, par rapport à la «société politique», seconde composante de l'Etat, c'est à dire armée, police, justice, etc. qui assurent si besoin est la coercition. De là Gramsci tire une très fine analyse historique de l'Etat puis une stratégie révolutionnaire par laquelle la classe doit affaiblir au maximum ces institutions, donc ruiner l'hégémonie de la bourgeoisie pour établir la sienne propre avant d'entreprendre la destruction révolutionnaire de l'Etat-société politique.

Nous allons voir ce qu'il convient de penser de cette visée stratégique. Précisons toutefois pour lever toute ambiguité qu'elle est pour Gramsci révolutionnaire, c'est à dire qu'elle implique **et** la destruction violente de l'Etat **et** la dictature du prolétariat.

II GRAMSCI ET MAO

Après avoir très clairement exposé les traits caractéristiques de la pensée de Gramsci, M.-A. Macciocchi tente de les mettre en parallèle avec la pensée de Mao et plus largement avec l'expérience de la révolution chinoise en vue de dégager des concordances théoriques et politiques. Nous ne sommes pas convaincus par cette lecture «maoïste» et nous allons essayer de dire pourquoi.

Pour cela nous emprunterons un détour : essayer de mesurer les limites de Gramsci, c'est à dire les limites que, pour l'essentiel, sa situation historique lui imposa. D'abord l'Italie. Après la première guerre mondiale l'Italie est dans une situation intermédiaire entre les pays capitalistes développés et arriérés. L'unification politique est récente et fragile, l'industrialisation inégalement réalisée, l'agriculture prédominante. En un mot la révolution bourgeoise est inachevée. De cela Gramsci est conscient, peut-être trop conscient. Son analyse de l'Italie, en outre très largement influencée par l'étude de la révolution bourgeoise française, est constamment orientée par le point de vue national et populaire. La préoccupation affirmée de Gramsci est de réaliser **complètement** l'unité nationale italienne et pour cela d'unifier culturellement et politiquement le **peuple** italien : il attend de la classe ouvrière moins d'accomplir ses tâches historiques propres que d'achever la révolution bourgeoise.

Par ailleurs les références à l'infrastructure économique sont rares chez Gramsci. Non pas qu'il ignorât l'importance de l'économie, et de nombreuses citations pourraient montrer qu'il comprenait parfaitement l'unité entre l'infrastructure et la superstructure (le «bloc historique»), mais sans doute sous l'effet conjugué de sa juste hostilité à l'économisme de la II° Internationale, et de l'évolution de la révo-

lution russe qui affirmait (à tort !) avoir détruit les rapports de production capitalistes, il perdit de vue l'objectif **unique** de la révolution socialiste : l'abolition du salariat, c'est à dire la destruction de l'économie monétaire, du règne de la marchandise et des économies nationales.

Aussi ne sut-il définir clairement la signification de la période ouverte pour le capital par les défaites prolétariennes ni la nature de la formation sociale établie en URSS. A cet égard il reste très en deçà de la Gauche allemande qui, malgré ses confusions, sut comprendre la décadence du capital, la tendance au capitalisme d'Etat et sa cristallisation en URSS.

La faiblesse de sa vision de l'économie mondiale entraîna deux conséquences : la mise de côté de la perspective internationaliste de **classe** (la classe ouvrière est internationaliste non pour des raisons «morales» mais parce qu'elle ne peut abolir son exploitation salariale que mondialement) et une surestimation de la politique et de l'idéologie.

De là sa critique du stalinisme, telle qu'elle nous est explicitée par M.-A. Macciocchi, qui reste une critique subjective car elle ne saisit pas ses racines dans les rapports de production demeurés capitalistes et est donc aussi faible que la critique trotskiste. De là aussi ses positions très contestables, qui flirtent avec le populisme, sur la question paysanne. De là enfin l'ambiguité de sa stratégie révolutionnaire : la classe ouvrière devrait pouvoir être idéologiquement dominante avant de prendre le pouvoir politique. Cette perspective semble provenir d'une généralisation du processus de la révolution bourgeoise pendant laquelle la bourgeoisie a pu prendre des pouvoirs partiels avant de constituer son Etat de classe propre. Peut-il en être de même pour le prolétariat ? Sûrement pas. La révolution prolétarienne, révolution **sociale** qui doit subvertir l'ensemble de la société, doit être d'abord **destruction**. Ou encore la classe ouvrière ne peut avoir que **tout** le pouvoir ou **pas** le pouvoir.

Il est néanmoins indiscutable que les analyses de Gramsci sur l'Etat, les idéologies, les mécanismes du pouvoir, sont des armes irremplaçables pour les révolutionnaires, mais pour mener jusqu'à son terme et le plus radicalement la **subversion** de la société existante.

Alors la révolution chinoise et Mao Tse Toung ? S'il fallait résumer en une phrase notre appréciation, et par là justifier notre détour, nous dirions que c'est par ses limites que Gramsci peut être rapproché de Mao. Pour autant que Gramsci se tient sur des positions de classe il s'éloigne de Mao, pour autant qu'il dévie des positions de classe il se rapproche de Mao. Cela s'entend sans peine dès lors que sont levées les mystifications sur la nature de classe de la révolution chinoise. Bourgeoise dans son mouvement et son idéologie, elle l'est dans ses buts : le contrôle étatique de l'accumulation du capital et la construction d'une puissance nationale. Que les instruments d'analyse politique forgés par Gramsci puissent s'appliquer à la Chine, depuis le début de la guerre civile jusqu'aux derniers avatars de la campagne anti-Confucius et anti-Lin Piao, ne saurait dans ce cas rien infirmer : ils peuvent être aussi efficacement utilisés pour n'importe quel pouvoir d'Etat, à n'importe quelle époque. En vérité les convergences apparaissent dès qu'il est question de nation, de peuple, de paysannerie, de pédagogie de parti, de masses, etc. toutes notions étrangères à la conception marxiste de classe. Elles disparaissent dès qu'il est question de Conseils ouvriers, de destruction de l'Etat, de dissolution des économies nationales ou encore du rôle des «chefs» et des «personnalités» !! Il faudrait aussi montrer qu'en dépit de ressemblances superficielles avec Gramsci, et quel que soit le langage employé, la façon dont les Chinois envisagent les problèmes de la distinction du travail manuel et intellectuel, de l'organisation et de la promotion de la production, de l'école, des femmes, reste également soumise à une conception bourgeoise.

Que M.-A. Macciocchi ait engagé une lecture révolutionnaire de Gramsci marque un point de non retour dont elle gardera le mérite. Mais sa tentative est largement limitée par sa référence à la Chine. Le prolétariat international est engagé dans le grand procès, accéléré par la crise économique, qui lui rend sa conscience révolutionnaire; il devra se réapproprier critiquement A. Gramsci qui fut un de ses plus éminents représentants, mais il devra aussi rompre avec tous ceux qui ont usurpé de son nom et de ses tâches historiques.

GALAR

CLEFS POUR L'AUTOGESTION PAR Alain Guillerm et Yvon Bourdet

Cette étude a le caractère d'une recherche fondamentale parce qu'elle a pour objet le but final du mouvement révolutionnaire : la gestion, par les travailleurs eux-mêmes, de la totalité de leurs activités sociales, autrement dit l'**autogestion**.

Comme des interprétations multiples ont délibérément dénaturé le sens de ce mot, les auteurs ont dû d'abord le définir en le séparant des notions de participation, de cogestion, de contrôle ouvrier, de coopérative; puis ils ont cherché les fondements théoriques de cette idée, «la formation progressive et de plus en plus claire du concept d'une société autogérée»... «à travers l'histoire des idées». Mais qu'attendre d'un voyage de six pages à travers vingt-cinq siècles, en allant de Protagoras à Sartre, via Descartes, en croisant au passage Kant, Hégel, Lénine ? La référence au **Contrat social** de J.J. Rousseau est plus valable et, en effet, «il semble qu'une **lecture autogestionnaire** de Rousseau soit possible et utile»; il en est de même pour l'œuvre de Ch. Fourier. En ce qui concerne Proudhon, A. Guillerm et Y. Bourdet estiment que son mutualisme et son fédéralisme ne constituent pas des bases théoriques pour l'autogestion; ces bases, ils les trouvent chez Marx et Bakounine qu'ils ont parfaitement raison d'associer sur ce point malgré l'antipathie qu'ils se manifestaient et leurs polémiques incisives. Car sur la définition — qu'on peut dire «autogestionnaire» — du socialisme qui termine le second chapitre du Manifeste des Communistes : «association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous», de même que sur la formule : **l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes**, il n'y a eu et ne pouvait y avoir aucune divergence entre Marx et Bakounine. Il y a, au contraire, làdessus, une divergence entre Marx et son épigone Kautsky qui attribue à des hommes de la science socialiste la direction du mouvement ouvrier; une divergence encore plus tranchée entre Marx et Lénine puisque ce dernier oppose des professionnels de la Révolution aux masses ouvrières dont il juge les aspirations «petites-bourgeoises»; enfin une contradiction absolue et qu'on peut dire dialectique entre la doctrine de Marx et celle de l'épouvantable Staline, bourreau des peuples. Aussi A. Guillerm et Y. Bourdet s'attachent-ils à «restituer le marxisme dans ses principes fondamentaux» d'où l'écarte la déviation kautskiste-léniniste; ils s'engagent ainsi sur la voie tracée par, entre autres, Rosa Luxembourg et Anton Pannekoek, celui-ci apparaissant comme le premier et le plus important théoricien de l'autogestion révolutionnaire, notamment dans son livre **Les Conseils Ouvriers**.

La seconde partie de **Clefs pour l'Autogestion** concerne les expériences autogestionnaires au plan pratique. Mais là encore, pour remonter dans le temps, les auteurs se sont crus obligés de survoler en une quinzaine de pages les millénaires d'une «préhistoire de l'autogestion» tout à fait contestable. Ils auraient pu remplacer avantageusement ces pages en étudiant plus longuement, plus complètement, les comités d'atelier sous la Commune de Paris, comme ils l'ont fait, avec beaucoup de compétence, dans les chapitres suivants, pour les Conseils ouvriers qui se sont spontanément constitués au cours des grandes crises révolutionnaires de notre siècle. La tentative tchécoslovaque brutalement interrompue, l'ébauche de pratique autogestionnaire en Algérie et son relâchement, la forme et l'évolution du régime yougoslave font notamment l'objet d'analyses très pertinentes.

Ces analyses conduisent à voir, dans l'autogestion, une nécessité révolutionnaire historique pour les pays industriels et, par conséquent, visent à développer dans le mouvement ouvrier le courant autogestionnaire. Nul doute que ceux, de plus en plus nombreux, qui s'intéressent à ce courant tireront de ce livre — où l'érudition se montre peut-être un peu trop voyante — ample matière à réflexion. Leur documentation sera d'ailleurs facilitée par l'abondante et excellente bibliographie mise au point par Catherine Dreyfus à la fin de l'ouvrage.

S. RUBAK

Alain Guillerm a déjà publié chez Spartacus **Le luxembourgisme aujourd'hui.** (B. 32)

Guy SABATIER

LA QUESTION NATIONALE

L'enrichissement du marxisme par Rosa LUXEMBOURG

Contrairement à tous les essayistes tels Nettl, Haupt ou Lowy[1] qui par leur rattachement à la thèse léniniste minimisent l'importance du facteur économique et pour cela critiquent les positions de Rosa Luxembourg, il faut justement souligner la prépondérance **nécessaire** de ce facteur dans l'examen et la compréhension de la question nationale d'un point de vue réellement marxiste.

En effet, c'est en se basant sur le caractère **ascendant** du mode de production capitaliste au XIX[e] siècle (constitution d'un marché mondial) que Marx et Engels (en dépit de la thèse sur l'Irlande) appuyèrent certaines luttes «nationales» dans la mesure où celles-ci permettaient la formation d'un état susceptible d'offrir un cadre au développement des forces productives et donc d'être une étape dans le progrès de la grande industrie, dans la concentration du prolétariat, c'est-à-dire rassembler les possibilités du passage le plus rapide à la lutte **sociale** des classes.

C'est comme cela que l'on peut comprendre la parfaite cohérence de cette démarche «tactique» avec l'affirmation principielle du primat de la catégorie de classe sur celle de nation que donne par exemple le «Manifeste Communiste» : «*Les prolétaires n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas... Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent*». Le cri de guerre au vieux monde qui clôt le manifeste «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» est l'expression la plus claire de **l'unité** de la théorie marxiste fondée sur la base de granit de l'analyse scientifique du mouvement du Capital. Malgré quelques erreurs provenant de leur impatience de voir d'une part l'Europe centrale débarrassée de la Russie tsariste («la plus grande réserve de la réaction européenne»), d'autre part l'Angleterre — considérée comme l'épicentre de la révolution mondiale, cf. le siège de l'A.I.T. à Londres — non entravée par la question irlandaise, Marx-Engels ont toujours mis l'accent sur les priorités économiques et sociales.

Contre Engels qui écrivait en 1882 : «*Deux nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux qu'ils sont le mieux internationaux*»[2] et qui fut par là à l'origine de la **séparation** entre les questions nationales et sociales entraînant la thèse des «cas particuliers» ou celle du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» (reprise par Lénine), c'est Rosa Luxembourg qui sut réaffirmer les priorités en disant : «*Pour la social-démocratie, la question des nationalités est, comme toutes les autres questions sociales et politiques, surtout une question d'intérêts de classe*»[3]. *Si elle déclara qu'il fallait «revoir les vieilles idées de Marx sur la question nationale»*, si elle comprit les insuffisances ou les erreurs de Marx et Engels, c'est en analysant l'évolution du Capital. En prenant les problèmes à la racine, c'est-à-dire sur le plan **économique**, elle fut par là non seulement fidèle à la méthode marxiste mais surtout elle contribua à un enrichissement de la théorie, y compris — et ce n'est pas là un moindre mérite — en révélant les erreurs des «maîtres» ! Ceux qui n'y voient que du «déterminisme», de «l'économisme», à l'image des différents «commentateurs» de son œuvre comme le dernier en date : le stalinien G. Badia[4], sont ceux qui ont justifié depuis plus de 50 ans, en s'appuyant sur les tactiques de la III[e] Internationale, tous les massacres des mouvements sociaux au nom de la soi-disant nécessité de l'étape «nationale et démocratique» qui s'est révélée en fait comme la meilleure forme de sauvegarde du Capital (cf. la Chine et le «tiers monde»).

LA BASE ECONOMIQUE

Comme «Marx avait esquissé son analyse de l'accumulation à une époque où l'impérialisme n'avait pas encore surgi sur la scène mondiale» et que «l'hypothèse sur laquelle s'appuyait l'analyse de Marx : l'hégémonie définitive et absolue du capital dans le monde, exclut précisément a priori le processus de l'impérialisme», Rosa Luxembourg s'attela à écrire «L'Accumulation du Capital»[5] pour contribuer à la compréhension théorique de l'évolution du système. Elle mit en évidence la cause de la **décadence** du mode de production capitaliste : l'impossibilité de réaliser la plus-value sur un marché mondial saturé, et elle montra qu'au XX[e] siècle la seule alternative était «socialisme ou barbarie» : «*Le trait caractéristique de l'impérialisme en tant que lutte concurrentielle suprême pour l'hégémonie mondiale capitaliste n'est pas seulement l'énergie et l'universalité de l'expansion — signe spécifique que la boucle de l'évolution commence à se refermer — mais le fait que la lutte décisive pour l'expansion rebondit des régions qui étaient l'objet de sa convoitise vers les métropoles. Ainsi l'impérialisme ramène la catastrophe, comme mode d'existence, de la périphérie de son champ d'action à son point de départ. Après avoir livré pendant quatre siècles l'existence et la civilisation de tous les peuples non capitalistes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Australie à des convulsions incessantes et au dépérissement en masse, l'expansion capitaliste précipite aujourd'hui les peuples civilisés de l'Europe elle-même dans une suite de catastrophes dont le résultat final ne peut être que la ruine de la civilisation ou l'avènement de la production socialiste*».

Alors que la plupart de ses détracteurs ont accusé «l'Accumulation du Capital» d'être uniquement un ouvrage théorique sans implications pratiques, c'est au contraire sur la base de cette analyse économique que Rosa Luxembourg indique la **seule** lutte possible à l'époque impérialiste : la lutte **sociale** des classes, «*A la lumière de cette conception, l'attitude du prolétariat à l'égard de l'impérialisme est celle d'une lutte générale contre la domination du capital. La ligne tactique de sa conduite lui est dictée par cette alternative historique*». C'est toujours grâce à cette base, que Rosa condamne les implications opportunistes des théories majoritaires dans la social-démocratie : de Bauer à Hilferding, en passant par Eckstein, Tougan-Baranowsky, et bien sûr Kautsky ; implications de type nationaliste et démocratique : «*La ligne tactique prônée par le marxisme officiel des «experts» est tout autre. La croyance en la possibilité de l'accumulation dans une «société capitaliste isolée», l'opinion selon laquelle «le capitalisme est concevable même sans expansion» sont les expressions théoriques d'une conception tactique bien définie. Cette position tend à considérer la phase de l'impérialisme non pas comme nécessité historique, comme la phase de la lutte décisive pour le socialisme, mais comme l'invention malveillante d'une poignée d'intéressés. Cette position tend à persuader la bourgeoisie que l'impérialisme et le militarisme leur sont nuisibles même du point de vue de leurs propres intérêts capitalistes ; elle prétend les convaincre d'isoler la clique des prétendus profiteurs de cet impérialisme pour constituer ainsi un bloc du prolétariat et de larges couches de la bourgeoisie en vue de «modérer» l'impérialisme, de le paralyser par un «désarmement partiel», de le «rendre inoffensif» ! Comme le libéralisme, à sa phase de décadence, en appelle de la monarchie mal informée à une monarchie qui devrait être mieux informée, le «centre marxiste» veut opposer la bourgeoisie mal éclairée à la bourgeoisie que l'on peut instruire, prétend détourner le cours catastrophique de l'impérialisme en réclamant des accords de désarmement internationaux, en appelle de la lutte des grandes puissances pour la dictature mondiale du sabre* **à la fédération pacifique d'Etats nationaux démocratiques**. *La lutte mondiale entre le prolétariat et le capital fait place à l'utopie d'un compromis historique entre le prolétariat et la bourgeoisie qui «atténuerait» les antagonismes impérialistes entre les Etats capitalistes.*» (souligné par nous)

Dans un autre texte écrit **avant** l'Accumulation c'est-à-dire «La question nationale et l'autonomie», en 1908, elle montre

que, avec les tendances économiques inhérentes au capitalisme (expansion, concurrence) — tendances exacerbées à l'époque impérialiste —, la possibilité de constitution de «petits Etats nationaux» est sapée au fil du temps jusqu'à ne plus exister ou être une «abstraction» à partir du stade de l'impérialisme généralisé. La partie la plus significative du texte à ce propos est intitulée «Impérialisme et question nationale» : «*...Lorsque Kautsky considère la question de l'Etat National sous un autre angle que Marx, il souligne essentiellement l'aspect culturel, pacifique du développement, alors que Marx met l'accent sur l'aspect politique dont l'arme dirigée vers l'extérieur est la conquête. Mais ni l'un ni l'autre ne décrivent le destin des nationalités dans le cours de l'histoire selon leur volonté de se séparer ou de devenir indépendantes. Bien au contraire, Kautsky montre directement — pour la première fois à notre connaissance dans les écrits socialistes actuels — la tendance historique à éliminer les différences nationales dans le système socialiste et à fondre l'humanité civilisée en une nation. Certes, constate ce même théoricien, le développement capitaliste suscite en même temps des phénomènes qui viennent apparemment en contradiction : le réveil et le renforcement de la conscience nationale, ainsi que l'aspiration à un Etat national en tant que «forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes, sous laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches».*[6]

Or, cet Etat national «le plus adéquat» n'est qu'une abstraction qu'on peut facilement développer et défendre sur le plan théorique, mais qui ne correspond pas à la réalité. Le développement historique qui mène à la communauté civilisée, englobant tous les hommes, s'opère essentiellement, comme l'ensemble du développement social, au milieu de contradictions. Or, la contradiction qui concerne la croissance unificatrice de la civilisation internationale **ne réside pas là où la cherche Kautsky, dans la tendance à l'idéal de «l'Etat national», mais plutôt là où la voit Marx : dans la lutte meurtrière entre les nations, dans la tendance à édifier de grands états capitalistes à l'extérieur des grands domaines de la civilisation et contre eux.**

Le développement vers le Grand Etat qui constitue la caractéristique saillante de l'époque moderne et qui gagne la prépondérance par les progrès du capitalisme condamne dès l'abord toute la masse des mini - et micro-nationalités à la faiblesse politique. A côté de quelques nations très puissantes, qui sont les gérants du développement capitaliste car elles disposent des moyens matériels et des moyens intellectuels indispensables pour préserver leur indépendance économique et politique, l'«autodétermination», l'existence autonome des mini - et micro-nations est de plus en plus une illusion. Ce retour à l'existence autonome de toutes ou du moins de la grande majorité de petits Etats avait des chances et des perspectives d'avenir à l'époque capitaliste. Pour le moment, les conditions économiques et politiques à l'échelle d'un Grand Etat sont à ce point nécessaires dans la lutte pour l'existence des nations capitalistes que même les petits Etats politiquement indépendants, formellement égaux en droits qui existent en Europe ne jouent qu'un rôle statistique et le plus souvent celui du bouc émissaire. Peut-on parler sérieusement de «l'autodétermination» pour les Monténégrins, les Bulgares, les Roumains, les Serbes, les Grecs, formellement indépendants et même dans un certain sens pour les Suisses, dont l'indépendance est le produit des luttes politiques et du jeu diplomatique dans le «concert européen» ? Vue sous cet angle, l'idée d'assurer à toutes les «nations» la possibilité de s'autodéterminer ressemble pour le moins à la perspective d'abandonner le développement du grand capitalisme pour retourner aux petits Etats du Moyen Age, loin en arrière, avant les XV[e] et XVI[e] siècles.

Le deuxième trait fondamental de l'évolution récente qui condamne sous un autre angle cette idée à n'être qu'une utopie **est l'impérialisme capitaliste**. L'exemple de l'Angleterre et de la Hollande montre qu'un pays capitaliste peut même dans certaines conditions sauter tout à fait l'étape de transition de «l'Etat national» et édifier dès l'époque de la manufacture un Etat colonial. Tous les grands Etats capitalistes ont suivi aux XVIII[e] et XIX[e] siècles l'exemple de l'Angleterre et de la Hollande qui ont commencé à conquérir des colonies dès le début du XVII[e]. Le fruit de cette tendance est la ruine continuelle de l'indépendance d'un nombre toujours croissant de pays et de peuples, de continents entiers.

C'est ce développement du commerce mondial à l'époque du capitalisme qui entraîne la décadence inévitable quoique parfois lente de toutes les sociétés primitives, qui détruit leur manière historiquement constituée de «s'autodéterminer», les rend dépendantes de la roue du développement capitaliste et de la politique universelle qui broie toutes choses. Seul l'aveuglement parfaitement formaliste permet de prétendre que par exemple la nation chinoise — considérons la population de cet Etat comme une nation ou comme plusieurs nations — «décide» en fait à l'heure actuelle «de son propre sort». L'annexion directe ou la dépendance politique des pays coloniaux à différents degrés et sous différentes formes suit l'effet destructeur du commerce mondial. Et si la social-démocratie combat de toutes ses forces la politique coloniale dans son principe et dans tous ses symptômes et s'efforce inlassablement d'empêcher qu'elle continue de progresser, elle se rend bien compte que cette évolution ainsi que le développement de la politique coloniale plongent leurs racines dans les fondements de la production capitaliste, qu'ils accompagneront immanquablement les progrès ultérieurs du capitalisme et que seuls d'innocents «apôtres bourgeois de la paix» peuvent croire que les Etats actuels se détourneront de cette voie. Compte tenu de cette évolution et de la nécessité de la lutte pour l'existence sur le marché international, de la politique universelle et des possessions coloniales pour les grands Etats capitalistes, «*ce qui remplit le mieux sa fonction dans les conditions actuelles», c'est-à-dire ce qui correspond le mieux aux besoins*

Rosa Luxembourg jeune militante

de l'exploitation capitaliste, **ce n'est pas «l'Etat national — comme le suppose Kautsky — mais l'Etat conquérant».** (souligné par nous)

Cette critique fondamentale de Kautsky sur la base de la compréhension économique de l'impérialisme conduira Rosa Luxembourg, lors de la première guerre impérialiste mondiale qui sanctionnera **pratiquement** le naufrage théorique de la II[e] Internationale, de la social-démocratie et de Kautsky, à la formulation la plus nette et la plus achevée sur la question nationale. Dans la «Brochure de Junius»[7], rédigée en avril 1915 alors que Rosa était emprisonnée à Berlin, celle-ci écrit : «*Dans le cadre impérialiste actuel, il ne saurait plus y avoir de guerre défensive, de guerre nationale, et les socialistes qui ne tiendraient pas compte de ce cadre historique déterminant, qui, au milieu du tumulte du monde, voudraient se placer à un point de vue particulier, au point de vue d'un pays, bâtiraient d'entrée de jeu leur politique sur du sable*». Dans l'appendice à cette brochure : «Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale», elle réaffirme : «*La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale, ni les intérêts économiques ou politiques des masses populaires*

quelles qu'elles soient, c'est uniquement un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régions qui ne sont pas encore soumises au Capital. A l'époque de cet impérialisme déchaîné **il ne peut plus y avoir de guerres nationales**. *Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme» (thèse 5). C'est cette thèse que Lénine condamnera le plus dans sa critique «A propos de la Brochure de Junius» (écrite en juillet 1916) en disant : «l'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer à la règle marxiste qui veut qu'on soit concret, d'étendre le jugement porté sur la guerre actuelle à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme,* **d'oublier les mouvements nationaux contre l'impérialisme**». (souligné par nous)

Cette incompréhension des fondements économiques **déterminants** de l'impérialisme de la part de Lénine l'entraînera avec les bolchéviks à mettre le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» au programme du parti ouvrier social-démocrate de Russie en considérant ce mot d'ordre comme «prolétarien». Dans le cours de la révolution russe, cela aura des conséquences contre-révolutionnaires, en particulier à partir de la paix de Brest-Litovsk, et Rosa Luxembourg sera amenée à critiquer sévèrement l'incohérence des bolchéviks qui tout en se réclamant de la «terreur» sur le territoire de la révolution se soucient d'apparaître à l'extérieur comme des «démocrates» au même titre que Wilson, le président américain (cf. les 14 points). Dans son texte posthume «La révolution russe», elle dit dans la IIIe partie intitulée «*Deux mots d'ordre petit-bourgeois*» : «*... le fameux «droit de libre disposition des nations» n'est qu'une phraséologie creuse de la petite bourgeoisie et une mystification», et plus loin le «droit de libre disposition des nations», accouplé à la Société des Nations et au désarmement par la grâce de Wilson offre le cri de guerre sous lequel se jouera la partie imminente entre le socialisme international et le monde bourgeois. Il est clair jusqu'à l'évidence que cette formule de «libre disposition» et tout le mouvement nationaliste qui constitue actuellement le plus grand danger pour le socialisme international ont reçu de par la révolution russe et les négociations de Brest-Litovsk un renforcement extraordinaire. Nous aurons à nous occuper encore plus en détail de cette plateforme. Les conséquences tragiques de cette phraséologie introduite dans la révolution russe, aux épines de laquelle les bolchéviks devaient se prendre et s'écorcher jusqu'au sang, doivent servir au prolétariat international d'exemple avertisseur*»[8].

LES ETAPES DE L'ELABORATION THEORIQUE

I) LA POLOGNE

Le départ des réfléxions de Rosa sur la question nationale confirme pleinement le caractère déterminant de la base économique. En effet, c'est avec les recherches faites pour sa thèse de doctorat «Le développement industriel de la Pologne»[9] (1898), qu'elle remit en cause «les vieilles idées» de Marx-Engels sur l'indépendance de ce pays. Montrant que la Pologne à la fin du XIXe siècle dépendait étroitement de la Russie sur le plan économique (la croissance industrielle s'accomplissait grâce aux marchés russes), elle rejette toute revendication d'autonomie. Le développement industriel ayant sapé les bases de l'indépendance, c'est sur la lutte **prolétarienne** qu'il faut mettre uniquement l'accent car l'intérêt historique du prolétariat polonais est son alliance révolutionnaire avec le prolétariat russe. Pour Rosa, l'indépendance n'était plus désormais le rêve que de la petite bourgeoisie et des couches pré-capitalistes de la même façon qu'elle avait été le rêve de la noblesse à l'époque féodale. Dans cette réflexion, elle rejoignait Lénine qui, dans son premier ouvrage important «Le développement du capitalisme en Russie», condamnait les rêves archaïques des populistes russes sur la prédominance de la paysannerie dans le mouvement social.

1905 avec son aspect prolétarien dominant et son extension en-dehors de la Russie allait leur donner pleinement raison !

Du point de vue organisationnel, les divergences de Rosa vont se concrétiser avec la formation de la S.D.K.P. (Parti social démocrate du royaume de Pologne) en opposition au P.P.S. (Parti socialiste polonais) qui défendait justement l'idée de l'indépendance de la Pologne.

Au congrès de Londres de la IIe Internationale en 1896, Rosa Luxembourg représenta la S.D.K.P. et défendit ses thèses internationalistes en dénonçant le P.P.S. comme «social-patriote» : «*A travers l'acceptation de la résolution, le point de vue nationaliste entrera en contrebande sous le drapeau international. Le prolétariat international devrait de ses propres mains coller le signe rouge sur le vieil édifice nationaliste et le consacrer temple de l'internationalisme. Ensuite cette consécration par les représentants du prolétariat international devrait couvrir l'absence d'une quelconque motivation scientifique et élever le social-patriotisme au rang de dogme qu'il serait peine perdue de critiquer. Enfin, cette décision devrait encourager définitivement les partis polonais à accepter le programme nationaliste et à s'organiser selon le principe des nationalités. Et finalement, l'acceptation de la résolution social-patriotique constituerait un précédent important pour les mouvements socialistes dans d'autres pays. Ce qui vaut pour l'un vaut pour l'autre. Si la libération de l'Etat polonais est élevée au rang de tâche politique du prolétariat international, pourquoi n'en serait-il pas de même pour la Bohême, l'Irlande et l'Alsace-Lorraine ? Ce seraient des tâches également utopiques et non moins justifiées que la libération de la Pologne. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine plus particulièrement, sa libération serait même beaucoup plus importante pour le prolétariat international et en même temps plus probable : derrière l'Alsace-Lorraine, il y a 4 millions de baïonnettes françaises et dans les questions d'annexions bourgeoises les baïonnettes sont de loin plus importantes que les manifestations morales. Ensuite, si les Polonais des trois parties occupées s'organisent selon le principe des nationalités pour la libération étatique de la Pologne, pourquoi les différentes nationalités d'Autriche n'agiraient-elles pas de la même façon, pourquoi les Alsaciens ne s'organiseraient-ils pas en commun avec les Français, etc.? En un mot, la porte serait grande ouverte aux luttes nationales et aux organisations nationales. A la place de l'organisation des travailleurs en fonction des données politiques et étatiques, on rendrait hommage au principe de l'organisation selon la nationalité, procédé qui tourne souvent mal dès le départ. A la place de programmes politiques conformes aux intérêts de classes, on élaborerait des programmes nationaux.* **Le sabotage du combat politique unitaire mené par le prolétariat dans chaque Etat serait consacré dans son principe par une chaîne de luttes nationales stériles.**»[10] (souligné par nous).

C'est dans «La question nationale et l'autonomie», 1908, (texte déjà cité), que l'on peut trouver une élaboration **d'ensemble** de ses thèses sur la question nationale à partir du cas polonais. Cet écrit rassemblant des articles donna lieu à une polémique acharnée avec Lénine, polémique qui durait en fait depuis 1903 — date du IIe congrès du P.O.S.D.R. (Parti Ouvrier Social Démocrate Russe) — car la thèse du S.D.K.P. — devenu le S.D.K.P.i.L. après l'adhésion d'un groupe marxiste lituanien — contre l'indépendance de la Pologne y avait été rejetée et signifiait organisationnellement la volonté de ce parti de ne pas être intégré mais de garder une structure fédéraliste dans le cadre du Parti Social Démocrate Russe **Uni** (ainsi les délégués du S.D.K.P.i.L. s'étaient opposés à ce congrès à la demande des Russes d'avoir leurs propres représentants auprès du Comité Central Polonais !).

«*La formule du «droit des nations» ne suffit pas à justifier l'attitude des socialistes dans les questions des nationalités, non seulement parce qu'elle ne tient compte ni des conditions historiques dissemblables (dans l'espace et dans le temps) ni de la direction générale du développement des conditions universelles, mais aussi parce qu'elle ignore totalement la théorie fondamentale du socialisme moderne — la théorie de la société de classes.*

Lorsqu'on parle de «droit des nations à l'autodétermination», on comprend le concept de nation comme un tout, comme une unité sociale et politique homogène. Cependant, un tel concept de «nation» est en fait l'une de ces catégories de l'idéologie bourgeoise que la théorie marxiste a soumises à une révision radicale en montrant que derrière un voile aussi mystérieux que le sont les concepts de «liberté bourgeoise», «égalité devant la loi», etc., se cache toujours un contenu historique précis.

Dans la société de classes, il n'y a pas de nation en tant qu'entité socio-politique homogène, en revanche dans chaque nation il y a des classes aux intérêts et aux «droits» antagonistes.

Il n'y a littéralement aucun domaine social, des conditions matérielles les plus frustes aux plus subtiles des conditions morales, où les classes possédantes et le prolétariat conscient adoptent la même attitude, où ils se présentent comme un «peuple» indifférencié...

... Dans une société ainsi composée, il ne saurait être question d'une volonté collective et unitaire, de l'autodétermination de la «Nation». Lorsqu'on rencontre dans l'histoire des sociétés modernes des luttes et des mouvements «nationaux», pour des «intérêts nationaux», ce sont en général des mouvements de classe de la couche bourgeoise dirigeante, qui le cas échéant et jusqu'à un certain point peut aussi représenter les intérêts d'autres couches populaires, et ce dans la mesure où elle protège en tant qu'«intérêts nationaux» des formes progressistes du développement historique et où la classe laborieuse ne s'est pas encore détachée de la masse du «peuple» conduite par la bourgeoisie pour devenir une classe politique consciente et indépendante. En ce sens la bourgeoisie française avait pendant la grande Révolution le droit de parler en tant que Tiers Etat au nom du «peuple français», et même la bourgeoisie allemande pouvait s'estimer jusqu'à un certain point en 1848 comme le représentant du «peuple» allemand, même si le Manifeste Communiste et partiellement la Neue Rheinische Zeitung étaient déjà les signes avant-coureurs d'une politique de classe propre au prolétariat en Allemagne. Dans les deux cas, cela voulait dire que la cause révolutionnaire de la classe bourgeoise, **au stade d'alors du développement social**, *coincidait avec celle du peuple tout entier car ce dernier constituait encore avec la bourgeoisie une masse indifférenciée opposée au féodalisme dominant.*

Ces circonstances suffisent à démontrer qu'opérer avec le «droit des nations» ne peut être déterminant dans le point de vue d'un parti socialiste sur la question nationale. L'existence même d'un tel parti est la preuve que la bourgeoisie a cessé d'être le représentant de toute la masse du peuple, que la classe du prolétariat ne se cache plus sous le manteau protecteur de la bourgeoisie mais s'est détachée d'elle pour devenir une classe indépendante avec ses propres objectifs sociaux et politiques. Mais comme la conception du «peuple», de «droits» et de «volonté populaire» en tant que tout homogène est un reliquat de l'époque de l'antagonisme latent et inconscient entre prolétariat et bourgeoisie — ainsi que nous l'avons démontré — ce serait une contradiction flagrante, si le prolétariat conscient et organisé indépendamment s'en servait, une contradiction non pas en regard de la logique scolaire, **mais une contradiction historique**».[11] (souligné par nous)

II) LA GUERRE

L'éclatement de la première guerre mondiale avec la faillite de la IIe Internationale envoyant le prolétariat de tous les pays servir **de chair à canon pour les intérêts des divers impérialismes** sur les abattoirs européens, allaient voir Rosa Luxembourg préciser ses positions sur la question nationale. Elle le fera avec d'autant plus de vigueur qu'elle condamne cette social-démocratie au sein de laquelle, depuis 1896, elle mène un combat oppositionnel de gauche désignant l'opportunisme et le révisionnisme des Kautsky, Bernstein et Cie.

D'abord dans la «Brochure de Junius» :

«La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire.

C'est de ce point de vue seulement qu'on peut évaluer correctement dans la guerre actuelle la question de la «défense nationale». L'Etat national, l'unité et l'indépendance nationales, tels étaient les drapeaux idéologiques sous lesquels se sont constitués les grands Etats bourgeois du cœur de l'Europe au siècle dernier. Le capitalisme est incompatible avec le particularisme des petits Etats, avec un émiettement politique et économique ; pour s'épanouir, il lui faut un territoire cohérent, aussi grand que possible, d'un même niveau de civilisation ; sans quoi, on ne pourrait élever les besoins de la société au niveau requis pour la production marchande capitaliste, ni faire fonctionner le mécanisme de la domination bourgeoise moderne. Avant d'étendre son réseau sur le globe tout entier, l'économie capitaliste a cherché à se créer un territoire d'un seul tenant dans les limites nationales d'un Etat. Ce programme, étant donné l'échiquier politique et national tel qu'il avait été transmis par le féodalisme médiéval, ne pouvait être réalisé que par les voies révolutionnaires. Il ne l'a été qu'en France, au cours de la grande Révolution. Dans le reste de l'Europe (tout comme la révolution bourgeoise, d'ailleurs), ce programme est resté à l'état d'ébauche, il s'est arrêté à mi-chemin. L'Empire allemand et l'Italie d'aujourd'hui, le maintien de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie jusqu'à nos jours, l'Empire russe et le Commonwealth britannique en sont des preuves vivantes. Le programme national n'a joué un rôle historique, en tant qu'expression idéologique de la bourgeoisie montante aspirant au pouvoir dans l'Etat, que jusqu'au moment où la société bourgeoise s'est tant bien que mal installée dans les grands Etats du centre de l'Europe et y a créé les instruments et les conditions indispensables de sa politique.

Depuis lors, l'impérialisme a complètement enterré le vieux programme bourgeois démocratique : l'expansion au-delà des frontières nationales (quelles que soient les conditions nationales des pays annexés) est devenue la plate-forme de la bourgeoisie de tous les pays. Certes, la phrase nationale est demeurée, mais son contenu réel et sa fonction se sont mués en leur contraire. Elle ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes, à moins qu'elle ne soit utilisée comme cri de guerre, dans les conflits impérialistes, seul et ultime moyen idéologique de capter l'adhésion des masses populaires et de leur faire jouer leur rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes.

Rosa Luxembourg : la maturité

La tendance générale de la politique capitaliste actuelle domine la politique des Etats particuliers **comme une loi aveugle et toute-puissante**, *tout comme les lois de la concurrence économique déterminent rigoureusement les conditions de production pour chaque entrepreneur particulier»*[12] (souligné par nous)

Ensuite dans les «Lettres» et tracts du groupe **Spartacus** :

«La guerre mondiale est une éruption volcanique, le produit des problèmes et des contradictions impérialistes croissants au sein de la société capitaliste depuis vingt-cinq ans ; elle les a, par un contre-mouvement dialectique, fait croître de façon monstrueuse. Grâce à l'échec du prolétariat international, les trois années de guerre ont fait de l'impérialisme et du militarisme **les maîtres incontestés des pays en conflit** *; elles les ont placés* **au centre de toute vie sociale** *et transformés* **en seuls facteurs décisifs**, *elles ont* **mis à leur service l'économie, la législation, la constitution, les finances, la vie publique, la foi religieuse, la science et la psychologie**. *Depuis que la guerre et l'impérialisme sont devenus le nœud vital des Etats, qu'ils sont pour eux l'alpha et l'oméga, l'issue de la guerre, c'est-à-dire le partage impérialiste du monde et la domination militaire et bourgeoise, est devenue une question de vie ou de mort. Ils savent que, pour eux, du point de vue impérialiste, c'est tout ou rien. C'est pourquoi un «accord», c'est-à-dire la résolution de problèmes insolubles et de contradictions irréductibles, l'interruption de la guerre avant la dernière épreuve de force, n'est qu'une utopie qui ne peut jaillir que d'une idée impotente de l'histoire et d'une lâche excuse politique, aussi vaine que facile. Le grand enseignement qu'il faut tirer de la proposition allemande de paix et de l'extension et approfondissement effrénés de la lutte à mort, l'enseignement qu'il s'agit de faire entendre aux masses — le devoir et la grande faute des partis socialistes — est celui-ci :*

Les Etats capitalistes n'ont plus les moyens de mettre de leur propre volonté un terme au sabbat impérialiste déchaîné. L'impérialisme qui ravage l'humanité ne peut, par une logique implacable, que produire à chaque jour de la guerre des contradictions plus exacerbées et des combats plus indécis. La société bourgeoise ne peut enfanter que la bestialité, la ruine et l'anarchie toujours plus sauvages.

Une seule puissance serait en mesure de freiner le glissement de la société vers l'abîme de l'anarchie et de la sauvagerie, et elle y est appelée par l'histoire : le prolétariat socialiste international. Il n'y a pas d'autre voie pour sortir de la guerre que le soulèvement révolutionnaire du prolétariat international dans la lutte pour le pouvoir, sinon ce sera l'épuisement de la société entière, l'effondrement scientifique, culturel et moral et l'agonie dans une guerre à la durée imprévisible...

... L'aggravation actuelle de la guerre et son extension au Nouveau Monde passent pour la seconde fois à l'ordre du jour comme facteurs de puissance devant la classe ouvrière. **C'est le second Waterloo du socialisme que nous vivons aujourd'hui.**»[13] (souligné par nous)

Dans le texte «Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution», qui fut retrouvé lors d'une enquête en 1927-28 par l'Institut de recherche sociale de l'Université de Francfort-sur-le-Main auprès des anciens militants à Berlin car il avait été caché durant la période de répression contre les spartakistes à partir de janvier 1919, Rosa Luxembourg développe l'idée que la «recrudescence» du nationalisme avec la fin de la guerre **n'est pas autre chose que le moyen privilégié pour le capitalisme de prévenir une extension de la révolution prolétarienne**, à l'exemple de la Russie, en l'étouffant dans le sang. En effet, sur le plan économique, ces «jeunes» nations sont dès l'abord des Etats qui affirment sans vergogne des tendances impérialistes prononcées et leur soi-disant apport «démocratique», selon Kautsky et Lénine, n'est rien d'autre qu'une pure mystification idéologique.

«L'explosion actuelle de nationalisme, généralisée au monde entier, renferme un fouillis hétéroclite d'intérêts et de tendances spécifiques. Mais un axe passe à travers tous ces intérêts spécifiques et les oriente, un intérêt général créé par les particularités de la situation historique : l'offensive contre la menace d'une révolution mondiale du prolétariat... Ces sentiments sont aujourd'hui la substance profonde des délires nationalistes auxquels le monde capitaliste a apparemment succombé ; ils sont l'étoffe historique objective à laquelle se réduit, en fait, l'échantillonnage hétéroclite des nationalismes nouvellement déclarés. Les jeunes micro-bourgeoisies qui aspirent maintenant à une existence indépendante ne frétillent pas seulement du désir d'acquérir une hégémonie de classe sans entraves et sans tutelle, mais elles se promettent un délice dont elles ont trop longtemps été privées : étrangler de leurs propres mains l'ennemi mortel, le prolétariat révolutionnaire — fonction qu'elles avaient été contraintes de céder jusqu'à présent à l'appareil rigide d'une domination étrangère. On accepte peu volontiers d'aimer ou de haïr par personne interposée. Les orgies sanglantes de Mannerheim, le Gallifet finnois, ont montré combien la violence ardente de l'année passée a fait germer de haine dans le cœur de toutes ces «petites nations», des Polonais, des Lituaniens, des Roumains, des Ukraïniens, des Tchèques, des Croates, etc., une haine qui n'attendait que la possibilité de trouver son expression : étriper enfin le prolétariat révolutionnaire par des moyens «nationaux» à soi. Ces «jeunes» nations, agneaux blancs et innocents qui gambadent dans la prairie de l'histoire mondiale, ont déjà l'œil étincelant du tigre courroucé qui guette le moindre mouvement du «bolchévisme» pour lui «régler son compte». Derrière tous les banquets idylliques, toutes les fêtes de fraternisation enivrantes à Vienne, à Prague, à Zagreb, à Varsovie s'ouvrent déjà béantes les tombes de Mannerheim que l'on contraint les gardes rouges à creuser de leurs propres mains, se profilent les ombres troubles des potences de Kharkov ; les Loubinski et Holoubovitch (ministre de la justice dans le Secrétariat d'Etat provisoire d'Ukraine, puis chef du gouvernement en janvier 1919) ont invité les «libérateurs» allemands à les dresser.»[14]

LA REVOLUTION RUSSE

En liaison avec son analyse précédente pour expliquer la vague de nationalisme, Rosa Luxembourg va montrer **toutes les conséquences contre-révolutionnaires** du mot d'ordre «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» défendu par les bolcheviks en particulier lors du traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. Par là, à l'épreuve pratique du processus révolutionnaire qui se développe avec octobre 17 en Russie, sont confirmées de façon éclatante toutes les positions qu'elle avait élaborées sur la question nationale à propos de la Pologne ; positions qui en s'ancrant sur une base économique déterminante lui permettaient par avance de tracer les véritables perspectives révolutionnaires contre le «démocratisme national» des théoriciens de la IIe Internationale, des sociaux-démocrates et de Lénine.

«Comment se fait-il que, dans tous ces pays, la contre-révolution ait tout à coup triomphé ? Le mouvement nationaliste a précisément paralysé le prolétariat du fait qu'il le détachait de la Russie et l'a livré, dans les pays de la périphérie, à la bourgeoisie nationale. Au lieu de viser, selon l'esprit même de la nouvelle politique internationale de classe qu'ils représentaient par ailleurs, à rassembler en une masse compacte les forces révolutionnaires sur tout le territoire de l'empire, au lieu de défendre bec et ongles l'intérieur de l'empire russe comme étant la terre de la Révolution, au lieu de poser comme loi suprême de leur politique la cohésion et l'union inséparable des prolétaires de toutes nationalités sur le territoire de la Révolution russe à toutes les tendances de séparatisme nationaliste, les bolchéviks, par leur phraséologie nationaliste retentissante du «droit de libre dispositon allant jusqu'à la séparation des Etats», ont, tout au contraire, fourni à la bourgeoisie de tous les pays limitrophes le prétexte le plus spécieux et le plus souhaité, constituant le drapeau qu'il fallait à leurs menées contre-révolutionnaires. Au lieu de prémunir les prolétaires dans les pays limitrophes contre tout séparatisme comme contre un piège de la bourgeoisie, ils ont, au contraire, dans tous ces pays, égaré les masses de leur mot d'ordre, les livrant ainsi à la démagogie des classes bourgeoises. Par cette revendication du nationalisme, ils ont amené, préparé eux-mêmes la division de la Russie et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le poignard à plonger dans le cœur de la Révolution russe »

Poursuivant sa critique, toujours dans le même texte, elle insiste sur le fait que les responsables de la mystification se trouvent **d'abord au sein même du prolétariat**. Et, en termes quasiment prophétiques, puisque nous pouvons aujourd'hui mesurer toute l'étendue du désastre théorique consécutif à la contre-révolution mondiale qui s'est greffée autour des thèmes du «socialisme dans un seul pays» et du caractère «progressiste» des «luttes de libération nationale», du «capitalisme d'Etat», etc., elle stigmatise **le nationalisme comme étant «le plus grand danger pour le socialisme international»** :

«Ces phrases-là ont parfois dans l'histoire des luttes de classes une importance très réelle. C'est le guignon du socialisme que, dans cette guerre mondiale, il ait été prédestiné à procurer des prétextes idéologiques pour la politique contre-révolutionnaire. La démocratie socialiste allemande se hâta, lorsqu'éclata la guerre, de décorer le brigandage de l'impérialisme allemand d'une enseigne idéologique tirée du magasin d'accessoires du marxisme, en déclarant qu'elle était l'expédition libératrice contre le tsarisme russe souhaitée par nos vieux maîtres. Il était réservé aux antipodes des socialistes de gouvernement, les bolchéviks, de fournir, avec la formule de libre disposition des nations,de l'eau au moulin de la contre-révolution et de procurer ainsi une idéologie non seulement à l'écrasement de la Révolution russe elle-même, mais au plan de liquidation contre-révolutionnaire de toute la guerre mondiale. Nous avons tous les motifs de regarder bien à fond la politique des bolchéviks à ce point de vue».[15]

Le souci majeur de Rosa dans l'examen du processus révolutionnaire en Russie fut constamment que les erreurs considérables commises dans ce processus servent «au prolétariat international d'exemple avertisseur». Ainsi, depuis les textes «La Responsabilité Historique» (janvier 18) et «La Tragédie Russe» (septembre 18) parus dans «Lettres et tracts de Spartacus» (déjà cité) jusqu'à son dernier écrit, «regarder bien à fond la politique des bolchéviks à ce point de vue» signifiait indubitablement pour elle **dénoncer le rôle de facteur actif des bolchéviks dans le renforcement de la contre-révolution avec leur position sur la question nationale, en particulier la formule de «libre disposition des nations»** (cf. le Traité de Brest-Litovsk). Dénoncer les aspects négatifs ne voulait pas dire abandonner le soutien à ce qu'il y avait d'essentiellement positif dans le processus et chez les bolchéviks (du moins dans un premier temps), mais cela marquait un refus net et clair de se taire, de cesser toute critique sous le prétexte de la nécessité d'un soutien inconditionnel. Prétexte qui deviendra loi d'airain dans le mouvement ouvrier à par-

tir des livres de Lénine «Le gauchisme, maladie infantile du communisme» (1921) et celui moins connu «Sur l'infantilisme de gauche» (1918) dirigé contre les communistes de gauche qui, en Russie même, manifestèrent leur opposition à la signature de la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk.

UNE LEÇON D'INTERNATIONALISME

Toute l'œuvre de Rosa Luxembourg, sa vie militante, son action politique, confirment à chaque moment sa condamnation sans appel du nationalisme et son internationalisme intransigeant. Comme elle luttait contre l'indépendance de la Pologne, elle combattit également toutes les formes de judaïsme ou de sionisme (elle qui était juive et polonaise !). Ainsi dans une lettre à son amie Mathilde Wurm en 1917, elle écrivait : *«Où veux-tu en venir avec les souffrances particulières des juifs ? Pour moi, les malheureuses victimes des plantations d'hévéas dans la région de Putumayo, les nègres d'Afrique dont les Européens se renvoient le corps comme on joue à la balle, me touchent tout autant. Te souviens-tu du récit de la campagne de von Trotha dans le Kalakari, que l'on trouve dans l'ouvrage du Grand Etat-major : «... Et le râle des mourants, le cri de ceux que la soif avait rendus fous résonnaient dans le silence sublime de l'immensité»; ce «silence sublime de l'immensité», où tant de cris se perdent, il éclate dans ma poitrine si fort qu'il ne saurait y avoir dans mon cœur un petit recoin spécial pour le ghetto; je me sens chez moi dans le vaste monde, partout où il y a des nuages, des oiseaux et des larmes»*[16].

Rosa sortant de prison en 1918

Si Rosa Luxembourg parle de «patrie» c'est pour indiquer son attachement non pas à une nation mais **à la classe** car elle récusait toutes les notions de frontières géographiques, de caractères ethniques, de spécificités culturelles, de nation comme étant liées à la naissance, au maintien et à la disparition des sociétés divisées en classes aux intérêts antagoniques, et plus spécialement à la société capitaliste. Dans le «Discours de Fribourg» de mars 1914, elle disait : *«Le procureur général s'en est donné à cœur joie, à la fin de son réquisitoire, en faisant allusion à l'ordre allemand et au patriote qui a pour mission de maintenir l'honneur et la morale de l'Empire allemand en face de moi, vagabonde sans patrie. Quant à l'absence de patrie, je n'aimerais pas changer avec le procureur général. J'ai une grande et chère patrie telle qu'aucun procureur prussien n'en possède... La patrie n'est-elle pas tout simplement la grande masse des hommes et des femmes laborieux ?»* [16]

Qui donc plus que Rosa Luxembourg et le courant qui s'y rattache essentiellement à partir de son analyse économique, du K.A.P.D. jusqu'à aujourd'hui, ont maintenu et enrichi, face au déferlement des interprétations nationalistes (Mao, Ho-chi-Minh, Castro,...) à partir de l'erreur des bolchéviks sur le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», la leçon d'internationalisme qui se dégageait déjà du «Manifeste» de 1848 : «LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE... PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !» ?

Guy SABATIER

1 — Nettl, «La vie et l'œuvre de Rosa Luxembourg» (La question nationale dans le tome 2) — **Maspero**
Haupt, Lowy, «Les marxistes et la question nationale» (1848-1914), leurs introductions respectives à Rosa Luxembourg, p. 39-45 et p. 375-79 — **Maspero** (à consulter éventuellement «Rosa Luxembourg et la question nationale» dans «Dialectique et Révolution» de Lowy — **Anthropos**)

2 — Engels, Lettre à Kautsky «Socialisme et indépendance nationale : la revendication du rétablissement de la Pologne est-elle dépassée ?» dans «Les marxistes et la question nationale», p. 105-109 (voir note 1).

3 — Rosa Luxembourg, «La question nationale et l'autonomie» dans «Les marxistes et la question nationale», p. 184-203 (voir note 1). Traduction en totalité de la 3e partie «Le prolétariat et la question nationale» dans la revue «Partisans» n° 61, p. 5-22, 1971.

4 — Badia, «Rosa Luxembourg, écrivain, journaliste, polémiste,...» — **Ed. Sociales**.

5 — Rosa Luxembourg, «L'Accumulation du Capital» et «Critique des critiques» (2 tomes) — **Maspero**.

6 — Rosa Luxembourg, «Impérialisme et question nationale», p. 189-196 (voir note 3).

7 — Rosa Luxembourg, «Brochure de Junius»; parue sous le titre «La crise de la social-démocratie suivie de sa critique par Lénine», cf. p. 174-75, p. 219-25 — **Ed. La Taupe Bruxelles** (documents socialistes 2/3).

8 — Rosa Luxembourg, «La révolution russe» (traduction de Bracke), p. 22-29 — **Spartacus**.

9 — Texte non traduit de l'allemand (Leipzig).

10 — Rosa Luxembourg, «La question polonaise au Congrès international de Londres 1896», p. 159-66 (voir note 3).

11 — Voir note 3, p. 194-96.

12 — Voir note 7, p. 177-78.

13 — Rosa Luxembourg, «Contre la guerre par la révolution» (Lettres et tracts de Spartacus), lettre n° 4, avril 1917 «Un nouveau Waterloo du socialisme», p. 52-54 — **Spartacus**.

14 — Rosa Luxembourg, «Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution» dans Œuvres II (Ecrits politiques 1917-18), p. 96-99 — **Maspéro**. Il existe une traduction de Bracke aux «Archives Spartacus

15 — Voir note 8, p. 27-28-29.

16 — Voir note 1, p. 855 et 857 dans le tome 2 de Nettl.

PACIFIQUEMENT VERS LA CATASTROPHE

«Friedlich in die katastrophe»
Par Helger **Strohm** (**Association** Edit. Hamburg.)

Ce livre sur les centrales nucléaires est sorti au printemps 75 en deuxième édition, complété et enrichi des derniers documents sur le danger nucléaire. Il présente un examen détaillé du problème des centrales nucléaires.

L'auteur démontre très clairement :
— que le Capital prend sans scrupule le risque, qu'il camoufle, de sacrifier et détruire n'importe quelle région.
— que l'idéalisation des centrales nucléaires «source d'énergie n° 1 pour la population» doit voiler que cette énergie ne profite qu'aux industriels et paralyse la recherche d'énergies équivalentes qui soient inoffensives.
— que les mesures de sécurité traditionnelles ne peuvent plus garantir la sécurité de la population devant l'immense danger que les centrales présentent pour la santé, car l'empoisonnement furtif par la radioactivité n'a été jusqu'alors traité que spéculativement et apologiquement.

Ce livre met en relief l'immense danger que l'énergie nucléaire présente, même utilisée à des fins «pacifiques». Il souligne également que le problème des déchets atomiques devient lui-même de plus en plus insoluble. En outre le moindre accident risque de mettre fin à la vie de régions entières et pour des décennies.

Aucune des organisations de gauche n'envisage avec tout le sérieux voulu cette menace dont on mesure difficilement l'extraordinaire ampleur. L'auteur démontre que dans les pays dits socialistes la même idéologie de progrès scientifique et économique règne avec le même aveuglement envers les problèmes écologiques et avec la même méconnaissance de l'intérêt véritable des populations.

Il est souhaitable qu'un livre de cette importance puisse paraître en France. C'est pourtant peu probable, il contrarierait trop d'intérêts inavouables.

H. KAÏ

LE CHENE ET LE VEAU d'Alexandre Soljénitsyne

Traduit du russe par René Marichel, éd. du Seuil, 1975.

Un dicton russe est à l'origine du livre : «Le cerf donnait du front contre le chêne, mais il y laissa ses bois». L'auteur le modifia à sa façon, avec une pointe de malice, cette ironie dont il use souvent dans ses écrits, surtout lorsqu'il parle de lui-même. Il en est ainsi dans cet ouvrage où Alexandre Soljénitsyne relate son expérience d'écrivain en Russie. Une expérience assez longue -elle s'échelonne sur une douzaine d'années- et assez riche en secousses de la vie intellectuelle russe pour donner matière à un volume de cette ampleur accompagné d'abondantes annexes (95 p.) et d'un index biographiques (6 p.)

La narration commence en novembre 1961 lorsque, «écrivain souterrain» pendant de longues années, Soljénitsyne se décide à déposer à une revue d'avant-garde, **Novy Mir**, sa **Journée d'Ivan Denissovitch.** Décision dont il sait toute la témérité... Cependant la situation lui semble favorable pour la publication d'un récit sur les camps de déportation soviétiques. On est après le XXII[e] congrès du P.C.U.S. (octobre 1961) où «l'attaque tonitruante et furieuse de Khrouchtchev contre Staline fut, cette fois-ci, lancée non point en secret, mais au grand jour» (A.S.). Pourtant le récit attendra onze mois -l'accord de la rédaction, l'autorisation spéciale de Khrouchtchev, confirmée par le Comité central du parti- pour voir le jour. «La bombe Denissovitch», suivant le mot de l'auteur, provoque la stupéfaction générale. Les raisons en sont aussi multiples que diverses. A l'admiration des jeunes pour un écrivain dont le talent égale le courage s'ajoute la gratitude des survivants des camps, ces millions d'Yvan dont les souffrances, décrites en connaissance de cause, sont enfin révélées au public. Dans le même temps apparaissent la mauvaise conscience, la peur et la hargne de nombreux piliers du régime, lesquels, toujours aux postes élevés, défendent le «marxisme-léninisme», l'«ordre», l'optimisme béat du réalisme socialiste et le reste. Ce sont ces derniers qui, après la chute de Khroutchtchev (octobre 1964), ne laisseront plus de répit à l'écrivain.

C'est que ses écrits inédits en Russie suscitent un intérêt croissant du public, au grand dam et à la colère des autorités. En fait, certains de ses romans -**Le Pavillon des Cancéreux**, **La Maison de Matriona** et **Le Premier Cercle**- que Soljénitsyne a soumis à des revues et maisons d'édition moscovites ou autres, mais dont la publication ne fut nulle part autorisée, commencent à être connus... en photocopies divulguées secrètement, parfois même par les lecteurs de ces institutions.

Dès lors, la police politique, le N.G.B., constamment à ses trousses, perquisitionne chez les Soljénitsyne et ailleurs. Ainsi découvre-t-elle (en septembre 1965) la principale cachette -la plus sûre !- où l'écrivain a déposé ses archives et tous ses manuscrits, dont certains n'étaient pas destinés à la publication. Cette saisie («Le plus grand malheur de mes 47 ans», avoue-t-il) entraînera tous ses ennuis ultérieurs. Ce sont, ensuite, de fréquentes visites policières au domicile de l'écrivain, des chantages de toutes sortes, des lettres «anonymes» (expédiées par le N.G.B.). Puis, des attaques insidieuses, souvent ignobles, viennent de toutes parts,et notamment de l'Union des Ecrivains qui l'exclut, en novembre 1969.

A cette époque, les principaux récits et romans de Soljénitsyne sont déjà publiés en Occident -le plus souvent à son insu et, parfois, «arrangés»- où l'on connaît ses prises de position en faveur de la liberté d'expression. Le prix Nobel de littérature qui lui est décerné en 1970 vient à son heure. Mais il ne met pas pour autant l'écrivain à l'abri d'exactions. Bien au contraire. Et si l'on autorise le lauréat à se rendre à Stockholm, c'est pour lui barrer le chemin du retour en U.R.S.S. Or Soljénitsyne, hostile par principe à la «fuite» à l'étranger des écrivains qui, croit-il, devraient poursuivre le combat en leur pays, refuse tout marchandage. La publication à Paris (en russe, 1973) de **L'Archipel du Goulag** précipite les événements. Arrêté en février 1974, incarcéré sous l'inculpation de «trahison envers la patrie», Soljénitsyne ignore où, à la sortie de la fameuse prison de Lefortovo, il s'envolera. Deux jours plus tard, le N.G.B. le fait atterrir en Allemagne occidentale, où il est accueilli par Henri Böll.

Ces situations dramatiques dont il fut le protagoniste, le témoin attentif et aussi le juge, Soljénitsyne les décrit dans **Le Chêne et le Veau** avec verve, sans jamais s'apitoyer sur son sort. L'écriture semble moins élaborée que dans ses récits romancés, sans doute plus hâtive, et la traduction française de ce livre en alourdit beaucoup le texte. Mais tels qu'ils sont, pris sur le vif, ces souvenirs de Soljénitsyne offrent bien plus qu'un intérêt littéraire de mémoires d'un grand écrivain : ils constituent une chronique détaillée de la vie intellectuelle soviétique d'aujourd'hui. C'est que, par la force des choses, l'auteur fut, dès 1962, mêlé à cette vie, en connut les différents aspects, consigna faits, événements et ses impressions.

Ainsi, entre autres, met-il au courant le lecteur du fonctionnement de l'Union des Ecrivains dont le rôle répressif à l'égard des confrères -ce qui est assez connu- pourrait jusqu'ici échapper à certains. De même, nous voyons de près l'organisation des revues littéraires : une structure bureaucratique très hiérarchisée, un comité de lecture timoré, voire terrorisé, devant ceux de ses membres dont la seule attitude ou «autorité» littéraire réside dans leur fonction politique, voire policière.

Le lecteur français peut aussi se convaincre, s'il ne l'a pas encore été, à quel point démarches et protestations faites en Occident, articles de presse publiés chez nous sont précieux aux contestataires des pays de l'Est. A ce propos, évoquons, avec l'amertume de Soljénitsyne, la visite à Moscou de Jean-Paul Sartre qui ne s'est pas dérangé pour rencontrer le confrère aux abois...

En revanche, l'auteur nous fait entrer dans l'intimité des hommes remarquables par leur générosité et leur courage, tels les savants Chafarévitch et Sakharov, le musicien Rostropovitch et quelques autres amis à toute épreuve. Nous faisons aussi une plus ample connaissance du directeur de **Novy Mir**, Alexandre Tvardovsky qui, le premier, apprécia le talent de Soljénitsyne; l'amitié des deux hommes, à la fois affectueuse, fidèle et orageuse, est à la mesure de la vie politique troublée des Russes.

Nous assistons aussi, non sans émotion, à l'élan, à l'atmosphère de solidarité qui se créent autour de ceux qui, comme Alexandre Soljénitsyne, sont pourchassés, puis arrêtés par le N.G.B.

Mais au-delà de tout, **Le Chêne et le Veau** apporte un témoignage direct, unique peut-on dire, d'une lutte persévérante pour la liberté d'expression. Et c'est un homme seul qui, pour rester fidèle à soi-même, affronta un «Super Grand», un puissant Etat totalitaire. Lequel, en fin de compte, sortit victorieux de ce combat dramatique ? Chacun pourra en juger après avoir pris connaissance de ce livre dont la lecture ne saurait laisser indifférents tous ceux qui s'intéressent aux libertés publiques de notre temps.

Lucienne REY

les cahiers de spartacus
vont publier un important ouvrage :
et les éditions syndicalistes

LES CINQUANTE ANS DE LA «REVOLUTION PROLETARIENNE»

(*revue syndicaliste révolutionnaire*)

Depuis 1925 jusqu'à aujourd'hui, toutes les batailles d'idées, toute la lutte de classe vue à travers la vie d'une revue syndicaliste d'avant-garde où écrivirent de nombreux militants et penseurs.

UN DEMI-SIECLE D'HISTOIRE
OUVRIERE INTERNATIONALE
Souscription aux Editions Syndicalistes, voir p. 36.

ABONNEZ VOUS A SPARTACUS

VOUS ECONOMISEREZ 50% DES PRIX

Pour 40 Francs: 55 F d'éditions nouvelles - primes 25 Fr.

Pour 75 Francs: 110 F d'éditions nouvelles - primes 50 Fr.

SOIT 80 OU 160 FRANCS DE TEXTES RARES

Abonnement basé sur les prix des volumes

Abonnés, réabonnés, choisissez ici 25 ou 50 francs de prime

PRIMES SERIES A et B et OEUVRES LITTERAIRES

1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laïcité ..... F 3,00
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme ..... F 3,00
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants) ..... F 3,00
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme ..... F 3,00
24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 3,00
31. Paul CLEREY. — La cinquième colonne (communiste) ..... F 2,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG. — La confession de Karl Marx F 3,00
38. LENINE. — Lettre ouverte à Boris Souvarine ..... F 3,00
6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme ..... F 5,00
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe ..... F 5,00
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse ..... F 5,00
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution ..... F 5,00
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé ..... F 5,00
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours ..... F 8,00
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme ..... F 5,00
25. Denis HEALEY. — Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 5,00
42. MARX-ENGELS. — Programmes socialistes (Erfurt, Gotha) ..... F 6,00
43. BARRUE. — Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . F 5,00
45. RUBAK. — La classe ouvrière est en expansion permanente ..... F 13,00
46. D. MACDONALD. — Le marxisme est-il en question? ..... F 11,00
47. SOUVARINE. — Le Stalinisme - Ignominie de Staline ..... F 3,00
48. Ch. REEVE. — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature F 12,00
50. SERGE. — Nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie ... F 11,50
51. Victor SERGE. — 16 fusillés: Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 16,00
52. SKIRDA. — Les Anarchistes russes et les Soviets ..... F 7,50
53. ROCKER. — Les Soviets trahis par les Bolchéviks ..... F 12,00
54. STIRNER. — De l'Education. En lisant «L'Unique» ..... F 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG. — 1848-1905. Etapes de la Révolution F 13,00

A Brendan BEHAN. — Mon Dublin (20 dessins de Hogarth) ..... F 20,00
B Ch. DUITS. — André Breton a-t-il dit passe ..... F 12,00
C Cesare ZAVATTINI. — Lettre de Cuba - Hypocrite 43 ..... F 13,00
D J. YGLESIAS. — A Cuba dans le poing de la Révolution ..... F 15,00
E O. LINS. — Le Rétable de Ste Joana Carolina ..... F 15,00
F V. PINERA. — Contes froids ..... F 15,00
G Paul RITCHIE. — Le Protagoniste ..... F 15,00
H François SONKIN. — Les Gendres ..... F 15,00
I Nelly SACHS (Prix Nobel). — Brasier d'énigmes ..... F 15,00
J Neel DOFF. — Une fourmi ouvrière ..... F 8,00

NOM ET ADRESSE : .....

.....

.....

Souscrit un abonnement :

— simple à 40 F ☐ — simple étranger à 45 F ☐

— double à 75 F ☐ — double étranger à 80 F ☐

Indiquez le n° de départ de l'abonnement ☐

Réglé :

— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

— par CCP 633 - 75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

— en espèces à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez 10 F.

Prochaines publications **SPARTACUS**

Gaston LEVAL

La Pensée constructive de Bakounine

M. Ollivier K. Landau, P.O.U.M.

ESPAGNE : Les fossoyeurs de la révolution sociale

C. Berneri, A-D Prudhommeaux, P. Lapeyre :
Guerre de classe en Espagne révolutionnaire.
Anton Ciliga : Lénine et la Révolution
Ida Mett : La Commune de Cronstadt.
A et D Prudhommeaux : La Commune de Berlin.
Mercier-Véga : Le syndicalisme révolutionnaire.
Rocker : Les anarchistes et l'organisation.
J. Camatte : Le 6e chapitre inédit du Capital.

5 Fr

Distribué par les NMPP -
Diffusé par Bernard LAVILLE. 3. r. Crébillon, Paris-6e
Dépôt: LIBRAIRIE DES 2 MONDES, 10, rue Gay-Lussac, Paris Ve
IMPRIMERIE PRESSE NOUVELLE, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon

Nov. Déc. 1975 — **SPARTACUS** CAHIERS MENSUELS — N° 64 (R.1)

Directeur
René LEFEUVRE
Tél. 272.37.50

5, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie
Paris IVe

Restent disponibles : SERIE A

1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laïcité ..... F 3,00
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme ..... F 3,00
4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution russe ..... F 4,00
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants) ..... F 3,00
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme ..... F 3,00
10. Camillo BERNERI. — Guerre de classes en Espagne ..... F 4,00
18. TOMORI-BALASZ. — Qui succédera au capitalisme? ..... F 4,00
20. André FERRAT. — Révolution soviétique et IIIe Internationale ..... F 3,00
24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 3,00
30. DAN et MARTOV. — La dictature du prolétariat ..... F 3,00
35. Karl KAUTSKY. — Les trois sources du Marxisme ..... F 5,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG. — La confession de Karl Marx F 3,00
38. LENINE. — Lettre ouverte à Boris Souvarine ..... F 3,00

Restent disponibles : SERIE B

6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme ..... F 5,00
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe ..... F 5,00
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse ..... F 5,00
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution ..... F 5,00
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé ..... F 5,00
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours ..... F 8,00
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme ..... F 5,00
19. David-ROUSSET. — Dénonce les camps soviétiques ..... F 5,00
21. DOMMANGET. — Blanqui calomnié (Docum. Taschereau) ..... F 32,00
24. Ida METT. — Le Paysan russe dans la Révolution ..... F 6,00
25. Denis HEALEY. — Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 5,00
27. GORTER. — Réponse à Lénine (La maladie infantile du communisme) F 10,00
29. DOMMANGET. — Babeuf et la Conjuration des Egaux ..... F 6,00
32. Alain GUILLERM. — Le Luxembourgisme aujourd'hui ..... F 5,00
33. Karl MARX. — Textes philosophiques (1842-1847) ..... F 10,00
34. PANNEKOEK, KORSCH. — Lénine philosophe ..... F 10,00
35. BARRUE. — L'anarchisme aujourd'hui. Un inédit de BAKOUNINE .... F 8,00
36. MARX-ENGELS. — Textes sur l'organisation ..... F 10,00
37. J. JACQUES. — Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime ..... F 6,00
38. TALES. — La Commune de 1871. Préface de L. Trotsky ..... F 15,00
39. S. SCHWARZ. — Lénine et la question syndicale ..... F 6,00
40. SOUVARINE. — Un pot-pourri de Khrouchtchev (ses «Souvenirs») ... F 3,00
41. Arthur LEHNING. — Anarchisme et Marxisme en Russie ..... F 8,00
42. MARX-ENGELS. — Programmes socialistes :Erfurt, Gotha, Le Havre . F 6,00
43. BARRUE. — Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . F 5,00
44. ROUSSEL. — Les enfants du Prophète (Histoire du trotskisme) ..... F 10,00
45. RUBAK. — La classe ouvrière est en expansion permanente ..... F 13,00
46. D. MACDONALD. — Le Marxisme est-il en question? ..... F 11,00
47. SOUVARINE. — Le stalinisme. Ignominie de Staline ..... F 3,00
48. Ch. REEVE. — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature F 12,00
50. SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie F 11,50
51. Victor SERGE. — 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 16,00
52. SKIRDA. — Les Anarchistes russes et les Soviets ..... F 7,50
53. ROCKER. — Les Soviets trahis par les Bolchéviks ..... F 12,00
54. Max STIRNER. — De l'Education. — En lisant «L'Unique» ..... F 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG. — 1848-1905 étapes de la Révolution F 13,00
56. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme contre Dictature ..... F 5,00
57. CORALE. — Capitalisme, syndicalisme, même combat ..... F 13,00
58. CAMATTE. — Bordiga et la passion du Communisme ..... F 18,00
59. J. PERDU. — La révolte des Canuts. Les insur. lyonnaises 1831-1834 F 11,50
60. I.C.O. — Capitalisme et lutte de classe en Pologne 1970-1971 ..... F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS — Portugal, l'autre combat ..... F 22,00
62. G. MUNIS. — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution ..... F 13,50
63. O. RUHLE-P. MATTICK — Fascisme brun, Fascisme rouge ... F 10.00

Restent disponibles : SERIE C (SELECTION LIBRAIRE)

4. KAUTSKY. — Rosa Luxembourg GUILLERM : Le Luxembourgisme .. F 11,00
5. LUXEMBOURG - SCHWARZ. — L'expér. belge. Lénine et syndicats .. F 12,00
6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG. — Critique des programmes, critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha - La Révolution russe ..... F 11,00
7. Rosa LUXEMBOURG. — Les lettres et tracts de Spartacus ..... F 17,00
8. DOMMANGET. — Sylvain Maréchal, l'Egalitaire ..... F 40,00
10. AUTHIER. — La gauche allemande (1920-1922). Textes historiques .. F 10,00
11. Andy ANDERSON. — Hongrie 1956, révolution ouvrière ..... F 12,50
12. Marcel CERF. — Edouard Moreau, Communard ..... F 15,00
13. NICOLAEVSKI. — A Moscou, Luttes sanglantes pour le Pouvoir ..... F 15,00
14. John BERGER. — Réussite et échec de Picasso ..... F 22,00
15. Césare ZAVATTINI. — Cinéparoles ..... F 21,00
16. Fred J. COOK. — F.B.I., la chasse aux sorcières ..... F 30,00

Les 50 ans de «La Révolution Prolétarienne»

Un volume d'environ 250 pages, préparé, présenté et rédigé par Alexandre CROIX, avec de nombreux textes et documents.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 18 F FRANCO.

(le prix après parution sera de 25 F)

Amis de la «R.P.», militants de toutes tendances, syndicats et organisations, **SOUSCRIVEZ DÈS MAINTENANT** pour un ou plusieurs exemplaires aux **EDITIONS SYNDICALISTES**, 21, rue Jean-Robert 75018 Paris **C.C.P. 21764 88 PARIS**
(Ce livre sera envoyé aux abonnés de Spartacus).